

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
CENSURE

Thèse pour le Doctorat

Soutenue le vendredi 12 Juin, à 2 heures 1/2

PAR

LÉON SABATIÉ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président: M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants: { MM. SAUZET, professeur.
 { GEOUFFRE DE LAPRADELLE, chargé de cours.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1908

LA CENSURE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
CENSURE

Thèse pour le Doctorat

Soutenue le vendredi 12 Juin, à 2 heures 1/2

PAR

LÉON SABATIÉ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président: M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants: { MM. SAUZET, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, chargé de cours.



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

—
1908

CHAPITRE I

Théorie de la censure. — Son rôle. — Sa valeur.

La censure peut être ainsi définie : « C'est l'examen qu'un gouvernement peut faire des livres, des journaux, des pièces de théâtre, avant d'en permettre la publication ou la représentation. »

Remarquons que cette définition suppose un examen préalable ; elle ne concerne donc que la censure préventive, mais il existe aussi une autre forme de censure, dite répressive, moins importante que la précédente, et qui n'intervient qu'après la publication ou la représentation. La première seule est bien celle dont on veut parler lorsqu'on prononce le mot de censure ; c'est contre elle qu'à toute époque, des attaques se sont élevées ; c'est uniquement à son occasion que l'on doit rechercher si la censure est ou n'est pas une institution légitime.

Si l'on se demande à quel titre l'Etat intervient ainsi, il est facile de voir que c'est dans son intérêt qu'est

exercé ce contrôle sur l'emploi que les individus font de leurs pensées ; mais ce contrôle n'est-il pas critiquable ?

L'auteur d'un livre ou d'un article de journal, comme l'auteur d'une œuvre dramatique, cherchent souvent à exercer une action sur la collectivité, le premier comptant sur la facilité et la rapidité avec lesquelles seront répandus ses écrits, le second sur l'attrait si séduisant et si captivant à la fois avec lequel le théâtre lui permettra de présenter aux foules les théories les plus osées.

Aussi l'Etat s'est-il arrogé d'une façon constante le droit de surveiller, au moyen de la censure ou de procédés administratifs équivalents, la publication des livres et des journaux, ou la représentation des pièces de théâtre.

Ce ne fut souvent pas sans soulever les plus vives protestations que le pouvoir put exercer son autorité.

Certes, ce n'est pas au nom de la liberté individuelle, totalement inconnue sous l'ancien régime, que les sujets du roi pouvaient demander la suppression de cette institution, et il est juste de reconnaître qu'elle était alors en parfaite harmonie avec les autres institutions de l'époque.

Mais, depuis, les circonstances se sont modifiées. Les idées libérales ont triomphé en 1789 et la censure a disparu avec les autres pratiques rigoureuses qu'avait instituées la royauté ; les principes de liberté individuelle ont été posés de façon indiscutable dans la Déclaration

des droits de l'homme ; on peut s'étonner alors que la censure ait reparu, et il est intéressant de rechercher à quels intérêts ont obéi les gouvernements modernes en conservant cette institution condamnée par la Révolution, rétablie par le Consulat.

L'intervention de l'Etat est nécessaire en matière de presse et de théâtre, disent les partisans de la censure, parce que sans elle des abus seraient à craindre ; elle se produit donc uniquement dans un but d'intérêt général, comme l'Etat intervient chaque fois que l'ordre public est en jeu. L'absence de censure entraînerait la licence et l'immoralité.

Et, de fait, le tableau que nous trouvons dans le remarquable ouvrage de M. Hallays-Dabot sur l'*Histoire de la censure théâtrale en France*, semble venir à l'appui d'une telle opinion.

« Sous Louis XII, en 1791, en 1830, en 1848, la censure n'a pas existé. On a vu par quatre fois avec quelle rapidité s'étaient produites les inventions les plus déordonnées. Personnalités violentes, insultes à la religion, peintures lascives, leçons pervertissantes, déclarations haineuses, tel est le résumé de l'histoire du théâtre en ces heures faciles. Aussi qu'est-il arrivé ? Les excès ont toujours amené la réaction. François I^{er} met un frein aux licences des Basochiens et des confrères de la Passion. Les orgies du théâtre révolutionnaire, modérées d'abord par le Directoire, sont ensuite complètement arrêtées par

le premier Consul. Le Gouvernement de Juillet est forcé de relever les digues qu'il a lui-même renversées, et de faire rentrer le flot dans son lit. Le théâtre tapageur, agressif et immoral de 1848 doit bientôt plier devant la volonté bien arrêtée du gouvernement de ramener l'ordre dans la rue et le calme dans les esprits. »

Sans doute, nous reconnaissons volontiers qu'à des périodes de liberté ont concordé, dans l'histoire, des périodes de dévergondage effréné ; mais il ne paraît pas équitable d'en attribuer la cause à l'absence de censure. N'en fut-il pas de même tandis que celle-ci existait. Au XVIII^e siècle, alors qu'elle venait de recevoir son organisation définitive, la morale et la vertu ne furent-elles pas souvent méconnues ? De nos jours encore, avant qu'elle ne soit supprimée, l'enquête de 1891 ne nous apprenait-elle pas qu'elle était parfaitement impuissante à remplir le rôle qui lui était assigné, et des voix éloquentes s'élevaient pour déplorer la licence des spectacles offerts au public.

Ce que nous avançons ici, Chateaubriand l'avait affirmé d'une manière saisissante : « Je dis donc qu'on n'est pas reçu à charger la liberté de la presse des désordres que l'on croit apercevoir aujourd'hui, lorsque le XVIII^e siècle avec son impiété et sa dépravation s'est écoulé sous le régime de la censure et s'est élancé du sein même de l'enseignement religieux dans le gouffre de la Révolution (1). »

(1) Chateaubriand, *Mélanges politiques et littéraires*, p. 292.

La censure s'impose aussi, dit-on, pour défendre les institutions politiques ou les droits des particuliers, la morale ou la religion.

Là encore, nous le verrons au cours de cette étude, elle n'atteint pas toujours son but.

Instituée pour enrayer le protestantisme, a-t-elle empêché le triomphe de la Réforme ? Maniée comme une arme de répression par l'ancien régime pour combattre le succès qui allait aux idées philosophiques, elle n'a pas non plus arrêté le triomphe de la Révolution.

Quant aux droits des particuliers, la justice saurait aussi bien les défendre. N'ont-ils pas à leur disposition l'article 1382 du Code civil, si commode en maintes circonstances ? On objectera peut-être le scandale que feront éclater au grand jour des débats judiciaires ; mais la censure, en supprimant une pièce, n'attire-t-elle pas aussi l'attention du public sur ce qu'elle voulait lui laisser ignorer. Après tant d'autres, l'exemple de la pièce de M. Brieux, « Les Avariés » est là pour le prouver. Interdite en 1901, et répandue aussitôt sous forme de livre, elle allait faire connaître aux quatre coins de la France une œuvre qui, certes, sans passer inaperçue, aurait moins soulevé la curiosité publique qu'elle ne le fit après la mesure que prit à son égard la censure.

Toutes ces raisons ne sont donc pas suffisantes pour légitimer, dans le théâtre, l'intervention de l'Etat avant

même que rien de répréhensible ne se soit produit. Qu'elle se produise pour parer aux attaques menaçantes portées à la Constitution ou à la morale, ou même, d'une façon plus générale, chaque fois que l'intérêt public l'exige, rien de plus légitime, car dans ce cas l'Etat n'exercera plus qu'une censure répressive que justifieront les circonstances qui l'auront créée.

Les raisons qui nous ont fait condamner la censure pour le théâtre nous feront également condamner la censure de la presse. Le contrôle préventif, ici encore, est dangereux puisqu'il laisse retomber sur le gouvernement une part des responsabilités de tout ce qui s'imprime et se publie avec son autorisation, absolument comme il paraissait prendre à son compte les troubles que pouvait faire naître une pièce qu'il avait préalablement approuvée.

Mais faut-il, pour cela, laisser la presse exprimer sans frein toutes ses pensées ? Nous ne le pensons pas davantage. Un régime spécial s'impose ici, mais il participera davantage du contrôle répressif que du contrôle préventif.

Un régime spécial s'impose à cause des dangers de la presse : il est même nécessaire de faire une distinction entre la presse périodique et le livre. L'action de ce dernier est lente, l'autre est spontanée ; le livre coûte cher ; on achète un journal pour un prix modique ; répandu

par milliers d'exemplaires, « il n'attend pas le lecteur, il le visite, le surprend, le poursuit » (1).

L'application à la presse du droit commun ne suffirait pas, car la situation du journaliste est toute particulière : il exerce une action sur les hommes, il cherche parfois à réagir sur les pouvoirs publics ; sa situation en un mot est toute différente de celui qui écrit une lettre, ou même un livre ; son influence est autrement plus grande.

De tous temps, on l'a compris ; mais nous verrons que quelques gouvernements ont usé en France de moyens de répression trop sévères ; parfois, au ^{xvi}^e siècle et sous la Convention, les auteurs d'écrits jugés dangereux ont payé de leur tête l'audace de leur langage.

La censure s'est exercée presque d'une façon continue depuis l'apparition de l'imprimerie, ce qui permettait à Chateaubriand, adversaire acharné de cette institution, de dire que la presse n'avait eu que 12 années de liberté dans une monarchie de quatorze siècles !

Sans recourir à la censure, avons-nous dit, il est possible de refréner les abus de la presse. La loi de 1881 qui l'a rendue libre, tout en prenant des mesures destinées à protéger les intérêts publics, est un exemple de ce qu'un gouvernement peut tolérer sans porter atteinte au droit de chacun de publier librement sa pensée, et sans exposer non plus l'Etat ou les particuliers à souffrir de cette heureuse tolérance.

(1) Albin Valabrègue, enquête de 1891.

Toutes les mesures que l'on prendra à cet effet, et qui ne seront pas la censure, seront légitimes, et personne ne pourra cependant prétendre que la liberté de la presse s'en trouve menacée. C'est ce qu'expliquait parfaitement à la Chambre, en 1894, lors de la discussion du projet de loi destiné à réprimer les menées anarchistes, le rapporteur de la loi : « Nous portons atteinte à la liberté de provoquer au crime et au meurtre. En vérité a-t-on le droit même, dans une République, de tout dire, de tout oser, et de tout faire ? et est-ce là la liberté ? Je prétends, quant à moi, que soutenir une pareille thèse, c'est nier le principe même de la liberté. Je prétends, comme je l'ai affirmé et écrit dans mon rapport, que la garantie même de la liberté générale est dans la répression des écarts de la liberté particulière. Je dis que cette société, je dis que la République, ne peuvent être accusées de commettre une usurpation quelconque en restreignant à certains égards la liberté de l'individu.

« Il est dit à l'art. 47 de la Déclaration des droits de l'homme : « Nul homme ne pourra être recherché ni
« poursuivi à raison des écrits qu'il aura fait imprimer
« ou publier sur quelque matière que ce soit si ce n'est
« qu'il ait provoqué à dessein la désobéissance à la loi,
« l'avilissement des pouvoirs constitués, la résistance à
« leurs actes ou quelque'une des actions déclarées crimes
« ou délits par la loi. »

« Cette déclaration est-elle en quoi que ce soit contraire

au principe que je posais tout à l'heure, à savoir que la liberté générale ne saurait exister sans la répression des écarts de la liberté individuelle. Je trouve ce principe à peu près reproduit et consacré dans toutes les Constitutions qui se sont succédé depuis la Révolution. »

Comme le rapporteur de la loi de 1894, nous estimons qu'aucune des dispositions législatives destinées à sauvegarder l'ordre public ou l'intérêt des particuliers ne saurait être considérée comme portant atteinte à la liberté de la presse. Elles sont au contraire nécessaires, mais il ne faudrait pas en déduire la nécessité d'un contrôle préalable. Sans doute il vaudrait mieux prévenir le mal que le réprimer, mais le souci du respect de la liberté de chacun doit, surtout en République, primer tous les autres. La société ne sera pas pour cela livrée aux caprices de quelques journalistes sans scrupules, les armes qu'elle possède pour les réprimer sont assez puissantes et elles ont cet avantage précieux sur la censure de ne pas en avoir l'arbitraire.



CHAPITRE II

Partisans et adversaires de la censure.

M. Henry Maret, rapporteur du budget des Beaux-Arts, déclarait à la Chambre, le 17 novembre 1904, que la censure était chaque année l'objet des mêmes attaques, et il déplorait que ces attaques n'aient pas abouti plus tôt à la suppression de cette institution d'un autre régime.

Il est juste, toutefois, de constater que si des voix autorisées se sont élevées contre la censure, des hommes non moins compétents ont pris souci de présenter sa défense, et les deux grandes enquêtes de 1849 et de 1891 vont nous permettre, en examinant les arguments des deux partis, de faire la part de vérité qu'il convient d'attacher à chacun d'eux.

Aujourd'hui, où la presse, le livre, le théâtre, ont conquis leur indépendance, on peut se demander s'il a été utile et s'il a été légitime, pour les différents régimes qui se sont succédé au cours des siècles, d'avoir mis la

pensée en tutelle. On doit l'avouer tout de suite, la censure n'a jamais eu, en France, une bonne réputation, et au point de vue de la liberté et du droit de publier ces pensées qui sont les conquêtes les plus précieuses de nos révolutions, elle est irrévocablement condamnée. Même au point de vue de la répression, et des effets qu'en attendent ceux qui la manient, l'efficacité en paraît fort contestable.

Ce n'est pas à dire, toutefois, qu'elle n'ait absolument aucune utilité. Non pas qu'il faille lui attribuer tous les mérites que lui attribue un publiciste qui fait son apologie, de Bonald : « Quels moyens, écrit cet auteur, avait pris autrefois l'autorité pour conserver aux citoyens le juste droit de publier leurs opinions et pour garantir en même temps la société et les écrivains eux-mêmes des erreurs de leurs esprits ? Elle avait établi une censure préalable des écrits, institution vraiment libérale qui investissait des hommes graves, instruits, connus par leur capacité, et la droiture de leur esprit et de leur cœur, de la fonction toute paternelle d'éclairer, de reprendre les écrivains, et, en ménageant leur amour-propre et même leurs intérêts, de leur épargner la dure censure du public, et l'inflexible rigueur des tribunaux. En vain, on dirait que les censeurs étaient dépendants, passionnés, hommes de parti, qu'ils pouvaient manquer de connaissances et de lumières. On en peut dire autant des juges, des jurés, des critiques. Or, il n'y a que trois

partis à prendre : 1° la liberté absolue, illimitée, sans contrôle ou répression d'aucune espèce, préalable ou subséquente ; 2° répression judiciaire ; 3° censure. Personne ne voudrait d'une licence sans frein. La répression judiciaire des abus de la presse est inutile, dangereuse, impossible même : les nombreuses lois répressives de la presse portées depuis la Révolution en ont donné la preuve. Je crois qu'il n'y a de véritable liberté de la presse ou de liberté littéraire que sous la garantie d'une censure qui en écarte la liberté de pensée. La censure est un établissement sanitaire fait pour préserver la société de la contagion des fausses doctrines. » C'est là une conception élevée, et même bienfaisante, pourrait-on dire, du rôle de la censure, quoique ayant encore l'inconvénient grave de considérer les citoyens comme incapables de se diriger eux-mêmes. On peut résumer cette conception d'un mot : c'est une conception d'ancien régime.

§ 1. — ARGUMENTS DE SES PARTISANS.

Ce n'est pas à des arguments d'un ordre aussi élevé que recourent les partisans de la censure pour présenter sa défense. Pourtant, M. Meilhac exprime un peu la même idée que de Bonald : « Je suis partisan de la censure, dit-il ; même si elle ne fait rien, j'estime qu'il est bon qu'elle existe. Autant que j'ai pu le remarquer, le public n'est pas ennemi de la gravelure ; quand une phrase peut prêter à un sens équivoque, il saute dessus. Or, il

importe que l'auteur, surtout celui qui commence, ne cède pas trop à ce goût du public, goût incontestable à mon avis, et qui s'est beaucoup développé depuis quelques années. Le jeune auteur est tenté, pour obtenir un succès, de mettre sur la scène des paroles, des situations risquées. Il est utile, il est nécessaire qu'il sente en face de lui ce frein qui le retient et qui s'appelle la censure. »

Alexandre Dumas fils reconnaît l'impossibilité pratique de supprimer la censure : « Mon désir est que naturellement toute censure soit supprimée. Ma conviction est que c'est impossible et qu'aucun gouvernement en France, quel qu'il soit, ne pourra autoriser le théâtre à dire tout ce qu'on pourra lui faire dire, ou chanter sur les gouvernants, sur les particuliers, sur la politique, sur la religion. »

Cette impossibilité de renoncer à la censure, le même auteur l'explique : « S'il se produit un scandale dans une pièce à l'égard des mœurs, de la politique, des personnages connus, que fera-t-on si la censure n'existe plus ? Dès le lendemain, la Préfecture de police interviendra et interdira de jouer la pièce. Quel est donc le directeur, qui, dans ces conditions, recevra une pièce, se risquera à faire des dépenses avec cette menace de se voir arrêter le lendemain de la première représentation ? »

M. Ludovic Halévy préfère la censure ayant un caractère administratif préalable que la censure répressive : « Supprimer la censure, mais n'est-ce pas la rétablir

forcément sous une autre forme : l'intervention sur la scène du commissaire de police. Et entre les deux interventions, je préfère de beaucoup celle du Directeur des Beaux-Arts, celle du Ministre, celle enfin du directeur de théâtre, car aujourd'hui nos théâtres ne sont plus ce qu'ils étaient autrefois. Ce sont des entreprises commerciales dans lesquelles il y a des intérêts pécuniaires engagés. Dans de telles conditions, les véritables censeurs ne seraient plus ceux nommés officiellement par le gouvernement, mais le directeur et l'assemblée des actionnaires. »

M. Camille Doucet pense comme M. Halévy. « Pendant que je préparais mon rapport, les auteurs me disaient : Que faites-vous ? Vous nous livrez aux directeurs ; ils nous imposeront une censure bien plus impitoyable que la vôtre. La vôtre a cet avantage que l'on cause avec elle et, l'autorisation obtenue, nous la considérons comme une garantie, comme une complicité de l'administration supérieure. »

Le rôle bienfaisant de la censure, M. Liadières l'a défini à la Chambre en 1835, lors de la discussion sur la liberté théâtrale : « Elle doit examiner l'ensemble, le caractère, le but de l'ouvrage, se demander si les enseignements qu'il donne, si les exemples qu'il propage ne sont pas susceptibles de porter une grave atteinte à l'ordre social, si le spectateur en quittant le théâtre n'emportera point chez lui des pensées de découragement, de désordre ou

d'immoralité. Mais qu'elle se garde bien de faire aux mots une guerre monstrueuse, de s'acharner ridiculement sur les détails, d'émousser le trait d'une piquante saillie ! Ce serait s'en prendre avec maladresse à l'esprit de l'auteur, lorsqu'on ne doit poursuivre que l'immoralité de l'ouvrage. »

Dans sa définition du rôle de la censure, M. Vivien est aussi favorable : « Protéger les mœurs sans interdire la peinture souvent salutaire du désordre et du vice, perpétuer la tradition du langage honnête et décent, effacer toute parole obscène sans proscrire les hardiesses que l'exemple de nos pères et les écrits de nos plus illustres auteurs ont naturalisés au théâtre, garantir les institutions et les pouvoirs publics sans soustraire au jugement du parterre la faiblesse de la vie politique ; faire avec discernement la part des temps, des lieux et des opinions ; apprécier les convenances de chaque genre, étudier les besoins et les goûts de chaque public, éviter avec un égal soin la pruderie et la licence, la faiblesse et l'intolérance, tels sont les devoirs de la censure, et il suffit de les indiquer pour montrer combien ils exigent de tact, de sagesse et de prudence. »

Enfin, M. Hallays-Dabot, qui fut censeur, et qui a écrit l'*Histoire de la censure*, ne pouvait manquer de définir, très heureusement, le rôle de cette institution et de vanter en même temps les avantages qu'il lui attribuait :

« Il est trois grandes idées qu'il faut maintenir respectées, car elles sont la vie et la force d'une nation : le sentiment religieux, le sens moral, l'esprit patriotique. Protéger les bases constitutives de toute société contre les insultes et contre les attaques, ne point laisser faire de la scène une chaire d'athéisme et d'immoralité, empêcher le théâtre de tourner en assemblée politique ouverte à toutes les passions des partis, telle est la mission de la censure.

« Maintenant, si l'on entre dans l'application, où s'arrêtera le bien ? où commencera le mal ? Quelles franchises sont accordées au poète ? quelles idées, quelles formules, quels mots faudra-t-il proscrire ? Bien hardi qui croirait pouvoir donner des règles fixes de conduite. Le censeur suivra toutes les fluctuations des idées et du langage. Selon les temps et les lieux, selon les mœurs et les passions du moment, les points de vue diffèrent, les doctrines se relâchent, les manières de juger, de sentir, même de parler se modifient. Ainsi, les deux siècles qui ont précédé le nôtre ont-ils eu les mêmes yeux, les mêmes oreilles, la même langue pour comprendre et exprimer les mêmes idées ?

« Observatrice intelligente de la vie intime de son temps, la censure se rendra compte de tous les symptômes d'honnêteté et de démoralisation qui se produiront, prête à seconder les uns, à réprimer les autres, et suivant les circonstances, souvent même suivant le public, elle se

montrera tour à tour facile et sévère. Elle ne craindra pas d'avoir un poids différent pour l'œuvre du poète qui parle aux intelligences d'élite et pour le drame vulgaire qui s'adresse aux esprits encore mal éclairés. Si étrange qu'elle reste à toute appréciation littéraire, elle ne pourra s'empêcher de laisser plus de hardiesse à la responsabilité de l'homme d'un talent connu, qu'à celle de l'auteur ignoré. Le talent et la réputation ont leurs immunités ; et, sans pousser cette théorie trop loin, on ne peut nier que souvent telle audace ou telle légèreté qui, sauvée par l'élégance de la forme, n'excite que l'enthousiasme ou le vice, présentée avec la lourdeur brutale de la médiocrité, fait protester les hommes et rougir les femmes.

« Une pièce foncièrement immorale trouvera la censure impitoyable en quelque lieu qu'elle doive se jouer ; mais lorsque le fonds admis, on en arrive aux détails, il y a lieu de tenir compte jusqu'à un certain point du public auquel l'œuvre est destinée. On ne pourra émonder d'une main aussi rigide le vaudeville de tel théâtre, notoirement consacré au genre grivois, que la comédie composée pour une scène plus relevée, le drame qui fait appel à des spectateurs d'un âge viril, que la féerie et l'opéra-comique, où le père de famille s'aventure avec des enfants, avec des jeunes filles. Mais même dans les œuvres les plus risquées, il n'est pas à la scène de badinage admissible qu'une femme honnête, de cette honnêteté

sincère qui exclut, et une facilité trop grande, et une pruderie ridicule, ne puisse entendre en pleine loge, à visage découvert. Telle est, croyons-nous, la vraie façon de comprendre et d'appliquer la censure théâtrale. »

Cet ancien censeur est surtout pénétré de l'utilité de la censure comme moyen de contrôle préventif quant aux pièces de théâtre :

« Il n'en est pas du drame comme du livre, celui-ci se lit dans le silence du foyer ; les idées qu'il propage, les paradoxes qu'il émet, les tableaux qu'il représente n'influent sur l'esprit du lecteur que dans la mesure de son imagination et de ses opinions individuelles. Les lois et les tribunaux ordinaires auront toujours le temps de faire utilement leur devoir.

« L'œuvre dramatique éclot avec une soudaineté qui exige une autre action. Voyez ces masses attentives au spectacle qui se déroule devant leurs yeux, étudiez ces physionomies haletantes qui reflètent toutes les passions du drame, écoutez les appréciations brèves et brutales, les conclusions d'une logique parfois imprévue, les jugements sans appel qui partent de mille bouches pour courir du salon à l'atelier, du café au cabaret, et vous comprendrez avec quelle énergique puissance le théâtre s'empare des imaginations populaires, quel germe mauvais ou bon il dépose dans les esprits.

« Il règne à travers la salle comme un courant électrique qui, passant du comédien au spectateur, les enflam-

me tous deux d'une ardeur soudaine et leur donne une audace inattendue. Le public ressemble à une troupe d'enfants. Les théories sociales les plus osées et les plus fausses exalteront un peuple, qui, dans l'émotion du drame, ne saura pas discerner la perfidie des déclamations et des peintures qu'on lui présente. »

Mais point n'est besoin d'être censeur pour vanter les attraits de la censure, voici en effet ce que déclarait M. Bourgeois, ministre, il est vrai, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au cours de sa déposition dans l'enquête de 1891 : « Si on laisse entre les mains de l'autorité administrative le pouvoir de suspendre une représentation commencée ou d'interdire définitivement la représentation d'une œuvre théâtrale parce qu'un délit d'opinion se produit, parce que cette œuvre cause, ou peut causer des troubles publics, je me demande où est alors le progrès réalisé vers la liberté ! A l'arbitraire qui existe avant, et je n'hésite pas à qualifier de pouvoir arbitraire la censure telle qu'elle existe aujourd'hui, vous substituez l'arbitraire après, et je me demande si l'arbitraire après est préférable à l'arbitraire avant.

« A trois points de vue, ce changement ne paraît pas offrir d'avantages aux auteurs.

« Tout d'abord, cet arbitraire après est exercé par un pouvoir qui, par sa nature même, agit d'une façon plus brutale que le pouvoir chargé actuellement de la censure. Aujourd'hui, elle est confiée à des personnes qui, par

leurs antécédents, leurs goûts et leurs habitudes, sont en relations constantes avec les gens de lettres, avec ce milieu d'auteurs et d'artistes qui est imprégné à un haut degré de l'esprit de liberté ! Vous changez l'arbitraire de mains, vous l'enlevez des mains de personnes qui en usent avec discernement pour le remettre aux mains d'un pouvoir qui n'a pas d'autre souci que le maintien de l'ordre public, et qui emploie les moyens les plus simples comme les plus énergiques pour atteindre le résultat qu'il poursuit. Ainsi, l'arbitraire ne serait pas moindre, car on ne dit pas comment s'exercerait le nouveau pouvoir. Il sera même plus rigoureux, et il offrira d'autant plus de dangers qu'il s'exercera par des hommes moins bien préparés pour remplir une pareille mission.

« . . . J'ai fait faire le relevé des pièces interdites depuis dix ans ; elles sont peu nombreuses. Je laisse de côté la période troublée de 1870 et les quelques années qui suivirent. Depuis, les pièces interdites sont : *Yvan le Nihiliste*, *La Famille Lebrenn*, *Jean Kerder*, *l'Officier bleu*, interdit parce que la police russe était mise en scène et qu'un attentat était commis contre le tsar, le *Pater*, où il était question de la Commune, et *l'Homme de Sedan*. Trois autres pièces ont été interdites, puis autorisées : *l'Alsace*, *Germinal* et *Juarez*.

« Je ne mentionne pas *Thermidor* qui n'a pas été interdit par la censure ; c'est un cas de censure répressive,

c'est-à-dire d'autorisation donnée et d'interdiction survenue après la représentation qui ne rentre pas dans la question que nous avons à examiner. . . »

M. Bourgeois continuait en reconnaissant que la censure était loin de constituer le régime idéal, mais il n'en contestait pourtant pas l'utilité.

Ce rôle de la censure, et cette utilité que ses partisans lui attribuent, nous ne pourrions mieux les résumer qu'en empruntant à M. Vivien sa formule : « Protéger les mœurs sans interdire la peinture souvent salutaire du désordre et du vice, garantir les institutions et les pouvoirs publics sans soustraire aux jugements du parterre la faiblesse de la vie politique, tel doit être selon nous, disait-il, le rôle de la censure. »

Mais une observation s'impose. Ces auteurs, dont nous venons de rappeler les opinions favorables à la censure, ne la considéraient que dans ses rapports avec le théâtre. Pour eux, la censure préventive, dont ces citations viennent de préciser le rôle et la fonction, est bien préférable, soit au régime plus brutal de la police, soit même à la censure répressive. Aussi bien, peut-on affirmer que, vivant sous un régime qui, en fait, est celui de la liberté de la presse, ils ne voyaient plus de la censure que ceux de ses avantages qui sont parfaitement conciliables avec la liberté !

Mais il faut analyser plus au fond ce régime, et montrer qu'en définitive, s'il est parfaitement compatible avec les

gouvernements autoritaires, il constitue, par contre, une véritable anomalie dans les gouvernements constitutionnels où règne la liberté de la presse. Il étouffe la pensée, il opprime la littérature. C'est d'ailleurs ce qu'avait déjà indiqué La Bruyère, sans cependant désigner la censure : « Un homme, né français et chrétien, est fort embarrassé pour écrire, les grands sujets lui étant interdits. » C'est que, de toutes les libertés, également antipathiques au despotisme, c'est la liberté de la presse (ou du livre) qui a toujours obtenu, et doit toujours mériter l'honneur d'être plus directement haïe et persécutée ; l'expression de la pensée doit toujours être surveillée et contrôlée de très près, afin que l'arbitraire du pouvoir ne paraisse pas au grand jour et continue, par suite, de subsister.

§ 2. — ARGUMENTS DE SES ADVERSAIRES.

De cette surveillance, de cette censure, nous allons maintenant donner quelques critiques et montrer, avec de grands noms, ses difficultés d'application, et son inutilité.

Dans un discours du 30 mai 1828, Benjamin Constans de Rebecque critiquait violemment la censure comme portant une atteinte grave à la liberté. « La censure, violation insolente de nos droits, assujettissement intolérable de la partie éclairée de la nation à la partie vile et stupide, gouvernement de muets au profit des vizirs,

et grâce au ciel qui a pris en pitié l'intelligence humaine insultée, source désormais de plus d'agitations, de défiances, de mécontentements et d'irritations que la licence même de la presse n'en saurait créer. La censure serait aujourd'hui une déclaration de guerre contre la nation, ce serait lui dire : nous voulons vous opprimer sans que vous puissiez vous plaindre, non seulement vous, écrivains, et vous, journalistes, mais vous tous propriétaires, manufacturiers, citoyens, artisans, ouvriers, qui tous pouvez avoir besoin de publicité pour réclamer contre l'oppression. Veut-on ravir aux hommes leurs droits, il ne faut faire rien à demi ; ce qu'on leur laisse leur sert à reconquérir ce qu'on leur enlève ; la main qui reste libre dégage l'autre de ses fers. »

On ne peut mieux noter que Constans la *nuisance* (1) de la censure, et son objet, contraire à la liberté.

Victor Hugo conteste nettement que la censure ait rendu aucun service tant au point de vue politique qu'au point de vue moral. « Quel bien la censure appliquée au théâtre a-t-elle produit depuis trente-ans ? A-t-elle empêché une allusion politique de se faire jour ? Jamais. En général, elle a plutôt éveillé qu'endormi l'instinct qui pousse le public à faire au théâtre de l'opposition en riant. Au point de vue politique, elle ne nous a donc rendu aucun service. En a-t-elle rendu au point de vue moral ? Pas davantage. Rappelez vos souvenirs. A-t-elle empêché les

(1) Molinari.

théâtres de s'établir uniquement pour l'exploitation d'un certain côté des appétits les moins nobles de la foule ? Non. Au point de vue moral, la censure n'a été bonne à rien. Pourquoi donc y tenez-vous ? Il y a plus. Comme la censure est réputée veiller aux mœurs publiques, le peuple abdique sa propre autorité, sa propre surveillance. Il fait volontiers cause commune avec les licences du théâtre contre les persécutions de la censure. Ainsi que je l'ai dit un jour à l'Assemblée nationale, de juge il se fait complice. »

La censure n'est pas seulement inefficace ; souvent même elle n'atteint pas complètement son but et laisse précisément passer ce qu'elle aurait eu pour mission d'arrêter ; tel mot, en effet, telle phrase, qui à la lecture paraissaient inoffensifs, qui, à la scène, prononcés avec une certaine intonation, accompagnés de certains gestes, prennent une importance imprévue et font naître souvent le scandale. Écoutons l'acteur Bocage : « Arrête-t-elle au moins les détails dangereux et de la suppression desquels le public ne s'inquiète pas ? Elle est complètement impuissante pour saisir les détails ; elle arrête un détail innocent à côté d'un autre véritablement dangereux qu'elle laisse. Les détails qui doivent produire le plus d'effet, elle ne peut les voir, ils appartiennent plus à la représentation qu'au manuscrit. »

Mais il y a plus, telle pièce autorisée aujourd'hui, et représentée sans inconvénient, peut être demain, parce

que les circonstances auront changé, une cause de trouble, et cela est plus particulièrement vrai dans nos relations avec les puissances étrangères. Il peut bientôt survenir un événement qui fera que telle phrase, telle situation parfaitement inoffensive jusque là d'une pièce de théâtre, deviendra une allusion sanglante à l'égard d'une puissance ou d'un souverain étranger. Et personne ne songe à soutenir que la censure peut prévenir toute allusion de nature à blesser à un moment donné, dans l'avenir, une nation voisine.

L'existence de la censure offre encore, de ce côté, un réel inconvénient que M. Valabrègue, le célèbre auteur dramatique, a bien mis en lumière : « En ce qui concerne nos relations extérieures, loin d'être une sauvegarde, la censure est un péril. Supprimez-la et vous n'êtes pas plus responsable des pièces de théâtre que vous n'êtes responsable des livres et des écrits périodiques. Par contre, que demain la Commission d'examen laisse passer par inadvertance une œuvre dramatique, que dis-je ? une scène, une phrase, une allusion de nature à provoquer un incident diplomatique, et voilà la responsabilité du Gouvernement engagée ! » (1)

Mais M. Valabrègue ne signale pas seulement les dangers que l'existence de la censure crée au Gouvernement, il va plus loin, il proclame l'institution injuste et arbitraire : « Il y a deux censures préventives que j'appelle-

(1) Enquête de 1891.

rai, si vous me le permettez, la petite et la grande :

« La petite, exercée par des fonctionnaires honorables, a pour mission de nous demander quelques modifications de détails, le sacrifice d'un mot risqué ou d'une phrase équivoque ; elle le fait avec la plus grande courtoisie.

« Passons à sa grande sœur, celle dont nous nous plaignons le plus, à la censure de M. le Ministre des Beaux-Arts qui interdit purement et simplement une œuvre entière sans phrase et sans appel. Je dis que cette censure est forcément injuste parce qu'elle variera suivant les opinions des ministres chargés de l'appliquer ; elle sera tour à tour tolérante et oppressive, suivant que le ministre sera ou ne sera pas partisan de la liberté théâtrale ! Je dis encore que cette censure est forcément injuste parce qu'on ne peut ni juger la portée, ni prévoir l'effet d'une œuvre dramatique en la lisant ; cette œuvre est faite non pas pour être lue, mais pour être représentée devant une salle pleine, composée de spectateurs qui ont payé leurs places. »

Ces reproches, si vifs qu'ils soient, n'enlevaient pourtant pas à la censure tous les avantages que ses défenseurs lui reconnaissaient, entr'autres celui d'assurer la sécurité des directeurs de théâtre, une fois l'autorisation de jouer accordée. Mais M. de Vacquerie va détruire encore cet argument si tentant : « On a dit (1) que la cen-

(1) Enquête de 1891.

sure est la sécurité des auteurs et des directeurs ; l'auteur peut dormir tranquille, le directeur peut commander les décors et les costumes. Une pièce estampillée par le Gouvernement est sûre que le Gouvernement ne lui cherchera pas chicane au nom des lois du droit commun, ni comme outrageant les mœurs, ni comme froissant l'opinion politique d'une partie du public... Or, c'est après avoir été estampillée par le Gouvernement que *Gaëtana* a été interdite à l'Odéon ; qu'*Henriette Maréchal* a été interdite au Théâtre Français ; que le *Vautrin* de Balzac avait été interdit à la Porte Saint-Martin... Sécurité des directeurs ! »

L'auteur avait consciencieusement élaboré sa pièce, le directeur de théâtre l'avait montée à grands frais, et c'est après les premières représentations que l'interdiction vient les frapper dans leurs intérêts ! Forts de l'autorisation et du visa de la censure, n'étaient-ils pas légitimement en droit de recueillir le fruit de leurs peines ? Où donc alors est la garantie ?

M. Zola enfin, ayant profité largement de la liberté de la plume, devait exprimer le regret de voir le théâtre ainsi enchaîné : « Il y a au-dessus de tous ces arguments, disait l'auteur de *Germinal*, un principe supérieur : c'est la justice et la liberté de penser. La censure ne se comprend pas dans un grand pays comme la France où nous avons à peu près toutes les libertés, notamment la liberté du livre dont j'ai usé, et peut-être

abusé. A cet égard, je n'ai que des remerciements à adresser à la République, elle ne m'a jamais tourmenté. Mon exemple a produit bien des imitations de la part de gens qui croient qu'on peut gagner de l'argent en disant des saletés ; toute cette effervescence se calmera sans que l'Etat s'en mêle. Nous avons la liberté de réunion, de la presse, de la rue aussi, je me demande pourquoi le théâtre reste à part ! Pourquoi dans ce dernier cas le droit commun n'est-il pas applicable ?... C'est une injustice flagrante que d'avoir laissé aux auteurs dramatiques le bâillon dont vous avez délivré les autres écrivains... »

§ 3. — LA CENSURE DU PUBLIC.

La véritable censure, a-t-on souvent entendu répéter, ne sera jamais celle de quelques censeurs, si éclairés, si compétents soient-ils. Elle ne relève et ne devrait relever que de l'opinion publique. Sur ce point, l'avis de M. de Bonald est aussi celui de MM. Zola et Coquelin cadet : « La morale, on mettra des ordures sur la scène, dit-on ; on prononcera des gros mots, et il faut s'y opposer.

« Mais c'est une plaisanterie ! Jamais le public ne laissera faire ces choses ! Il est beaucoup plus moral que la censure, et tout auteur qui oserait faire dire des gros mots sur la scène d'un théâtre serait hué. Quant à la question diplomatique, je trouve que le Gouvernement est bien imprudent en déclarant qu'il entend garder la

haute main sur tout cela. Il estampille les pièces et il dit : « nous en répondons », et si une allusion, la moindre chose, lui échappe, il est responsable. . . Il y a des tribunaux, des ordonnances, pourquoi ne pas s'en contenter et ne pas y recourir ? En conservant la censure, le Gouvernement assume une rude tâche, s'engage à garder un troupeau indiscipliné, et répond de tout au regard de l'étranger. » (1)

« La vraie censure, dit M. Coquelin cadet, c'est le public. Pour moi, artiste, pour mon directeur, le public est seul le grand juge.

« Qu'est-ce de nos jours que la censure ? Trois messieurs devant le *veto* desquels on est obligé de s'incliner sans appel, ce qui serait tout au plus admissible si ces censeurs représentaient une élite en matière artistique et littéraire. Rendons justice à leur modestie : c'est une prétention qu'ils n'ont pas.

« J'ai horreur de tout ce qui est grossier, de tout ce qui choque les convenances, et j'estime que l'artiste, le jour où un auteur introduirait dans son rôle des phrases ou des mots orduriers, a le droit de se refuser à les dire sur la scène. Il n'est aucun engagement entre directeur et pensionnaire qui puisse l'y forcer, et si quelques auteurs, profitant de la liberté, allaient jusqu'à la licence, sans respect pour les interprètes et le public, la vraie censure,

(1) Enquête de 1891.

celle du public, ferait promptement justice et cette justice ne se ferait pas attendre. »

Est-il bien certain maintenant que le public se montrera un censeur bien sévère devant un spectacle grossier et immoral ; il est permis d'en douter. Il ne faudrait pourtant pas, si l'on en croit le nouvel académicien M. Richepin, compter trop sur la censure pour empêcher jamais le goût dépravé que peut avoir une certaine partie de ce public pour les obscénités : « Je suis partisan de l'abolition complète et absolue de la censure, déclare-t-il. Je crois qu'elle permet à l'obscénité et à la gravelure de se faire jour d'une façon hypocrite. Je m'explique : Je suppose que la liberté la plus complète règne ; évidemment, quelques théâtres et cafés-concerts se feront une spécialité de l'obscénité et de l'ordure ; mais, soyez-en convaincus, le départ se fera très vite dans l'esprit du public entre ces établissements et les autres théâtres. Le public ira dans tels et tels cafés quand il voudra entendre des gravelures, et dans tels autres quand il préférera écouter un spectacle convenable. D'ailleurs, je ne vois pas pourquoi on interdirait aux citoyens d'entendre des gravelures quand on ne les empêche pas d'aller dans les maisons publiques. » (1)

C'est aussi l'opinion de M. François Coppée : « Quand, par hasard, j'entre dans un café-concert, ou dans un petit théâtre, j'y entends toujours dire et chanter des

(1) Enquête de 1891.

obscénités. Je suis pour la liberté pleine et entière. Tant pis pour le public s'il se montre dur pour les œuvres sérieuses et indulgent pour les basses besognes. Du moins, il sera seul responsable, et il aura la littérature dramatique qu'il méritera. »

Si nous avons tenu à faire ces citations un peu longues, c'est qu'elles émanent non de théoriciens, mais de gens de lettres, et de gens de lettres ayant réussi, c'est-à-dire pour lesquels la censure, comme il est vraisemblable de le croire, a eu toutes les indulgences. Si l'on ajoute foi à leurs dépositions, ne devons-nous pas conclure à la parfaite inutilité d'un moyen de contrôle aussi arbitraire et aussi inefficace, pour nous en remettre alors à la seule censure, souveraine celle-là, de l'opinion publique ? Chose curieuse, c'est la même conclusion que l'on tire d'un discours de Napoléon I^{er}, partisan absolu pourtant d'un rigoureux contrôle : « Qu'est-ce que la censure ? C'est le droit d'empêcher la manifestation d'idées qui troublent la paix de l'Etat, ses intérêts, son bon ordre. La censure doit donc être appliquée suivant le siècle où l'on vit et les circonstances où l'on se trouve... Voyons si elle peut avoir des effets utiles : si l'on veut qu'elle en ait, ce ne serait pas assez de lui donner le droit de supprimer les ouvrages, il faut encore lui permettre de les épurer ; alors, tous les livres nouveaux seront conformés à l'esprit du gouvernement, au lieu que, si la censure ne peut

que les supprimer, les auteurs iront toujours jusqu'où ils pourront aller sans s'exposer à la répression, et ils pourront aller fort loin encore, car quelques pages hardies ne décideraient pas à arrêter un écrit. D'ailleurs, chacun sait que brûler un écrit, c'est en faire la fortune, c'est propager le mal qu'il faut opérer. Il vaudrait mieux n'y pas faire attention. » (1)

Et le comte Treilhard disait au Conseil d'Etat : « Toute censure pour arrêter l'impression des ouvrages dangereux est inutile ; elle n'empêchera jamais d'imprimer et de distribuer les ouvrages en secret. Elle n'aura d'autre résultat que de leur donner plus de vogue et d'en faire augmenter le prix. »

Sans doute, Napoléon pouvait faire une théorie de la censure aussi énergique, car son gouvernement avait en mains les moyens de l'appliquer avec toute son ampleur ; mais qui ne voit que pratiquer la censure avec cet esprit et dans ces conditions, aussi bien pour la presse et le livre que pour le théâtre, c'est supprimer complètement la liberté de la pensée, et qu'en définitive, journalistes, écrivains, et auteurs dramatiques deviennent alors des façons de fonctionnaires complètement soumis aux volontés du Gouvernement, et que le pouvoir seul a la parole dans le pays ?

(1) Baron Locré : *Discussions sur la liberté de la presse, la censure, l'imprimerie et la librairie* qui ont eu lieu dans le Conseil d'Etat pendant les années 1808 à 1811 (Paris, 1819).

CHAPITRE III

Les origines de la censure.

Pour trouver les origines de la censure, point n'est besoin de remonter jusqu'à l'antiquité. Ni la Grèce, ni Rome n'ont connu ce qu'on a appelé depuis, le régime préventif de la censure. Il va sans dire qu'il ne peut en être question pour la presse qui n'existait pas ; mais ce qui faisait fonction de la presse, les pièces comiques et la tribune à Athènes, la tribune politique à Rome ne connurent en aucune façon ce régime.

A Athènes, la comédie, comme œuvre d'art, échappait à tout contrôle administratif. C'est qu'en effet, le sentiment personnel qu'eurent les Athéniens de la liberté et de la beauté à la fois, fut cause qu'ils laissèrent à l'art une autonomie dont nul autre peuple ne devait jouir au même degré. Le seul contrôle était celui auquel faisait allusion Bonald : le dur contrôle d'une opinion et d'un public éclairés. On recourait alors à des concours publics

pour la représentation des drames et des comédies faits pour le compte de l'Etat ; et les spectateurs seuls se trouvaient compétents pour porter un jugement. Aussi, tandis qu'à d'autres époques les pouvoirs publics ont voulu avoir presque toujours la haute main sur les lettres et les arts, le drame à Athènes, considéré soit comme œuvre d'art, soit comme exposition de doctrines politiques, fut toujours en dehors de la censure et de l'examen des pouvoirs publics, et eut en partage la plus complète indépendance. Cela ne veut pas dire que les éléments essentiels de l'Etat pussent y être soumis à la discussion, tant au point de vue religieux qu'au point de vue constitutionnel ; mais il est certain que les hommes politiques y furent longtemps critiqués et tournés en ridicule, sans qu'aucune autorité administrative — telle que les temps modernes en connurent — songeât à intervenir. Il suffit de rappeler avec quelle virulence Aristophane attaqua certains personnages politiques pour se faire une idée de l'absence de censure en Grèce.

La démocratie athénienne, toutefois, usa d'une extrême sévérité en condamnant à mort Socrate accusé de douter de l'existence des dieux ; à la rigueur on pouvait voir dans ce jugement un acte cruel de censure répressive, mais il paraît plus juste de n'y voir qu'un crime politique, comme beaucoup de gouvernements en ont commis.

Cette liberté extrême de la pensée ne devait d'ailleurs pas éternellement durer à Athènes. Deux décrets mirent

fin à ces excès : l'un pour défendre d'attaquer un citoyen par son nom, l'autre pour supprimer la parabase, ou monologue du cœur, qui constituait en quelque sorte la tribune politique du poète comique.

Platon, trouvant insuffisantes ces mesures, proclamait dans sa République la nécessité d'une loi qui astreindrait l'auteur dramatique à ne point s'écarter de ce que l'Etat tient pour légitime, juste, beau et honnête, et demandait qu'aucune pièce ne pût être représentée avant d'avoir été examinée par des censeurs. Cette liberté, qu'il critiquait tant dans la « théatocratie athénienne », ne tarda pas alors à succomber en même temps que la démocratie.

Les Romains, sans cependant avoir été soumis à la censure, ne connurent jamais la liberté d'opinion des Athéniens. Sous le régime de la République, sans doute une sorte d'examen était obligatoire pour la mise à l'étude et la représentation des pièces de théâtre, mais cet examen n'avait rien de commun avec la censure telle que nous l'avons vu fonctionner en France. La publication des livres était libre comme la tribune.

Avec le despotisme de l'Empire, il était naturel que la pensée perdît sa liberté ! Auguste fit brûler les ouvrages satiriques de Labienus sous le principat de Tibère, le Sénat fit brûler un écrit représentant Cassius comme le dernier des Romains. L'empereur Dioclétien condamna

pareillement aux flammes les ouvrages sacrés des chrétiens, et Constantin fit subir le même sort aux écrits d'Arius.

Tout au plus pouvait-on voir une première forme de la censure dans l'interdiction que les Conciles établirent pour les fidèles de lire certains livres considérés comme hérétiques. C'était bien une sorte de censure préventive, mais elle n'avait pas pour résultat l'interdiction de la publication.

Ce n'est pas davantage au Moyen-Age qu'il faut faire remonter l'institution de la censure s'appliquant au théâtre et à la littérature. Deux raisons s'y opposent : la première, c'est que l'Eglise catholique fut, à cette époque, la puissance dominante au point de vue spirituel ; la seconde, conséquence de la première, c'est que l'Eglise n'a rencontré en face d'elle aucune pensée, aucun pouvoir assez fort pour lui faire de l'opposition. Le théâtre était alors une forme de la foi et sous la domination ecclésiastique.

L'Eglise fit appel aux scènes dramatiques pour multiplier les cérémonies figuratives, dans les temples, sur les scènes converties en théâtres ; et les acteurs ordinaires n'étaient autres que des chanoines, des desservants pour lesquels c'était un devoir, et aussi une fonction, de représenter aux fêtes de Noël, de l'Epiphanie, de Pâques et de l'Ascension, de véritables drames. Lors de ces fêtes

religieuses, le drame lui-même ne représentait que de vastes compositions tirées de l'Ecriture Sainte.

Plus tard encore, lorsque les éléments purement profanes vinrent se mêler aux œuvres dramatiques et au personnel qui les jouait, l'Eglise garda la haute main sur tout ce qui touchait aux spectacles.

Dans de telles pièces, on remarque une liberté à peu près absolue qui ne comportait aucune surveillance ni aucun contrôle d'un pouvoir administratif quelconque. La foi était intacte.

En littérature, il en était de même. L'élément intellectuel du Moyen-Age était constitué uniquement par l'Eglise : ce sont les écoles ecclésiastiques d'où sortirent plus tard les Universités, ce sont les sciences ecclésiastiques qui constituent alors toute la science. La littérature profane était trop peu importante et considérée comme trop négligeable pour que le clergé pût en prendre ombrage.

Ces considérations pouvaient faire croire que l'Eglise, ne rencontrant devant elle aucun ennemi, ni aucune opposition, ne songea pas à instituer un moyen de contrôle de la pensée. Ce serait une erreur de le croire. Mais ce que nous allons trouver ne peut être guère considéré que comme une surveillance d'ordre intérieur.

L'Eglise, alors, c'était l'Université, et tout ce qui était matière intellectuelle se rattachait à elle au temps de la féodalité. Il était naturel que les libraires dépendissent

de l'Université. Comme le dit l'avocat général Séguier en 1779: « A l'exemple des Romains, nous avons eu en France des hommes qui se sont dévoués à copier et à débiter les différentes productions des auteurs, soit de l'antiquité, soit du siècle dans lequel ils ont vécu; ils formaient dans les temps les plus reculés une communauté, un corps composé de gens dont les fonctions étaient différentes. Il réunissait les écrivains, les parcheminiers, les relieurs, les enlumineurs et les libraires. » Les libraires dépendaient donc de l'Université, et on les appelait les « libraires-jurés de l'Université », car ils devaient prêter serment entre les mains des recteurs.

Dès 1275, l'Université avait donné un règlement les concernant et les mettant sous sa dépendance tant pour empêcher la propagation des « mauvais livres » que pour éviter la circulation des copies fautives des cahiers des matières enseignées dans les collèges.

Les libraires, à la suite des fraudes qui furent commises en 1323, furent soumis à une espèce de censure ecclésiastique: il leur fut défendu de vendre aucun exemplaire qui n'eût été corrigé par les soins des autorités ecclésiastiques; quiconque trouvait des exemplaires corrompus, devait les apporter au recteur pour les faire corriger ou détruire, et le libraire qui les avait fournis était puni.

L'Université défendit, en 1342, puis en 1405, aux « écrivains de livres » de vendre ou de louer un livre

quelconque sans le faire au préalable examiner, corriger et approuver par l'une des facultés de l'Université. Pour qui se rappelle l'enseignement purement formel et verbal de l'Université d'alors, un tel contrôle apparaît comme tout naturel. Mais il ne faut y voir encore qu'une simple mesure d'ordre intérieur ; ce n'est pas encore là l'origine de la véritable censure.

C'est seulement dans l'invention de l'imprimerie que nous trouvons, non pas sans doute la cause de cette institution entendue dans son sens moderne, mais l'occasion qui lui donna naissance.

En voyant la merveilleuse facilité que possédait cet art nouveau de multiplier à l'infini les exemplaires d'un ouvrage, l'Eglise ne fut pas longtemps à comprendre quelle puissance il offrait pour la propagation des idées. Aussi, l'imprimerie commençait-elle à peine à être en usage, que les puissances ecclésiastiques s'émurent du danger qu'elle pouvait faire courir à l'autorité de l'Eglise en répandant partout les nouvelles et dangereuses doctrines qui commençaient à se montrer. Il était donc de son intérêt d'empêcher qu'aucun livre ne fût imprimé ni publié avant d'avoir été examiné et approuvé par des autorités désignées à cet effet ; il fallait établir une censure. Aussi, à peine l'imprimerie inventée, voit-on apparaître cette institution. L'imprimerie se crée en 1450 ; quelques années plus tard, en 1473, fonctionne à Cologne une commission de censeurs.

Les ordonnances touchant à la librairie vont se suivre. En 1486, l'évêque de Mayence, Barchthold, prend une ordonnance concernant spécialement les traductions. Il s'éleva contre la coutume qui venait de s'établir de traduire les livres saints en allemand parce que l'allemand, disait-il, est une langue trop grossière et trop pauvre pour pouvoir rendre exactement le sens des saintes Ecritures. Pour ce qui est des traductions allemandes des livres profanes, les bévues et les inepties des traducteurs qui ne font qu'obscurcir les textes leur enlèvent toute utilité et même les rendent nuisibles. Mais ce prélat, ayant en grande estime l'imprimerie « qui a eu son berceau dans l'illustre cité de Mayence », désireux avant tout que cet art merveilleux ne soit pas compromis par l'abus qu'on en pouvait faire, ordonne qu'aucune traduction d'un livre écrit en latin, grec ou toute autre langue, et traitant d'une matière quelconque, ne pourra être livrée à l'imprimeur avant d'avoir été examinée par un des professeurs ou docteurs de l'Université de Mayence dont il se réservait le choix.

La publication elle-même d'une traduction qui a obtenu cette permission préalable, est encore soumise à l'autorisation de la même autorité.

On pouvait dire que l'évêque de Mayence, en édictant de pareilles mesures, voit dans la censure le moyen de protéger les écrivains « contre les erreurs de leurs pensées ». Ce sera plus tard ainsi que sera formulé par de Bonald un des mérites de ce régime.

Cette censure préventive était toute locale et propre à certains diocèses. Or, dans la période qui constitue le dernier quart du xv^e siècle, l'imprimerie prit un grand développement ; on vit bientôt s'élever des imprimeries dans tous les pays ; aussi, devant une pareille extension, la papauté jugea-t-elle indispensable de mettre entre les mains du clergé le moyen d'empêcher la publication de tout livre qui semblerait hostile ou suspect au dogme et à la foi. C'est là l'origine d'une bulle papale de 1501 défendant à tous les imprimeurs, à leurs serviteurs, à toute personne enfin qui se servirait de l'imprimerie, d'imprimer tout ouvrage, traité, ou écrit qui n'aurait pas été préalablement soumis à l'autorisation de l'évêque et n'aurait pas obtenu cette autorisation, le tout sous peine d'amende et d'excommunication. De plus, les livres déjà publiés devraient être examinés à nouveau.

Enfin, en 1515, le Concile de Latran décida pour l'avenir la nécessité d'un examen et d'une autorisation ecclésiastique pour tout livre à imprimer. Il est même bon de remarquer ici que cette décision, datant de mai 1515, était surtout dirigée non contre les réformateurs, mais bien, comme il résulte du texte même, contre les excès de ce que l'on a appelé « l'humanisme » et contre la multiplication des livres obscènes.

La censure ecclésiastique revêtait deux formes : 1^o la censure proprement dite, c'est-à-dire l'examen préalable auquel sont soumis les livres et les permis d'imprimer.

Quand l'Etat s'empara du droit de censure, l'Eglise en retint une partie en ce qui la concernait, elle et ses membres ; 2° le permis de lire. Cette seconde forme est représentée par l'*Index prohibitorum librorum*, créé par le pape Paul IV en 1558. Ce permis de lire s'adresse uniquement aux théologiens et aux lettrés.

L'Eglise a conservé cette censure, et aujourd'hui encore, elle décrète que, à moins de s'exposer à des peines canoniques, tel et tel livre ne peuvent être lus. Il suffit entre autres exemples de citer celui de l'abbé Loisy.

Telle est la véritable origine de la censure dans son application à la littérature. Nous verrons ultérieurement que l'Etat, qui n'a pas tardé à emprunter à l'Eglise ce moyen de contrôle et de surveillance de l'opinion publique et de la pensée, ne l'a employé que bien tardivement pour le théâtre, car il avait à son égard des moyens plus actifs de répression. La censure, née ainsi au xv^e siècle, fut pratiquée par tous les Etats. Sauf dans quelques courtes périodes de suppression, elle devait se maintenir jusqu'au xix^e siècle, mais avec des caractères différents.

L'ancien régime l'a maniée d'une façon constante, tantôt avec la plus extrême rigueur, tantôt au contraire avec des atténuations remarquables. C'est le gouvernement de Napoléon qui devait lui donner sa forme la plus systématique.

Le xix^e siècle enfin a conquis pas à pas la liberté de la presse, perdant souvent le terrain acquis la veille ; mais il a vu finalement, progressivement, s'atténuer et disparaître l'institution de la censure.

Actuellement en France, elle n'existe plus, faute seulement, il est vrai, de crédits pour ce qui concerne l'art dramatique, et d'une façon absolue pour la presse. Le recours aux tribunaux, telle est la seule arme laissée aux mains du pouvoir et des particuliers.



CHAPITRE IV

Caractère et fonctionnement de la censure sous l'ancien régime.

Nous diviserons ce chapitre en 3 sections pour examiner successivement, dans les deux premières le régime de la presse, et dans la troisième celui du théâtre.

Section I. — *La presse au XVI^e et au XVII^e siècles.*

Section II. — *Le régime de la censure et ses atténuations au XVIII^e siècle.*

Section III. — *La censure du théâtre.*

SECTION I

La presse au XVI^e et au XVII^e siècles.

Au xvi^e siècle la censure se trouve si bien en conformité avec les idées d'autorité qui règnent alors qu'elle s'établit sans difficulté ! Le pouvoir royal avait en effet vite compris avec quelle puissance et quelle rapidité l'imprimerie pouvait répandre les pensées des hommes, et quel danger sérieux pouvait en résulter pour les anciennes institutions ; aussi apporta-t-il une scrupuleuse attention à régler les formalités nécessaires à la publication des livres. C'est la prudence qui le fit agir, et aussi la crainte de voir un des sujets du roi porter atteinte à la religion, à l'ordre public, ou au pouvoir royal lui-même. D'ailleurs la censure ne resta pas particulière aux pays essentiellement catholiques ; ceux où dominait la Réforme en usèrent à leur tour.

En France, les documents législatifs qui, du xvi^e au xviii^e siècle, se succédèrent en se confirmant les uns les

autres, ne nous manquent pas. Dans cet ensemble, on discerne aisément les buts différents que poursuivent certains groupes de textes. Ceux du xvi^e siècle par exemple s'efforcent d'arrêter la propagation des livres protestants, tandis que sous le règne de Louis XV ils sont surtout destinés à arrêter la publication des brochures nées des querelles que souleva la bulle Unigenitus.

Une série de lois, au xviii^e siècle, essaie d'étouffer l'expansion des écrits de l'Ecole philosophique ; l'ancien régime, au contraire, ne consacre aux publications que quelques dispositions réglementaires, ce qui s'explique sans peine : la presse périodique étant dans l'enfance, même à la veille de la Révolution.

Cet ensemble de législation, à l'époque qui nous intéresse, était connu sous le nom générique de « Règlements sur la police de l'imprimerie et de la librairie ». Au xviii^e siècle, et à différentes reprises, fut publié sous le nom de « Code de la librairie » un recueil méthodique et historique de ces documents administratifs et législatifs. Nous ne retiendrons d'entre eux que ceux concernant plus spécialement l'institution de la censure.

Il ne nous paraît pas utile de dire et d'expliquer ici pourquoi l'ancien régime ne pratiqua que le système du privilège ou de l'autorisation. Alors que le droit de travailler manuellement était considéré comme un droit

régalien, il eût été bien étonnant que le droit d'imprimer et d'éditer des livres eût été laissé libre.

Il n'était question, à cette époque, ni de la liberté de conscience, ni de la liberté de la pensée ; dès lors, on comprend qu'il ne pouvait être question non plus de la liberté de la presse. Quand l'imprimerie eut été inventée, la société eut peur de cette nouveauté ; elle se fortifia de tous côtés contre l'action du monstre. Elle ne lui permit ni d'exister sans autorisation, ni de marcher sans précaution de toutes espèces. En somme, pendant la première période, défense à la pensée de s'exprimer ; à la presse de travailler. Car il faut bien le remarquer, c'étaient moins les auteurs que les imprimeurs et les libraires qui étaient visés par tout l'ensemble de ces mesures. De là un premier caractère, le plus notable et le plus saillant : dès le début du xvi^e siècle, c'est un principe qu'aucun livre, aucun écrit, de quelque nature qu'il soit, ne peut être imprimé et publié sans une autorisation expresse, en forme, du pouvoir royal.

C'était le régime préventif dans toute sa force. Il n'excluait pas d'ailleurs des poursuites ultérieures, car des peines étaient édictées contre les livres renfermant des doctrines coupables ou dangereuses de nature à porter atteinte à la religion catholique, à l'ordre public, ou au pouvoir royal. Les livres diffamatoires ou injurieux pour de simples particuliers pouvaient aussi être l'objet de mesures répressives ; cette catégorie d'ouvrages portait

le nom de « libelles ». Mais il faut remarquer que, dans le cas où des peines étaient prononcées, l'auteur ne venait qu'en seconde ligne. Ce principe de l'autorisation préalable, observé plus ou moins rigoureusement au cours du xviii^e siècle, ne cessa pas de subsister ; il entraînait comme conséquence une autorisation sous forme de lettres patentes scellées du grand sceau de l'Etat. Il nous permet de mettre bien en évidence le trait distinctif de la censure de l'époque : c'est un régime préventif absolu.

Un second caractère, non moins important, c'est la multiplicité des autorités chargées du contrôle préalable des livres.

On pouvait logiquement supposer que le pouvoir royal avait pris le souci de doter d'une autorité nécessaire à cet effet, une administration spéciale. Il n'en a rien été.

Il existait des autorités, parallèles et concurrentes, qui, bien souvent, se prêtaient la main, mais qui, agissant aussi indépendamment et chacune à un point de vue particulier, arrivaient parfois à se contrarier et à élever des conflits. Pourquoi un tel système composite et contraire à l'idée rationnelle que l'on se fait d'un organe administratif ? C'est qu'il s'était formé, comme du reste la plupart des institutions de l'ancienne France, au hasard des développements historiques successifs, de pièces et de morceaux, s'il est permis de s'exprimer ainsi, se compliquant peu à peu, tandis que l'administration prenait de son côté une complexité plus grande.

§ 1. — L'INTERVENTION DES AUTORITÉS.

Examinons donc quelles autorités intervenaient dans la police et le contrôle préalable des livres.

A. *L'Eglise*. — C'était d'abord l'autorité ecclésiastique. Il convient en effet de la citer avant toute autre puisque c'est elle qui, au xvr^e siècle, intervint la première pour régler la publication des écrits. Le concile de Latran décida que, dans toute cité ou dans tout diocèse, aucun livre ne pourrait être imprimé sans avoir été soumis à l'approbation préalable, soit de l'évêque, soit de l'ecclésiastique qu'il déléguerait à cet effet. Il ne faisait pas de distinctions quant à la nature des ouvrages. Mais cette prohibition eût été incomplète si elle n'eût été accompagnée de peines. L'une d'elles fit fortune ; tous les Parlements, et en particulier celui de Paris, l'adoptèrent : c'était la « *publica combustio* » ou combustion par la main du bourreau, et en public, d'un exemplaire des écrits condamnés.

En France, cette autorité des évêques ne s'exerça bien que dans une mesure assez faible ; en effet, ils n'avaient qualité que pour autoriser la publication des catéchismes et des livres de piété en usage dans le diocèse ; ils censuraient dans leurs mandements les livres considérés comme dangereux ; mais ce pouvoir se trouvait limité : si la répression était injurieuse et non justifiée, elle pouvait donner lieu à l'appel comme d'abus.

Aussi ce fut surtout à la Faculté de théologie de Paris, à l'Université qu'appartint le contrôle des publications. Historiquement, elles furent les premières à l'exercer. Même avant l'apparition de l'imprimerie, il n'était pas mis en vente de manuscrits sans que les libraires suppôts de l'Université n'eussent reçu d'elle la permission de le faire.

La Faculté de théologie examinait les copies des testaments et des œuvres des Pères. Puis les premiers essais de l'imprimerie se firent sur les livres saints, sur les œuvres des Pères de l'Eglise, dont au Moyen-Age la lecture était la plus répandue, partant, la vente la plus facile. Aussi, lorsque l'autorité royale intervint pour réglementer toutes les publications, elle trouva l'Université et la Faculté en possession des fonctions censoriales. Et quand François I^{er}, adoptant les motifs de la bulle papale, rendit en 1521 une ordonnance établissant dorénavant la nécessité absolue d'une autorisation préalable avant de publier un ouvrage, il ne fit que déléguer officiellement à ces Assemblées des attributions dont elles étaient déjà pourvues en fait.

Parmi les divers édits qui confirmèrent et renforcèrent successivement celui de François I^{er}, il faut en citer un, datant de 1547, sous Henri II :

« Nous à ces causes, après avoir eu l'avis et délibération des gens de notre Conseil privé, avons dit, ordonné, inhibé et défendu, disons, ordonnons, inhibons et défendons que par cy après, aucun imprimeur ni li-

braire, sous peine de confiscation de corps et de biens, à imprimer ou faire imprimer, ne vendre et publier, ou faire vendre et publier aucun livre concernant la sainte Ecriture, et même ceux qui sont apportés de Genève, Allemagne, et autres lieux étrangers, que : premièrement, ils n'aient été vus, visités et examinés de la Faculté de théologie de Paris, et semblablement ne ledit libraire, à vendre et exposer en vente aucun livre de ladite sainte Ecriture, commentée ou scholiée, que le nom et surnom d'iceluy qui l'aura fait ne soit exprimé et apposé au commencement du livre, et aussi celui de l'imprimeur, de l'enseigne de son dit domicile, ne aussi en lieu occult et caché, ainsi en leurs officines et ouvroirs publics, afin qu'ils puissent répondre chacun de leur fait, et davantage qu'aucunes personnes, de quelles qualités et conditions qu'elles soient, n'aient à tenir en leur possession aucun livre mentionné au catalogue (1) des livres réprouvés fait par ladite Faculté de théologie. Si voulons et mandons et expressément enjoignons que nos présentes ordonnances, inhibitions et défenses, vous fassiez crier, . . . » (2)

Ainsi c'est à la Faculté de théologie de Paris qu'est remis le droit d'examiner les livres concernant les matières de religion. Mais ce que l'édit de Henri II avait

(1) En 1543 paraît en effet pour la première fois en France un Index des livres défendus.

(2) Isambert, *Anciennes lois françaises*, tome XIII, p. 38.

concédé comme une mesure particulière devint, si l'on s'en rapporte à Domat, une règle générale : « Comme il est de conséquence infinie de ne pas laisser donner au public des livres qui regardent ou la foi, ou les règles de la piété, ou la discipline de l'Eglise, sans un examen et une approbation qui assure le public de la pureté des doctrines de ces livres, et qu'ils ne contiennent ni hérésie, ni erreur, ni rien qui puisse inspirer à ceux qui les lisent des fausses maximes, c'est un droit et en même temps un devoir des docteurs de la Faculté de théologie préposés à cette fonction, d'examiner et approuver, rejeter, corriger ou censurer ces sortes de livres, et ce devoir oblige les censeurs ou approbateurs à une lecture exacte pour rendre un jugement sûr et le rendre tel que demandent les conséquences de l'approbation qu'ils doivent donner. » (1)

On avait donc à la fois, sous le même nom, une institution d'Etat et une institution relevant de l'autorité ecclésiastique, car la profession de professeur dans une Faculté de théologie passait, dans l'ancienne France, comme une fonction purement ecclésiastique réservée aux seuls membres de l'Eglise.

Cette censure remise aux mains de la Faculté de théologie, celle-ci l'exerça vigilement sur les évêques et même les cardinaux. Car les évêques, que les conciles de Latran et de Trente avaient constitués censeurs des

(1) Domat, *Droit public*, L. I, t. 17, sect. 2.

écrits dans leurs diocèses, pour la France du moins, devaient subir cette censure de la Faculté de théologie chaque fois qu'ils publiaient un écrit ayant trait à la foi. C'est ce que constate encore, et même au xviii^e siècle, le Répertoire de Guyot : (1) « Les prélats n'étaient point dispensés de cette censure ; en effet le cardinal S... , évêque de Carpentras, ayant présenté à la Faculté de théologie un Commentaire dont il était l'auteur, l'autorisation lui fut refusée. » Cela d'ailleurs n'a rien de bien surprenant si l'on songe au mode de recrutement des prélats au xviii^e siècle : prélats de cour surtout, contre lesquels la Faculté nourrissait une certaine jalousie. Il paraît même que l'évêque de Meaux, Bossuet, désireux de faire une édition du Nouveau Testament, voulut résister à cette prétention coutumière de la Faculté de théologie, mais il dut s'incliner.

Comment était alors exercée la censure ? Anciennement elle le fut par le corps, l'assemblée des docteurs ; puis il se produisit dans ce corps comme une sorte de spécialisation, si l'on en croit ce même écrivain du xviii^e siècle, Des Essarts : « En 1624, il y eut des dissensions et des querelles de doctrines dans la Faculté de théologie de Paris. La conséquence fut que le chancelier donna le droit exclusif, à un docteur Duval et à trois autres de ses collègues, de procéder à l'examen préalable

(1) Au mot : *censure*, article de l'avocat au Parlement, Des Essarts.

des livres concernant la religion et d'en donner l'approbation... En 1653, le chancelier Seguier prit le parti définitif d'enlever à la Faculté en corps ce droit de censure, et il nomma, parmi les docteurs en théologie de la Faculté, quatre censeurs qui devinrent des censeurs royaux pour les livres concernant la religion. »

Ce système devait subsister jusqu'à la Révolution. Mais la Faculté de théologie conserva cependant le droit d'émettre des critiques contre les ouvrages dont elle condamnait les doctrines, alors même qu'ils aient déjà été publiés. C'était un des cas où l'on pouvait redouter la possibilité de certains conflits ; un exemple fameux est celui de la thèse d'un bachelier, nommé l'abbé Prades, au xviii^e siècle. « Cette thèse, très longue, d'une impression fine et d'un latin parfait, a été visée par le syndic de Sorbonne, approuvée par plusieurs docteurs, et soutenue en Sorbonne. . Mais quelqu'un de la Sorbonne s'est avisé d'examiner de plus près cette thèse et de faire remarquer qu'elle est pernicieuse, dangereuse, et qu'elle contient plusieurs propositions qui tendent au déisme... Elle a été condamnée en Sorbonne, mais elle l'a été plus authentiquement par une censure en forme du 27 de ce mois de janvier. » (1)

B. *Le chancelier.* — Mais la délégation, que l'autorité royale avait faite de ce pouvoir censorial à la Faculté de

(1) *Journal de Barbier*, janvier 1752, t. 5, p. 146 et 151.

théologie, ne fut que passagère. Fidèle ici à son principe de concentrer entre ses mains tous les pouvoirs ou de ne les confier qu'à des agents dépendant directement d'elle, l'autorité royale prétendit bientôt procéder elle-même à la censure des livres. Elle enleva d'abord à la Faculté de théologie le droit d'autoriser l'impression de ceux auxquels elle n'avait rien trouvé à reprendre, fussent-ils même religieux. Les lettres patentes du 40 septembre 1563 défendirent « d'imprimer aucun livre sans permission du roi, sous peine d'être pendu ou étranglé ».

Un puissant personnage, le Chancelier, prit dans ses attributions tout ce qui concernait la librairie ; et en effet, l'autorisation nécessaire à toute publication devait être originairement donnée par un privilège ou une permission en forme scellée du grand sceau de l'Etat. Or, le chancelier, ayant la garde et la disposition du grand sceau, devait naturellement intervenir ; par suite, on dut lui présenter tous les écrits dont la publication était soumise à ces rigoureuses formalités. Le chancelier « ce protecteur né de la librairie » était assisté dans ses fonctions par des maîtres de requêtes quant aux actes de la chancellerie, spécialement dans la préparation et la délivrance des lettres patentes, revêtues en général du sceau de l'Etat. Ce furent donc les maîtres des requêtes, les censeurs effectifs des livres autres que ceux touchant à la religion, et ce, jusqu'au début du xvii^e siècle. Mais

dans les deux siècles qui suivirent, la spécialisation des fonctions s'introduisit en ce domaine. Et au XVIII^e siècle, l'organisation des censeurs royaux devint plus complexe et plus importante. Les censeurs sont alors nommés par le chancelier ; ils sont divisés en sept classes, dont la première comprenait des docteurs choisis parmi les membres de la Faculté de théologie, et dont la mission particulière consistait dans l'examen des livres religieux. Quant aux autres classes, elles avaient chacune dans leurs attributions propres l'examen d'une catégorie de livres déterminée.

Il est intéressant de voir comment avec un pareil personnel fonctionnait la censure : chaque censeur recevait deux exemplaires du manuscrit à examiner, et il devait le parapher page par page. L'un restait entre ses mains, l'autre passait à l'imprimeur. Les manuscrits arrivaient, accompagnés de la formule suivante :

« Monsieur...

prendra s'il lui plaît, la peine d'examiner l'édition de cet ouvrage avec le plus d'attention et de diligence qu'il lui sera possible, et de mettre au bas de chaque page son visa pour en autoriser l'impression » (ou bien « pour en donner incessamment son jugement à M. le Garde des sceaux »).

Le chancelier désignait le censeur. Il fallait accomplir les formalités suivantes :

1° Présenter le manuscrit dont il s'agit, ou seulement le titre, à Monseigneur le chancelier qui écrit au haut de la page le nom du censeur à qui il lui plaît de l'envoyer pour le lire et y mettre une approbation. C'est ce qu'on appelle : commettre.

2° Le manuscrit approuvé est ensuite présenté au scribe par un secrétaire du roi avec la patente de la permission d'imprimer que Monseigneur scelle ou refuse de sceller, selon qu'il est content de la matière et de l'approbation qui se fait sans éloge.

3° Le privilège scellé, le manuscrit doit rester entre les mains de Monseigneur qui le fait garder pour y avoir recours en cas qu'après l'impression on y trouve des choses qui n'auraient pas dû être approuvées, et voir si l'auteur a changé quelque chose par malice, par intérêt, ou autrement.

4° Le livre imprimé, celui qui en a obtenu le privilège, soit l'auteur, soit le libraire, est obligé de mettre un exemplaire en blanc à la bibliothèque de M. le chancelier, et d'en tirer un reçu avant que de l'exposer en vente, à peine d'être déchu de son privilège.

La littérature prenant peu à peu un plus grand développement, il était naturel que le nombre des censeurs suivît aussi une marche ascendante, et de fait, de 79 qu'ils étaient en 1741, ils sont déjà 121 en 1763. A leur tête se trouvait un chef.

Tout ce qui concernait la librairie fut, par le chance-

lier, délégué à un maître des requêtes particulier, qui devint un fonctionnaire spécial, chef du service, le directeur de la librairie. En 1751, « M. de Lamoignon a donné cette place, qui est gracieuse pour un homme ami des lettres, à M. de Malesherbes, son fils, premier président de la Cour des Aides ». (1) Barbier avait entendu dire dans le public que « cette commission valait 12.000 livres par an ; mais dans le vrai, elle ne rapporte quoi que ce soit, que les exemplaires dont les libraires lui font présent, encore sans y être obligés ».

C. *Les Parlements.* — Les Parlements intervenaient, de leur côté, très fréquemment dans la censure des livres. Ils agissaient suivant les règles du droit criminel au cas de poursuites pénales exercées contre des libraires, des imprimeurs ou des écrivains. Ils agissaient surtout en s'appuyant sur le droit de police générale qu'ils ont toujours prétendu exercer dans l'ancienne France, et par application de ce droit, ils faisaient par voie directe des règlements en matière de librairie. Ainsi, sous François I^{er}, la Faculté de médecine poursuivit des auteurs qui avaient publié des livres scientifiques dangereux et mauvais, sans solliciter aucune autorisation. Le Parlement, de sa seule autorité, par un arrêt — en 1555, — décida qu'à l'avenir il ne serait publié aucun livre de médecine sans qu'il ait été approuvé par trois docteurs désignés par leur Faculté.

(1) Barbier, t. V.

L'action du Parlement ne se limita pas à réglementer ainsi la publication des traités de médecine, elle s'étendit bientôt à toutes natures d'écrits ; aussi des conflits s'élevèrent-ils souvent entre sa censure et celle du chancelier ou du directeur de la librairie.

L'ouvrage incriminé était dénoncé au Parlement par les agents du roi ; des commissaires l'examinaient et lui envoyaient un rapport d'après lequel ils statuaient. Si une condamnation était prononcée, elle l'était contre l'ouvrage visé qui devait être brûlé par le bourreau dans la grande salle du Palais. Si le Parlement jugeait aussi utile de poursuivre pénalement l'auteur, l'imprimeur ou le libraire, il le faisait suivant la procédure criminelle habituelle. Il convient de noter que la censure qu'il exerçait ainsi était simplement répressive.

Pourtant, au XVIII^e siècle, le Parlement s'arrogea le droit de nommer des censeurs pour l'examen des tomes de l'Encyclopédie à partir du tome VIII.

Malesherbes a bien défini le rôle du Parlement : « Il est juge du délit commis, et peut nommer des examinateurs du livre qui lui est dénoncé ; mais je ne crois pas que jusqu'alors il ait nommé les censeurs pour examiner le livre qui paraîtra. L'Université a eu cette fonction. Le roi l'a fait remplir depuis par des censeurs royaux, mais non par le Parlement, parce que cet acte est d'administration, et non de justice. »

Il est certain que le Parlement conservera toujours le

droit de censurer un ouvrage publié même avec permission ou privilège du roi, et ce pouvoir, d'ailleurs, servait bien les intérêts de la royauté. Il arrivait, en effet, que le censeur, par inattention ou indulgence, laissait passer un livre, cause ensuite de scandale. L'autorité royale ne pouvait alors despotiquement retirer une autorisation qu'elle avait approuvée, sans rembourser « la finance » déboursée par l'imprimeur pour obtenir son autorisation. La censure du Parlement survenait alors fort à propos, et la condamnation qu'elle ne manquait pas de prononcer enlevait à l'imprimeur ou au libraire tout droit à l'indemnité.

D. *Le lieutenant général de police.* — Notons enfin une dernière autorité : celle du lieutenant général de police de Paris. Si le Parlement avait poursuivi indifféremment tous les ouvrages qui, d'une façon ou d'une autre, pouvaient lui paraître dangereux, il aurait perdu une partie du temps qu'il devait à l'Etat et aux justiciables. Aussi abandonnait-il à la police la besogne quotidienne et courante, la suppression des ouvrages obscènes, des affichages illicites, des placards séditieux et l'application des contraventions ordinaires aux règlements de la librairie.

Le lieutenant général de police veillait donc à ce que la publication des livres dangereux et non autorisés ne vînt troubler la paix publique ; de plus, par la juridiction

qu'il exerçait sur le corps des métiers, il avait qualité pour surveiller les libraires et imprimeurs.

Il avait même le droit d'autoriser lui-même et lui seul, sans qu'il fût nécessaire de recourir au chancelier, certains livres qui par leur volume ou leur nature pouvaient être mis sans danger en vente.

Il avait enfin à sa disposition, nous le verrons dans la section III, un censeur particulier pour le théâtre, censeur qui devait être l'ancêtre du censeur dramatique moderne.

§ 2. — LES SANCTIONS.

Ainsi, par le jeu de ces quatre autorités, l'Eglise, le Chancelier, le Parlement, le Lieutenant général de police, la censure se trouvait solidement établie. Il reste à examiner si un pareil régime s'imposa aux sujets du roi, et quelles sanctions en assuraient l'application.

Aux premiers temps de l'imprimerie, les peines encourues par les contrevenants sont des plus sévères : le fouet, la prison, le bannissement, et même parfois la peine de mort appliquée non pas seulement aux auteurs des écrits considérés comme dangereux, mais aussi aux libraires et imprimeurs coupables d'avoir vendu un livre non autorisé ou d'avoir imprimé sans y être préalablement autorisé.

La peine capitale se trouva ainsi établie par un édit de Henri II, du 14 décembre 1547, défendant de publier

les livres sans les faire examiner par la Faculté de théologie « sous peine de confiscation de corps et de biens » : La confiscation de corps « est un terme assez souvent employé dans les anciens textes pour désigner la peine de mort ! » (1). Des lettres patentes émanées de Charles IX, le 10 décembre 1563, sont tout aussi sévères : « Défense à toutes personnes de quelque état et condition qu'elles soient, de publier, imprimer aucun livre, lettre, harangue, ou autre écrit, soit en rithme, soit en prose, faire semer libelles diffamatoires, attacher placards, mettre en évidence aucune autre composition, et à tous libraires d'en imprimer aucun sans permission dudit seigneur roi, sous peine d'être pendu ou estranglez, et que ceux qui se trouveront attachant ou avoir attaché, ou semé certains placards, seront punis de semblables peines. »

Toutes ces injonctions sont renouvelées par l'ordonnance de Moulins de 1566 et par une autre ordonnance de 1571. Et les peines rigoureuses qui avaient été édictées furent appliquées. Ainsi, Geoffroi Vallée fut pendu et brûlé à Paris le 9 février 1573 pour avoir publié la « Béatitude des Chrétiens ou fléau de la foi » sans nom de lieu ni d'imprimeur. Rappelons aussi l'exécution d'Etienne Dolet, de Marc Moreau, brûlé vif à Troyes en 1546, la condamnation de Robert Etienne qui ne dut la vie qu'à la protection royale. Rappelons encore les per-

(1) Isambert, XIII, 38.

sécutions du Parlement contre Clément Marot, contre les humanistes, amis de la sœur de François I^{er}, contre Marguerite de Navarre elle-même. Et les exemples ne manqueraient pas davantage au xvii^e siècle : citons le procès de Théophile de Viau, obligé de fuir devant les persécutions du jésuite Garasse, et le bûcher à Paris, sous le règne de Louis XIV, du poète Claude Le Petit, condamné par le Parlement pour avoir écrit une satire obscène contre la religion.

Les textes du xviii^e siècle mentionnent également la peine capitale. L'art. 4 de la Déclaration du 16 avril 1757 dit en effet : « Tous ceux qui seront convaincus d'avoir composé, fait composer et imprimer des écrits tendant à attaquer la religion, à émouvoir les esprits, à donner atteinte à notre autorité et à troubler l'ordre et la sécurité de nos Etats seront punis de mort. » (1)

On pourrait supposer que les juges de l'ancien régime, ayant des pouvoirs très étendus en matière criminelle, n'usèrent pas des pouvoirs illimités qui leur étaient ainsi conférés par ces textes, mais les exemples nombreux cités plus haut viennent prouver que la peine de mort ne fut pas seulement une vaine menace, et la presse fit ainsi de nombreuses victimes. Aussi, en 1789, au milieu de cette explosion de pamphlets et de brochures, il s'en trouva très peu mentionnant le nom de l'imprimeur et portant une signature de l'auteur. La crainte

(1) Isambert, XXII, 272.

d'une répression sévère dictait une telle prudence.

Les poursuites, nous l'avons vu, n'étaient pas dirigées seulement contre les auteurs des livres, imprimeurs et libraires, mais aussi contre les livres eux-mêmes. Le Parlement avait une prédilection marquée pour la *publica combustio* qui se faisait au pied du grand escalier du Palais, mais ces autodafés finirent par paraître ridicules, l'opinion publique n'y attachant pas une grande importance et n'y voyant rien d'infamant pour les coupables.



SECTION II

Le régime de la censure et ses atténuations au XVIII^e siècle

Nous avons, dans la section précédente, consacré à l'étude des xvi^e et xvii^e siècles, empiété parfois sur celle du siècle suivant et emprunté au xviii^e siècle quelques-uns de ses textes, quelques-uns de ses faits. C'est que le régime légal de la librairie et de l'imprimerie, à cette époque, resta tel que l'avaient établi les siècles précédents. Le régime de fait fut, lui, bien différent. Les circonstances devaient le faire ainsi.

Il eût été bien étonnant, en effet, que le xviii^e siècle, essentiellement émancipé au point de vue intellectuel, pût s'accommoder des règlements sévères qui avaient jusque là réfréné la liberté de pensée. Jamais les hommes n'ont réclamé plus impérieusement et senti davantage le besoin de communiquer leurs idées. Jamais époque n'a donné de livres de théories plus hardies en toutes matières : religion ou politique, histoire ou finances. Les

noms de Montesquieu, Voltaire, Diderot, Turgot sont un commentaire suffisamment explicite de cette idée. Ce siècle, que Hegel a nommé « l'ère fondamentale de la pensée », chercha donc à s'accommoder avec le régime légal des siècles passés, et il y réussit à peu près grâce à la complicité de certaines autorités chargées de la censure, persuadées sans doute moins que leurs devancières de la légitimité de leur contrôle.

L'exemple de l'étranger contribua également à cet état de choses. A la suite de révolutions politiques, la presse périodique avait acquis en Angleterre et dans les Provinces Unies une influence considérable sur l'opinion publique qu'elle dirigeait à son gré. Cette tendance d'émancipation intellectuelle devait naturellement porter ses fruits en France où les esprits se laissèrent entraîner sans peine.

§ 1. — LE CONTRÔLE DES AUTORITÉS S'AFFAIBLIT.

La censure ne pouvait donc plus exercer son contrôle que d'une manière assez imparfaite ; et nous allons rechercher comment les autorités chargées de ce service arrivèrent peu à peu à perdre les fortes positions qu'elles occupaient aux époques précédentes.

L'autorité ecclésiastique, dépossédée en 1653 du droit exclusif de censure, ne put retenir que l'approbation des livres de classes. Mais elle ne cessa jusqu'aux der-

niers jours du xviii^e siècle de réclamer la restitution du contrôle absolu qui lui avait été enlevé ! Il est vrai de dire que la Congrégation de l'Index de Rome, représentée à Paris par le nonce, conserva toujours une notable influence sur les décisions royales, et de leur côté les autorités épiscopales exercèrent toujours en fait une assez notable action de surveillance sur les diocèses. Mais combien cette action était réduite si on la compare aux pouvoirs de la Sorbonne du xvi^e siècle etsi on réfléchit aussi qu'elle devait être sérieusement entamée par l'esprit indéniable d'impiété qui avait gagné les rangs du haut clergé, converti à la tolérance et parfois à l'athéisme.

Le Parlement continua à mener une lutte active contre la liberté de la pensée, mais un appui solide et nécessaire devait bientôt lui manquer : celui de la direction de la librairie. Quant au censeur du lieutenant général de police, nous le retrouverons en étudiant la censure dans l'art dramatique.

La direction de la librairie sembla prendre effectivement à son compte la critique que Voltaire adresse à la censure : « Il est de droit naturel de se servir de sa plume comme de sa langue, à ses périls, risques et fortune. Je connais beaucoup de livres qui ont ennuyé ; je n'en connais point qui aient fait de mal réel... Un livre vous déplaît-il, réfutez-le ; vous ennuie-t-il, ne le lisez pas... Vous craignez les livres comme dans certaines bourgades on craint les voleurs. Laissez lire et laissez

danser ; ces deux amusements ne feront jamais de mal au monde. »

En effet, voici le directeur de la librairie, le président de Malesherbes, qui s'octroie le privilège de publier des *Mémoires sur la Librairie*, dans lesquels il démontre l'absurdité des lois qu'il est chargé de faire exécuter, et où il proclame le principe de la libre discussion. Sur ce que valait le système de l'autorisation préalable et sur les vices qu'il contenait, c'est cet écrivain monarchiste, et sujet loyal du roi, qui nous renseigne lui-même : « Des docteurs en théologie, en droit, en médecine, et des gradués dans la Faculté des arts qui enseignent le latin, un peu de grec et les premiers éléments de la philosophie, n'ont point acquis par leurs études le droit de dicter des lois à toute la nation sur l'instruction qu'elle veut acquérir en toutes sortes de matières.

« Le Gouvernement a donc pris un parti sage en retirant des mains de la Sorbonne et de l'Université la fonction de censurer les livres... Le Gouvernement a été attaché pendant très longtemps à conserver cette inspection, à laquelle je crois qu'il doit renoncer aujourd'hui... L'établissement des censeurs... pêche par le principe, parce qu'un homme ne peut pas être préposé aux pensées d'un autre homme, ni être garant de ses ouvrages, et que le gouvernement fait pour prescrire aux citoyens des lois sur leurs actions n'a point d'empire sur leurs pensées. (1) »

(1) *Mémoires sur la liberté de la presse*, chap. III.

Et après les raisons de principe, les raisons de fait qui font condamner l'institution de la censure : « Quelque bon choix qu'on fasse, je soutiens, premièrement, que le censeur pourrait avoir des façons de penser personnelles, et des affections particulières auxquelles il voudrait que les auteurs se prêtassent ; secondement, que la crainte que ce censeur aurait de se faire des ennemis, ne lui permettrait point de consentir à la publication de beaucoup d'ouvrages qu'aucune raison d'ordre public ne doit défendre ; troisièmement, que le censeur, quelque éclairé, quelque attentif, quelque impartial qu'il fût, serait très souvent trompé dans l'examen des livres... C'est par l'expérience des treize années que je m'en suis convaincu. »

L'extrême longueur des raisons de fait qui suivent nous oblige à les résumer :

1° « La règle communément établie est de nommer à chaque auteur, pour censeur, un homme de lettres de son genre. Bien souvent le censeur sera donc l'ami ou le rival de l'auteur : gros inconvénient. »

2° « Il y a beaucoup de cas où il n'est pas possible que le censeur ne soit retenu par la crainte de se faire des ennemis... Les censeurs sont choisis parmi les gens de lettres, et en France les gens de lettres sont une classe de citoyens très dépendante parce que ce n'est point une profession utile par elle-même. La plupart de ceux qui l'ont embrassée y ont été déterminés par un attrait vain-

queur, ont sacrifié l'espérance de la fortune à leur satisfaction et à la gloire. Cependant, comme la gloire ne fait pas vivre, c'est par des grâces de la Cour ou des places auxquelles la Cour nomme, qu'ils ont espéré de subsister dans leur vieillesse, dans cet âge où l'aisance est devenue une nécessité : Un homme de lettres est donc un homme dépendant de beaucoup de gens puissants, et qu'il ne faut point exposer à leur déplaire, par l'approbation d'un livre... »

3° «... Le censeur le plus éclairé dans la matière du livre qui lui est déféré peut être trompé, et l'est souvent... Cela est évident pour les satires personnelles... On aura plus de peine à croire qu'un censeur puisse être trompé sur les articles de doctrine et sur ceux qui intéressent le Gouvernement ; cependant cela arrive aussi très souvent. » Et pour illustrer sa démonstration, Malesherbes conte les vicissitudes de la publication de l'*Encyclopédie*.

§ 2. — LES FRAUDES.

Un directeur, animé de pareilles idées, ne pouvait que faciliter les moyens de tourner les règlements, et ces moyens ne manquaient pas. — Pour éviter l'autorisation préalable, on faisait imprimer les ouvrages à l'étranger, puis on les introduisait en France. Cette introduction, en vérité, constituait un délit qu'une Déclaration de Charles IX, de septembre 1572, et qu'un Edit du mois d'août

1586, punissaient de confiscation pour les livres, d'amende pour leurs auteurs ; mais ces peines n'atteignaient pas la sévérité de celles qui frappaient l'impression en France de livres non autorisés ; aussi les ouvrages pour lesquels on craignait le refus d'autorisation allaient-ils se faire imprimer chez les nations voisines. Cette coutume causait un tort considérable à notre librairie ; on le comprit, et en 1753, on considère « qu'il vaut mieux garder l'argent dans le royaume » pour les imprimeurs et libraires français « plutôt que de le laisser passer à l'étranger ». (1)

Une autre fraude consistait à faire imprimer l'ouvrage en France, mais avec indication d'un lieu d'édition étranger. On le présentait comme tel au Garde des Sceaux en lui demandant la permission de débiter. Cet usage se répandit si rapidement, qu'il fut tenu un « registre des livres d'impression étrangère présentés à M. le Garde des Sceaux ».

Il y avait enfin des accommodements avec l'autorité publique. Ils se présentaient sous la forme de permissions tacites. Malesherbes nous explique pourquoi on admit une telle pratique : « Souvent, on sentait la nécessité de tolérer un livre, et cependant, on ne voulait pas avouer qu'on le tolérât. Dans ce cas, on prenait le parti de dire à un libraire qu'il pouvait entreprendre son édition, mais secrètement ; que la police ferait semblant de l'ignorer, et ne le ferait pas saisir ; et comme on ne pou-

(1) *Mémoires du Marquis d'Argenton*, t. IV, p. 129.

vait prévoir jusqu'à quel point le Clergé et la Justice s'en fâcheraient, on lui recommandait de se tenir toujours prêt à faire disparaître son édition dans le moment qu'on l'avertirait... »

Ces permissions ne sont données que sur le rapport d'un censeur qui signe son approbation et paraphe le manuscrit : elles ne passent pas au sceau, et le public ne connaît pas le nom du censeur, voilà leur caractéristique. Un registre, déposé à la Chambre syndicale, à la disposition du lieutenant de police, faisait mention de chacune d'elles.

Les avantages qu'elles procuraient au pouvoir n'étaient pas moindres que ceux dont bénéficiaient les libraires ; ces permissions évitaient en effet au Parlement, en censurant un ouvrage permis, de se mettre en contradiction trop flagrante avec l'autorité royale qui l'avait laissé passer.

Signalons enfin certains cas où il n'était pas nécessaire de se munir de lettres scellées du grand sceau pour faire des publications. Il en était ainsi pour les livrets de moins de deux feuilles et les affiches. Un arrêt du Conseil du 2 octobre 1701 décide que : « Aucun libraire et imprimeur ne pourra faire imprimer aucun livret sans avoir obtenu la permission des juges de police des lieux et sans une approbation de personnes capables et choisies par lesdits juges pour l'examen desdits livrets. »

Les règlements n'étaient donc pas abrogés au XVIII^e siè-

cle, et les anciens en virent même s'ajouter de nouveaux, mais les autorités administratives n'osaient pas les appliquer. Le Parlement seul voulut faire sentir sa puissance, et veiller à l'application des lois ; de 1775 à 1789, il fit condamner ou supprimer 65 écrits. Exception faite de ce côté, le régime ordinaire était celui d'une censure moins sévère que celle des siècles précédents.

Il est juste de remarquer que cette large tolérance était due surtout à l'esprit libéral du directeur de l'imprimerie ; un changement de fonctionnaire pouvait amener un retour à la répression rigoureuse ; et c'est ce qui faillit se produire avec le chancelier Maupeou. Ce chancelier essaya en effet de réorganiser la censure en créant un corps de censeurs choisis parmi les magistrats et les gens de lettres, esquisse en quelque sorte de ce qu'elle devait être sous l'Empire. Mais sa tentative échoua, et on s'en tint à cette pratique atténuée de la censure qui amoindrissait ce que les lois avaient de sévère, d'inhumain et d'attardé.



SECTION III

La censure théâtrale.

En exposant les causes qui, au xvi^e siècle, amenèrent la création de la censure destinée à combattre la propagande protestante et à maintenir l'unité du dogme et de la foi, nous n'avons rien dit du théâtre, réservant notre seul examen pour les livres et autres imprimés. C'est qu'en effet la censure du théâtre ne devait apparaître que postérieurement, dans les premières années du xviii^e siècle.

Cela ne veut pas dire toutefois que le moyen-âge fut privé de représentations dramatiques ou que celles-ci se faisaient librement, sans aucun contrôle. Ce contrôle exista au contraire de bonne heure, mais la censure ne devait recevoir son organisation véritable que beaucoup plus tard.

En effet, après une première période de tâtonnements où les attributions sont mal limitées, souvent en rivalité

et en conflit, et la jurisprudence incertaine, avec des alternatives de faiblesse et d'extrême sévérité, on voit par une évolution remarquable apparaître peu à peu et se préciser cet organisme de la censure. Il trouve au commencement du XVIII^e siècle sa forme définitive et la conservera jusqu'à la chute de l'ancien régime (1).

§ 4. — L'ACTION DU POUVOIR ROYAL ET DU PARLEMENT.

Dès le XIV^e siècle se fonde un théâtre permanent pour les représentations des mystères, et les règlements d'apparaître aussitôt : le prévôt de Paris, par une ordonnance du 3 juin 1398, fait défense « à quiconque soumis à sa juridiction de représenter aucun jeu de personnages soit de vie de saints ou autrement, sans le congé du roi sous peine d'encourir son indignation et de forfaire envers lui ».

Mais le 4 décembre 1402, le roi Charles VI accorda aux bourgeois organisés en Confrérie de la Passion des lettres les autorisant à jouer quelque mystère que ce soit.

Le théâtre devait rester ainsi exclusivement religieux jusqu'à la fin du XV^e siècle où la politique fait son apparition sur la scène. Cependant, ni le prévôt, ni le roi, ne crurent utile d'établir une censure. Louis XII comprit en effet quelle utilité présentait le théâtre pour servir sa politique et agir sur l'opinion publique. Mais il y aurait quelque

(1) Fontaine, *La Censure dramatique sous l'ancien régime*.

anachronisme à faire de ce prince un prince libéral. Sa tolérance n'était point inspirée par une doctrine ; elle fut toute politique. Dans ses démêlés avec la Cour de Rome, Louis XII avait besoin de s'appuyer sur le sentiment public. Loin de réprimer, il avait intérêt à encourager la licence aristophanesque des clercs de la Basoche et des enfants Sans-Souci. Lorsque ceux-ci raillaient en pleine scène, sous le nom de Mère Sotte, les ambitions de l'Eglise romaine, ils étaient pour l'adversaire du belliqueux Jules II de très utiles alliés... (1)

Louis XII laissa donc faire, mais il se montrait plus susceptible si la Cour était tournée en dérision : « Lui estant rapporté un jour, dit Brantôme, que les clercs de la Basoche du Palais et les écoliers aussi avaient joué des jeux où ils parlaient du roi et de sa Cour, et de tous les grands, il n'en fit autre semblant sinon de dire qu'il fallait qu'ils passassent leur rire, et qu'il permettait qu'ils parlassent de lui et de sa Cour, mais non pourtant déréglément, et surtout qu'ils ne parlassent de la reine sa femme, en façon quelconque, autrement qu'il les feroit tous pendre. »

Au xvi^e siècle, le Parlement, usant de son droit de police, interdit certaines représentations. Le 4^{er} juillet 1515, il saisit le prétexte du deuil du roi Louis XII pour interdire les jeux qu'en vue de la fête des Rois, préparait la Basoche.

(1) Fontaine, *op. cit.*

Le 5 février 1516, un arrêt défend aux acteurs de ne jouer « aucunes farces, soties ou aultres jeux, contre l'onneur du roi, de la royne, de M^{me} la duchesse d'Angoulême, mère dudict seigneur, des seigneurs du sang ou aultres personnages estant autour de la personne dudict seigneur, sous peine de punicion contre ceux qui feront le contraire, telle que la Cour verra estre à faire ».

Bien plus, le Parlement essaya d'établir une censure préventive. Un arrêt du 15 janvier 1538 ordonne en effet que toutes les pièces lui soient soumises au moins 15 jours avant celui de la représentation. Mais les organisateurs de farces et sermons obtinrent qu'il revînt sur sa décision, ce qu'il fit par arrêt du 15 octobre suivant : « Et quant à la farce et sermon, attendu la grande difficulté par eux alléguée de les montrer à ladite Cour, leur a permis et permet de jouer ladite farce et sermon sans les montrer à ladite Cour... »

D'ailleurs, la censure créée par le Parlement n'eût été qu'un contrôle illusoire, la protection royale restant acquise aux confrères malgré les réprimandes et arrêts, et les maintenant dans tous les privilèges que leur avaient accordés Charles VI et François I^{er}.

§ 2. — LE LIEUTENANT GÉNÉRAL DE POLICE.

Le lieutenant de police, devait, cependant, en 1609, essayer d'établir ce que le Parlement n'avait pas réussi à

faire. Une ordonnance du 12 novembre, rendue sur la discipline que devaient observer les comédiens, défendit en effet à ces derniers de représenter aucunes comédies ou farces avant de les avoir communiquées au procureur du roi.

Une déclaration du 13 avril 1641 fit « très expresses inhibitions et défenses à tous comédiens de représenter aucunes actions malhonnêtes ni d'user d'aucunes paroles lascives et à double entente, qui pourraient blesser l'honnêteté publique, et ce sous peine d'être déclarés infâmes et autres peines qu'il écherra ».

Les résultats obtenus par cette réglementation ne furent guère heureux, si l'on s'en rapporte à l'appréciation que donne Fontenelle (1) sur le théâtre de Hardy, fournisseur important de la scène de l'Hôtel de Bourgogne : « Nul scrupule sur les mœurs ni sur les bienséances. Tantôt on trouve une courtisane au lit, qui, par ses discours, soutient assez bien son caractère. Tantôt une femme mariée donne rendez-vous à son galant. Les premières caresses se font sur la scène, et de ce qui se passe entre les deux amants, on n'en fait perdre aux spectateurs que le moins qu'il se peut. »

La caractéristique du théâtre, à toutes ces époques, est que le pouvoir royal ne cesse pas de protéger les comédiens attaqués par l'Eglise et les Parlements. Mais il ne triomphait pas toujours : ainsi la représentation de

(1) *Histoire du théâtre français.*

Tartufe, autorisée par Louis XIV avant son départ pour la campagne de Flandre, est interdite aussitôt par le Parlement. La pièce retirée de la scène ne put y revenir qu'en 1669, après intervention du roi.

Sous le règne de Louis XIV le Parlement conserva toujours l'examen du répertoire des théâtres ; puis, quand on eut créé la charge de lieutenant général de police, la surveillance des spectacles entra dans les attributions de ce fonctionnaire. Toutefois, le Parlement restait encore le véritable censeur, et le lieutenant de police n'agissait sous sa direction que pour faire exécuter les décisions de la Cour. C'était un régime arbitraire que ne précisait aucun texte législatif et sous lequel l'intervention de l'autorité se manifestait tantôt par des mesures préventives, tantôt par des mesures répressives.

Le 31 mars 1701, Pontchartrain confie la censure au lieutenant de police d'Argenson : « Il est revenu au roi que les comédiens se dérangent beaucoup, que les expressions et les postures indécentes commencent à reprendre vigueur dans leurs représentations et qu'en un mot, ils s'écartent de la pureté où le théâtre était parvenu.

« Sa Majesté m'ordonne de vous écrire de les faire venir, et de leur expliquer, de sa part, que s'ils ne se corrigent, sur la moindre plainte qui lui parviendra, Sa Majesté prendra contre eux des résolutions qui ne leur seront pas agréables. Sa Majesté veut aussi que vous les aver-

tissiez qu'elle ne veut pas qu'ils représentent aucune pièce nouvelle, qu'ils ne vous l'ayent auparavant communiquée, son intention estant qu'ils n'en puissent représenter aucune qui ne soit dans la dernière pureté ! » (1)

En 1706, à la suite d'une pièce, le *Bal d'Auteuil*, qui avait froissé la princesse Palatine, un édit décida que l'approbation des pièces de théâtre serait donnée par des fonctionnaires spéciaux. La censure fut définitivement enlevée au Parlement pour passer dans les mains du lieutenant général de police. Et de même que le chancelier fit examiner par les censeurs de la librairie les ouvrages qui sollicitaient un privilège pour l'impression, de même le lieutenant de police choisit un censeur, nommé censeur de police, à l'examen duquel il renvoie toutes les œuvres dramatiques. (2)

Le censeur examinait les manuscrits, et rédigeait un rapport concluant à l'interdiction ou à l'autorisation.

Dans les provinces, cette fonction était remplie par les échevins et les magistrats, sous la surveillance, toutefois, du lieutenant de police.

Telle fut l'organisation des censeurs, qui devait se maintenir jusqu'à la Révolution. Citons parmi ceux qui en remplirent les fonctions, l'abbé Cherrier, l'auteur du *Polissoniana*, un bon vivant dont la sévérité ne fut pas redoutable. Puis ce fut Crébillon, célèbre par ses démêlés

(1) Depping, *Corresp. adm.*, t. II, p. 729.

(2) Fontaine, *op. cit.*

avec Voltaire, comme Marin, son successeur, le fut par sa lutte contre Beaumarchais. Crébillon le jeune ne devait exercer que peu de temps ; il céda la place à Savigny que remplaça lui-même Suard, le dernier censeur avant la Révolution. Il se montra particulièrement rigoureux envers Chénier dont deux pièces, *Henri VIII* et *Charles IX* durent attendre la prise de la Bastille pour être représentées. « Ce n'est donc point assez, s'écriait Chénier, d'avoir composé en France une pièce de théâtre ; ce n'est point assez d'avoir à essuyer les intrigues, les cabales, les dégoûts sans nombre, inséparables de la carrière dramatique ; ce n'est point assez d'avoir à supporter les tracasseries les plus étranges, les rivalités les plus humiliantes ; pour faire représenter une pièce, il faut monter d'échelon en échelon ; de M. le Censeur royal à M. le Lieutenant général de police ; quelquefois à M. le Ministre de Paris ; quelquefois à M. le Magistrat de la librairie ; quelquefois à M. le Garde des sceaux ! . . . La mission des censeurs est de faire la guerre à la liberté ; sans talent et sans génie, leur devoir est d'énervier le génie et les talents ; ce sont des eunuques qui n'ont plus qu'un seul plaisir, celui de faire d'autres eunuques. »

Pourtant, malgré le tableau que nous fait Chénier des difficultés que rencontre l'auteur sur sa route, il paraît certain que le pouvoir royal fut impuissant à comprimer la pensée, et que la liberté du théâtre perçait peu à peu ; c'est du moins ce que l'on peut croire à la lecture du

fameux mémoire au roi qu'en décembre 1788 écrivaient les princes du sang : « Sire, l'Etat est en péril... Les écrits qui ont paru pendant l'assemblée des notables,... tout annonce, tout prouve un système d'insubordination raisonnée, et le mépris des lois de l'Etat. Tout auteur s'érige en législateur ; l'éloquence ou l'art d'écrire, même dépourvu d'études, de connaissances et d'expériences, semblent des titres suffisants pour régler la constitution des empires ; quiconque avance une proposition hardie, quiconque propose de changer les lois est sûr d'avoir des lecteurs... Qui peut dire où s'arrêtera la témérité des opinions ? »



CHAPITRE V

L'époque moderne.

Depuis 1789, la « témérité des opinions », pour se servir de l'expression du *Mémoire au Roi*, ne fit que croître sans cesse. Seule, la censure sévère de Napoléon devait en paralyser les progrès. Les gouvernements qui se succédèrent essayèrent sans doute, eux aussi, de combattre la liberté de la pensée, mais la surveillance qu'ils exercèrent ne peut se comparer à celle que connurent le *xvi^e* et le *xvii^e* siècles.

Le livre conquiert son indépendance, la presse, dont le développement durant cette longue période fut considérable, aboutit à un même résultat mais non sans luttes. Le théâtre fut un peu plus long à s'affranchir.

Nous étudierons dans trois sections :

1^o Le fonctionnement de la censure dramatique et littéraire sous la Révolution et le 4^{or} Empire ;

2^o La presse de 1815 à 1881 ;

3^o Le théâtre de 1815 à 1905.

SECTION I

La Révolution et le 1^{er} Empire.

§ 1^{er}. — LA PRESSE.

Mirabeau écrivait vers la fin de 1788 dans son traité sur la liberté de la presse :

« Tuer un homme, c'est tuer une créature raisonnable, mais étouffer un bon livre, c'est tuer la raison elle-même. » C'est de cet esprit que s'inspira la Constituante.

L'écrivain, et ses auxiliaires obligés, l'imprimeur et le libraire, auxquels l'ancienne monarchie ne reconnaissait aucun droit, sont libres désormais, l'un d'exprimer ses pensées, les autres de les répandre : Le décret du 2 mars 1791 déclare que « toute personne doit être libre de faire tel négoce, et d'exercer telle profession qu'elle trouvera bon. ».

La Constituante proclame le droit d'imprimer comme celui d'écrire et de parler ; elle supprime les permissions préalables, les privilèges et la censure : « Nul ne peut

être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. » (Art. 10 de la Déclaration des droits de l'homme).

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi (art. 11).

La Constituante se refusa donc à prendre aucune mesure contre la presse, de là l'enthousiasme de l'abbé Maury : « Votre conquête, c'est la liberté de la presse, cette sanction permanente et toute-puissante de l'opinion publique. La presse est libre ! il suffit, le genre humain est sauvé ! il n'y aura plus de despotes ! »

En présence d'une liberté aussi grande et aussi franchement proclamée, certains partis s'émurent et demandèrent de réprimer les excès possibles qu'elle pouvait entraîner. Mais Condorcet leur répondit : « Que la publication d'un ouvrage puisse être un délit, c'est ce que, dans l'état d'imperfection où est l'espèce humaine, il est peut-être difficile de nier ; mais défendre un ouvrage avant qu'il existe, soumettre à des peines celui qui le distribue, sans savoir encore si l'ouvrage est innocent et dangereux, c'est attaquer directement la liberté de la presse. »... Ce n'est pas parce que l'ouvrage prohibé est bon ou mauvais, c'est parce qu'il est prohibé d'avance

qu'une injonction comme celle de la police est à la fois une violation de la Déclaration des droits et un attentat contre la liberté. Convaincu que celle de la presse est la seule barrière dont la tyrannie la plus adroite ne puisse se jouer, qu'il me soit permis de prendre ici l'engagement de dénoncer, non à l'accusateur de tel ou tel arrondissement, mais à la France entière, mais à l'Europe toutes les atteintes qu'un pouvoir quelconque essayera de porter à ce bouclier de nos droits. »

La Constitution garantit comme droits naturels et civils « la liberté à tout homme de parler, d'écrire, d'imprimer et publier ses pensées, sans que ses écrits puissent être soumis à aucune censure ni inspection avant leur publication, et d'exercer le culte religieux auquel il est attaché. »

Ainsi, après 1789, plus de censure, ni d'autorisation préalable, aucune restriction au droit d'imprimer, pas de cautionnement ni de timbre pour les journaux.

La Constitution de 1793 consolide l'œuvre de ses devancières : « La liberté de la presse et de tout autre moyen de publier ses pensées, ne peut être suspendue, ou limitée. » — « La Constitution garantit à tous les Français la liberté indéfinie de la presse. » (Art. 6 et 7.)

Et l'art. 7 de la Déclaration des droits dit, en l'an III : « ... Les écrits ne peuvent être soumis à aucune censure avant la publication. Nul ne peut être responsable de ce qu'il écrit ou publie que dans les cas prévus par la loi. »

Il semblait donc que, forts de textes aussi libéraux, les journalistes auraient dû écrire en toute sécurité. La réalité fut tout autre. Un tribunal criminel extraordinaire, avec jurés, est constitué le 10 mars 1793 et mis en activité le 27 du même mois, et le 29 mars paraît une loi établissant en ces termes la peine de mort : « Quiconque sera convaincu d'avoir composé ou imprimé des ouvrages ou écrits provoquant la dissolution de la représentation, le rétablissement de la royauté ou de tout autre pouvoir attentatoire à la souveraineté nationale, sera puni de mort. »

Le premier numéro du *Bulletin des lois* contient la loi qui réprima les abus de la presse pendant la Terreur :

Art. 1. — Il y aura un tribunal révolutionnaire.

Art. 4. — Le tribunal révolutionnaire est constitué pour punir les ennemis du peuple.

Art. 5. — Les ennemis du peuple sont... ceux qui auront provoqué le rétablissement de la royauté, ceux qui auront cherché à égarer l'opinion, à altérer l'énergie et la pureté des principes révolutionnaires et républicains, ou à en arrêter les progrès par des écrits contre-révolutionnaires ou insidieux.

Art. 9. — Tout citoyen a le droit de saisir et de conduire devant les magistrats... les contre-révolutionnaires.

Robespierre s'élevait contre la licence des écrits ; il

donnait à entendre qu'il était impossible de gouverner avec la liberté de la presse ; il incriminait quelques numéros du *Vieux Cordelier*, journal de Camille Desmoulins, et voulait qu'on le brûlât, et Camille Desmoulins lui disait fort bien que brûler n'est pas répondre. (1) Il payait d'ailleurs de sa vie les attaques qu'il lançait contre le Gouvernement. Michelet nous apprend que Fabre d'Églantine, auteur d'une pièce satirique contre Robespierre, *l'Orange de Malte*, fut arrêté et condamné à mort.

Avec le Comité de salut public, la main du bourreau exerça la plus horrible des censures. « En fait, veut-on savoir pourquoi la Convention ne fit pas de lois contre la presse ? Rien n'est plus simple. Elle n'en eut aucun besoin, la crainte de la guillotine fut son censeur. » (2)

Du 3 septembre 1797 au 1^{er} août 1799, la presse fut soumise au pouvoir discrétionnaire du gouvernement. Le Directoire fit transporter en masse journaux et journalistes, et le Premier Consul réduisit à treize le nombre des journaux sous prétexte qu'ils étaient « des instruments entre les mains des ennemis de la République ».

C'est avec Napoléon que la censure devait reparaître : l'organisation en fut minutieusement réglée par les arrêtés des 27 nivôse an VIII et 27 septembre 1803, par un

(1) Chateaubriand. *Op. cit.*, p. 282-284.

(2) Léon Vingtain. *Liberté de la presse*, p. 23.

sénatus-consulte de l'an XII, un décret de messidor an XII et deux décrets des 18 février et 17 septembre 1811.

La réglementation nouvelle distinguait entre les livres et les journaux : il était défendu de vendre aucun ouvrage sans l'avoir présenté préalablement aux censeurs. Le décret de 1810 obligeait l'auteur à faire inscrire sur un registre public l'œuvre qu'il se proposait de faire imprimer. La communication et l'examen en pouvaient être ordonnés par le Ministre de la police générale. Des modifications étaient parfois indiquées à l'auteur comme nécessaires ; au cas de refus par lui d'y procéder, l'ouvrage était saisi.

Quant aux journaux, leur régime fut différent. Le sénatus-consulte du 28 floréal an XII, art. 64, instituait une Commission sénatoriale de la liberté de la presse.

Le nombre des journaux était limité. Chaque département n'avait droit qu'à un seul journal et Paris à six, puis à sept. Tout journal avait un censeur attaché à son bureau et des collaborateurs imposés. Les numéros étaient envoyés au Ministre la veille du jour où ils devaient paraître : la presse devint presque officielle, surtout avec les décrets de 1811 qui attribuent la propriété des journaux de Paris au Gouvernement.

Dans les départements, les préfets devaient veiller à ce que les journaux ne publiassent que des annonces d'utilité locale ou des extraits des journaux de Paris.

De cette façon le Gouvernement avait la haute main sur la presse.

Mais l'Empereur paraît avoir compris, assez tard il est vrai, quel usage excessif son gouvernement avait fait de la censure, car, désabusé sur la puissance de cet instrument de coercition, il disait à Saint-Hélène : « Mon fils sera obligé de régner avec la liberté de la presse. C'est une nécessité aujourd'hui. » (1)

§ 2. — LE THÉÂTRE.

Le théâtre subit à peu près un sort pareil. Avec la Révolution, il s'affranchit de tout contrôle ; la loi du 13 janvier 1791 déclare en effet : Art. 1^{er}. « Tout citoyen pourra élever un théâtre et y faire représenter des pièces de tous les genres en faisant, préalablement à l'établissement de son théâtre, sa déclaration à la municipalité du lieu. » Et l'art. 6 dispose que : « Les entrepreneurs et les membres des différents théâtres... ne recevront des ordres que des officiers municipaux qui ne pourront arrêter ni défendre la représentation d'une pièce, sauf la responsabilité des auteurs et des comédiens. »

Cette dernière phrase de l'art. 6 devait attirer sur l'art dramatique toutes les persécutions des autorités révolutionnaires.

(1) Welschinger. *Op. cit.*, avant-propos.

« Malgré la liberté du théâtre décrétée, est-il dit dans un rapport de police du temps, cette liberté doit cependant avoir des bornes, et il pourrait y avoir le plus grand inconvénient à remettre sur la scène ce qui a déjà suscité tant de mécontentement. » Aussi, tout en exécutant la loi de 1791, les municipalités se croyaient le droit de faire des suppressions dans les pièces après la première représentation.

Bientôt, le théâtre va servir à glorifier les hommes de la Révolution. La Convention, sur la proposition de Boissy-d'Anglas, adopte en effet un décret par lequel, considérant que les théâtres « ont trop souvent servi la tyrannie », elle décide qu'ils donneront 3 fois par semaine les tragédies de *Brutus*, *Guillaume Tell*, *Caius Gracchus*, et autres pièces dramatiques qui retracent les glorieux événements de la Révolution et les vertus des défenseurs de la liberté.

Le 3 septembre 1793, à la suite de troubles qui avaient éclaté au Théâtre Français, le Comité de Salut public fait fermer le théâtre et arrêter les acteurs. Dans la nuit du 3 au 4 ceux-ci sont emprisonnés ; un seul échappa : Molé.

Désormais toutes les pièces sont examinées avec un soin jaloux, et le répertoire ancien n'est pas exempt lui-même de ce contrôle ; des dispositions ridicules sont même prises à son égard.

Le 26 avril 1794, une circulaire des administrateurs

de police enjoint aux directeurs de théâtres de faire disparaître de toutes leurs pièces, les titres de ducs, barons, marquis, comtes, monsieur, madame, « ces noms de féodalité émanant d'une source trop impure pour qu'ils souillent plus longtemps la scène française ».

L'année suivante, la censure reparait par arrêté du 14 mai 1794, confiée à la Commission de l'instruction publique. Ces dispositions d'abord spéciales à Paris sont étendues le 27 nivôse à tout le territoire de la République. La censure fut d'autant plus tyrannique que le Gouvernement n'était pas seul à l'exercer : les comités de gardes nationaux, le club des Jacobins, ne craignirent pas d'en user et même d'en abuser. Ce fut une source de rivalités sans précédents entre tous les partis, aussi peut-on dire sans crainte d'exagération que l'œuvre de la censure, sous la Révolution, ne fut pas plus heureuse que sous la Monarchie, et autant sont blâmables les excès de la censure royaliste, autant sont ridicules ceux de la censure conventionnelle. Leur justification, même, est peut-être plus malaisée, car si la censure peut faire partie de l'arsenal indispensable à tout gouvernement autoritaire, elle peut plus difficilement se comprendre sous un régime de liberté.

L'Empire n'avait donc pas beaucoup à faire pour lutter contre la licence des théâtres. Dès le lendemain du coup d'Etat de brumaire, la censure de la police est secondée par celle du Bureau des mœurs :

BUREAU DES MŒURS (1)

Paris, le 14 frimaire an VIII (5 déc. 1799).

Aux Entrepreneurs du théâtre de la République,

« Le Ministre de la police générale nous charge, citoyens, de suspendre la représentation des pièces qui pourraient devenir un sujet de dissension, et il nous autorise à exiger des entrepreneurs de spectacles, qu'ils soumettent à notre examen tous les ouvrages dramatiques relatifs à la Révolution qu'ils voudraient remettre au théâtre, à quelque époque qu'ils aient été composés, depuis le 14 juillet 1789. Nous pensons que, pour exercer l'action salubre de la surveillance morale des théâtres, il est indispensable que les nouveautés dramatiques nous soient soumises avant la représentation. Nous vous invitons en conséquence à nous adresser sans délai et faire remettre, à notre Bureau des mœurs et opinions publiques, les pièces relatives à la Révolution ou à quelque époque de la Révolution, et toutes les nouveautés que vous êtes dans l'intention de représenter.

« Salut et fraternité.

« *Les Administrateurs : PILS, THUROT.* »

(1) Welschinger. *Op. cit.*, p. 263.

Une communication des consuls du 3 avril 1800 au Ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, l'engage à faire connaître aux théâtres de Paris qu'aucun ouvrage dramatique ne devait, à l'avenir, être mis ou remis au théâtre qu'en vertu d'une permission donnée par lui.

Au début du Consulat, la direction des théâtres appartenait donc au ministère de l'Intérieur.

Voici le texte de la circulaire que le Ministre de l'Intérieur adressait aux préfets le 22 germinal an VIII :

« Les spectacles ont attiré la sollicitude du Gouvernement. C'est témoigner au peuple intérêt et respect que d'éloigner de ses yeux tout ce qui n'est pas digne de son estime et tout ce qui pourrait blesser ses opinions et corrompre ses mœurs. Convaincu de cette vérité, le Gouvernement m'a chargé de l'honorable soin de surveiller les théâtres. Vous m'aidez à justifier sa confiance.

« Désormais, les seuls ouvrages dont j'aurai autorisé la représentation à Paris pourront être joués dans les départements. Vous recevrez incessamment la liste des pièces tant anciennes que modernes qui pourront être mises ou remises au théâtre, et vous veillerez à ce qu'aucune autre ne soit placée sur le répertoire des directeurs de spectacles.

« Si quelques-uns de ces directeurs désirent mettre au théâtre des ouvrages qui ne fussent point sur la liste, vous m'en adresserez les manuscrits avec votre avis pour que je puisse prononcer. »

En 1803, le directeur de l'instruction publique, Rœderer, dans une circulaire aux entrepreneurs de spectacles, les invitait à soumettre au ministère de l'Intérieur un répertoire trimestriel, le Gouvernement se réservant le droit de donner son approbation à la représentation des pièces. Lorsqu'en 1804 Fouché reprit possession du ministère de la police, la direction des théâtres revint au bureau de la presse qui faisait partie de son ministère.

Par décret du 8 juin 1806, aucune pièce ne pouvait être jouée désormais sans avoir reçu l'approbation du ministre de la police générale. Les répertoires de l'Opéra, de la Comédie Française et de l'Opéra Comique devaient être arrêtés ministériellement avec défense à tout autre théâtre de jouer des pièces comprises dans ces répertoires. Les théâtres étaient réduits à deux dans les grandes villes, dans les petites villes à un seul.

Enfin l'arrêté du 25 avril 1807 divisa les théâtres en grands théâtres et théâtres secondaires. Aucun d'eux ne pouvait jouer des pièces en dehors du genre qui lui était assigné. L'arrêté déterminait à cet effet les répertoires et les genres.

« Pendant l'Empire, dit Maxime du Camp, la censure ne fut pas douce aux petits théâtres que Napoléon n'aimait guère. D'un trait de plume, par décret du 8 août 1807, il en supprima vingt-deux ; le coup était rude, mais on peut croire qu'il visait surtout l'impératrice Joséphine qui s'amusait beaucoup aux « bambochades ».

L'Empereur ne l'entendait pas ainsi, et le 17 mars 1807, il lui avait écrit d'Ostende : « Mon amie, il ne faut pas
« aller en petites loges aux petits spectacles ; cela ne con-
« vient pas à votre rang ; vous ne devez aller qu'aux qua-
« tre grands théâtres, et toujours en grande loge. »

On ne saurait s'étonner que, paralysé par une réglementation semblable, l'art dramatique, sous le premier Empire, n'ait rien produit de bien remarquable. Comme la presse, le théâtre est régi pour ainsi dire officiellement et les seuls spectacles qui y soient autorisés sont ceux qui vantent la gloire de Napoléon et de ses armées.



SECTION II

La censure de la presse de 1815 à 1881

Ancéantie sous le premier Empire, la presse n'a repris son essor qu'en 1819. La charte de 1814 eut bien la prétention d'octroyer à la France les libertés que Napoléon lui avait enlevées ; mais tout en proclamant une fois de plus le droit de manifester ses opinions, et de les publier, elle oublia d'émanciper la presse, et la loi du 21 octobre organisa tout un système de police qui la tint en lisière.

Toute la Restauration se passa d'ailleurs en guerre contre la presse. En 1815 la censure était formellement rétablie ; en 1819, par la loi du 9 juin, elle est supprimée ainsi que l'autorisation préalable. Rétablie en 1820, puis prorogée l'année suivante malgré une très vive opposition, elle disparaît à nouveau en 1822 ; mais une loi du 22 mars porte que « si dans l'intervalle des sessions des Chambres, des circonstances graves rendent insuffisan-

tes les mesures de garanties et de répression, une ordonnance pourrait rétablir la censure ». Ces circonstances graves ne tardèrent pas à se produire. Un journal, l'*Aristarque*, avait reparu en vertu d'une décision judiciaire, après avoir été supprimé par l'administration. Le Gouvernement prit alors un parti violent : « Considérant que la jurisprudence a admis pour les journaux une existence de droit indépendante de l'existence de fait ; que cette interprétation est un moyen sûr et facile d'éluider la suspension et la suppression des journaux, la censure est rétablie. » (Ordonnance du 15 août 1824).

Mais l'opinion publique s'en montra irritée, et les censeurs n'osèrent pas révéler leurs noms, aussi Benjamin Constant écrivait : « La censure a servi d'auxiliaire à l'imposture et a été le scandale de la France ; censure tellement déshonorée que ceux qui l'exerçaient étaient réduits à cacher leurs noms et qu'un ministre a déclaré à la tribune que si l'on nommait les censeurs on n'en trouverait plus, tant il semblait que l'opprobre et l'abjection pesaient sur leurs têtes ! »

Les attaques portées contre la censure furent telles que son rétablissement ne dura que trois mois à peine et ce fut seulement en 1827 qu'elle reparut avec l'ordonnance du 24 juin qui créa un bureau de censure et un conseil de surveillance. Les conditions dans lesquelles elle s'exerçait étaient même plus rigoureuses que précédemment, surtout pour les imprimeurs.

Ces derniers se virent obligés, étant eux-mêmes soumis à l'autorisation préalable, de surveiller les écrivains. Or, il leur était impossible de lire et souvent de comprendre tous les ouvrages de science, de philosophie, de littérature qui passaient entre leurs mains : « Mais ne nous récrions pas sur cette palpable absurdité, elle a son dessein, écrivait Chateaubriand dans le *Journal des Débats* du 4 janvier 1827 ; on exige l'impossible de l'imprimeur, et pourquoi ? Pour qu'il ne puisse paraître aucun ouvrage qui n'ait obtenu d'avance la sanction de la coterie qui nous opprime. »

A côté de l'autorisation préalable, les textes avaient également établi le cautionnement, mesure qui se comprend assez logiquement sous la Restauration. Institué pour limiter le nombre des journaux et en rendre difficile la lecture aux classes peu fortunées, le cautionnement était en parfaite harmonie avec les droits politiques dont la puissance était subordonnée à certaines conditions de fortune. « Un journal est une influence, il appelle des garanties, disait Royer-Collard. Or la garantie politique ne se rencontre d'après la charte que dans une certaine situation sociale ; cette situation est déterminée par la propriété ou par des équivalents ; voilà le principe du cautionnement. »

Le premier soin d'une Révolution faite pour défendre la liberté de la presse doit être de proclamer énergiquement le principe qui avait été l'occasion du nouvel ordre

de choses. Aussi l'article 7 de la charte de 1830 disposait-il que : « La censure ne pourrait jamais être rétablie. »

De fait, aucune mesure ni préventive, ni répressive, ne va être prise, mais on cherchera à rendre plus difficile la création de nouveaux journaux. Le cautionnement exigé en 1830, 2.400 francs de rente pour les journaux paraissant plus de deux fois par semaine, est porté en 1835 à 100.000 francs en capital.

Les délits de presse étaient aussi punis sévèrement par l'amende et la prison, mais la liberté de la presse, proprement dite, n'est pas atteinte ; toute personne peut, en se conformant aux seules dispositions de la loi, fonder un journal. Les progrès sont donc sensibles depuis la chute de l'Empire.

La Constitution de 1848 ne change rien à ce régime ; mais le décret-loi du 17 février 1852 marque un retour en arrière. C'est à la Restauration qu'il emprunta la plupart de ses mesures préventives contre les journaux. La répression qui peut les atteindre est double : l'une administrative, l'autre judiciaire.

La première consiste dans le droit qu'avait le Ministre d'avertir un journal pour des motifs non déterminés par la loi et dont le Ministre avait la souveraine appréciation. Après deux avertissements, le journal pouvait être suspendu par simple arrêté ministériel pour deux mois seulement. De plus, un journal, même ni averti, ni con-

damné, pouvait être supprimé par simple mesure de sûreté générale ; il fallait alors un décret. La répression judiciaire est régie par le décret de 1852 combiné avec les dispositions des lois antérieures ; il prévoit l'amende et la prison (deux ans au maximum).

« En 1852, disait M. Thiers dans un discours sur les libertés nécessaires, au lieu de la censure qui s'exerce la veille, on a institué la censure qui s'exerce le lendemain. On n'a pas obligé les écrivains à aller chercher le soir l'avis de la police, mais on les a condamnés à le recevoir le lendemain, et alors la police vient vous dire : Vous avez excité à la haine et au mépris du Gouvernement, je vous avertis, et si un mois après on retombe dans la même faute, on est suspendu ou supprimé. Oh ! remettre la censure de 24 heures ou de 48 heures et faire payer ce délai de la suspension ou de la suppression, cela est très ingénieux. »

Et les prétextes ne manquèrent pas au Gouvernement pour retirer son autorisation. Une circulaire de Maupas aux préfets nous l'explique : « Ces mesures de répression dérivent du droit d'autorisation accordé au Gouvernement. Du moment en effet qu'un journal ne remplit pas les conditions que lui avait faites son autorisation, du moment que sans tenir compte des condamnations prononcées contre lui, il persiste dans une polémique qui en fait un instrument de désordre et de trouble, du moment qu'il peut compromettre la sûreté publique, le Gouverne-

ment qui ne l'eût certes pas autorisé dans de telles conditions, a le droit de retirer son autorisation. »

Les formalités imposées aux imprimeurs sont des plus sévères ; ils sont soumis aussi à l'autorisation préalable, et doivent de plus jurer en audience publique, devant le tribunal de leur arrondissement, obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur.

Tel fut le régime de la censure sous le second Empire ; depuis lors, sa rigueur n'a fait qu'aller en décroissant, et si quelques mesures répressives furent prises en 1871, après l'armistice, par le général Vinoy qui supprima certains journaux dont les attaques aux gouvernants et aux généraux furent trop vives, la Commune leur rendit cette liberté, que la loi de 1881 consacra définitivement.

Dès lors, plus de censure, plus d'autorisation préalable, plus de cautionnement. Le libraire et l'imprimeur sont soumis au droit commun. Il suffit d'une simple déclaration, faite au parquet du Procureur de la République, avec indication du titre du journal et de son mode de publication, des noms et demeure du gérant, et de la désignation de l'imprimerie où le tirage doit être effectué (art. 7).

Deux sortes d'infractions à la loi sont possibles ; les unes sont des infractions purement matérielles, consistant dans un manquement aux règles de police, les autres sont des délits de presse proprement dits, punis de peines correctionnelles ou même criminelles. Deux

conditions sont requises pour qu'ils soient punissables : la publicité et l'intention coupable.

Nous n'entrerons pas dans le détail de la loi de 1881 ; il nous suffit d'indiquer le principe qu'elle a établi dans son article premier : « L'imprimerie et la librairie sont libres. » (1)

Quelques modifications devaient y être apportées en 1882, en 1893 et en 1898 ; nous les examinerons dans le chapitre consacré à la pornographie.

APPENDICE

Le dessin.

L'importance prise par le développement des journaux illustrés et de la gravure, au cours du xix^e siècle, est telle que le législateur n'oublia pas d'en régler les conditions de publication.

(1) Chateaubriand, examinant la liberté de la presse, s'exprimait ainsi : « Tout compte fait, nous trouvons dans la monarchie 952 années de temps barbares avant la découverte de l'imprimerie, 351 années depuis cette découverte, sous le régime varié de l'oppression ou de la censure de la presse, 3 années de liberté de cette presse depuis le 27 août 1789 jusqu'au 17 août 1792, 3 années de cette liberté sous le Directoire jusqu'au 18 fructidor, 6 ans sous la Restauration : somme totale, à peu près 12 années de liberté de la presse dans une monarchie de près de 14 siècles ! »

Déjà, sous l'Empire, un règlement du 5 février 1810 avait fait mention des graveurs et déclaré qu'il serait pourvu à leur égard par des dispositions spéciales. Le Code pénal confond les chansons, pamphlets, figures et images dans une seule et même disposition et punit d'amende, de prison, et de confiscation, toute exposition ou distribution de figures contraires aux bonnes mœurs.

L'article 288 porte une réduction de peine à l'égard de ceux qui auront fait connaître l'auteur, l'imprimeur ou le graveur.

La loi du 31 mai 1820, qui établissait la censure des journaux politiques, portait en même temps que « nul dessin, imprimé, gravé ou lithographié ne pourrait être publié, exposé ou distribué, ou mis en vente, sans l'autorisation préalable du Gouvernement ». Mais, en 1830, la censure des images se trouvait abrogée par l'article 5 de la loi du 8 octobre. Le régime de 1820 reparait en 1835 pour tomber à nouveau en 1848 ; le gouvernement provisoire déclare en effet qu'il est une atteinte à la liberté de la presse.

Le décret de 1852 exige dans son article 22 une autorisation préalable pour publier un dessin ou une image.

Cette censure des journaux illustrés n'existe plus depuis la loi de 1881. L'article 68 abrogeant toutes les dispositions des textes antérieurs, il en résultait que cette mesure était par là même abolie. Mais le législateur de

1881 a voulu montrer qu'il avait spécialement en vue d'abroger l'article 22 du décret de 1852 et d'accorder aux journaux illustrés toute la liberté qu'il donnait aux écrits : « Si le journaliste, dit le rapporteur M. de Lisbonne, n'a plus à soumettre ses articles aux ciseaux de la censure, il n'y a que l'arbitraire qui puisse maintenir une différence entre la plume de l'écrivain et le crayon du dessinateur. »



SECTION III

La censure dramatique de 1815 à 1905.

Venant après le régime étouffant de Napoléon I^{er}, le régime de la Restauration paraissait inaugurer une liberté relative : plus de presse d'Etat, plus de théâtre d'Etat. L'article 8 de la charte de 1814 avait bien assuré aux citoyens le droit de publier leurs opinions, et avait par conséquent donné aux auteurs le droit de faire imprimer leurs œuvres sans demander le visa du censeur de police comme avant 1789, ou celui du Ministre de la police comme sous l'Empire. Mais le Gouvernement ne crut pas prudent d'appliquer cet article 8 aux représentations dramatiques. Et en effet, une circulaire du 29 octobre 1822, puis une ordonnance des 8-11 décembre 1824, venaient confirmer les dispositions du droit impérial en décidant que les pièces ne pourraient être jouées, tant à Paris que dans les départements, que munies d'une autorisation du Ministère de l'Intérieur.

La censure suivit alors les courants politiques. Elle se montrait plus rigoureuse ou plus large suivant le degré de puissance des partis royalistes. L'assassinat du duc de Berry, en 1820, sert de point de départ à des mesures sévères. Tout ce qui sur la scène est susceptible de rappeler le souvenir de Napoléon est impitoyablement écarté : défense de prononcer les noms de Marengo, d'Arcole, d'Austerlitz ; défense aux mimodrames du cirque de chercher une ressemblance quelconque avec les personnages de l'Empire. En 1822, même, on va plus loin : le nom de Voltaire est proscrit de la scène.

Charles X commence à rechercher la popularité en autorisant toutes les pièces dont l'interdiction avait été précédemment prononcée, mais il se montre particulièrement sévère pour réprimer toute attaque que porte le drame à la religion.

Ici se place la lutte célèbre des romantiques, et il est à remarquer que le Gouvernement voulut rester impartial, et laissa grandir ces rivalités littéraires ; peut-être pensait-il que celles-ci étaient préférables aux discussions politiques, et que le public, pendant ce temps, ne pensait pas à ces dernières.

Le Gouvernement, sur le rapport du censeur Briffault (1), avait autorisé *Hernani*, et le drame de Victor

(1) Voici le curieux rapport de Briffault :

« L'analyse ne peut donner qu'une idée imparfaite de la bizarrerie de cette conception et des vices de son exécution.

Hugo avait aussitôt amené de violents désordres : durant 45 représentations, classiques et romantiques se livrèrent à un pugilat pour faire triompher leurs opinions en matière de goût. Charles X n'intervint pas, et quand on vint lui demander d'interdire la Comédie Française à toute pièce infectée de romantisme, il répondit qu'en matière dramatique, il n'avait, comme tout le monde, que sa place au parterre ; réponse qui lui valut un certain succès dans les milieux littéraires.

M. Hallays-Dabot, partisan convaincu de la censure, constate lui-même quels excès déplorables elle commit sous la Restauration : « Il est des barrières opposées à certains courants dramatiques, dit-il, comme de ces machines qui éclatent si l'on n'a ménagé des échappements à la vapeur trop abondante. Il nous semble qu'en ces années difficiles, la censure a parfois manqué de mesure. L'interdiction absolue produisait le même effet que l'interdiction des noms et des œuvres philosophiques, que la proscription de tout ce qui touchait à l'his-

Elle m'a semblé un tissu d'extravagances auxquelles l'auteur s'efforce vainement de donner un caractère d'élévation, et qui ne sont que triviales et surtout grossières. Cette pièce abonde en inconvenances de toute nature. Le roi s'exprime comme un brigand. Toutefois, malgré tant de vices capitaux, je suis d'avis qu'il n'y a aucun inconvénient à autoriser la représentation de cette pièce, mais qu'il est d'une bonne politique de ne pas en retrancher un mot. Il est bon que le public voie jusqu'à quel point d'égarement peut aller l'esprit humain, affranchi de toute règle et de toute bienséance. »

toire du commencement du siècle ; elle aiguisait l'esprit de parti, et le rendait plus âpre et plus mordant. »

La Monarchie de Juillet ne connut pas la censure jusqu'en 1835. L'art. 7 de la charte l'avait supprimée pour la presse sans faire allusion au théâtre. Aussi, en 1832, le *Roi s'amuse* fut interdit, et lorsque Victor Hugo poursuivit le Ministre et le Préfet de police, le Gouvernement eut gain de cause, prétextant que rien n'était changé au régime ancien. Mais il ne voulut pourtant pas persister trop longtemps dans cette opinion, et la crainte du législateur le fit hésiter à rétablir la commission d'examen.

Les théâtres vont jouir alors jusqu'en 1835 d'une liberté à peu près complète. « Aussi, dit M. Hallays-Dabot, le théâtre ne s'arrête pas dans la voie scandaleuse qu'il a adoptée. M. Dumas accumule, dans la *Tour de Nesle*, les débauches, les assassinats, les incestes, enfin tous les crimes qui sont l'inévitable partage des reines et des grandes dames selon la doctrine du drame moderne. »

Le Gouvernement songea à créer une censure déguisée en faisant appel à l'intérêt des directeurs de théâtre : « Vous avez la faculté, écrit le directeur des Beaux-Arts en 1834, d'éviter tout dommage en soumettant d'avance les manuscrits des ouvrages nouveaux à la décision des beaux-arts. Les pièces qui n'auront pas été soumises seront interdites purement et simplement, lorsque, par

leur contenu, elles inciteront l'application du décret, et vous ne pourrez imputer qu'à vous seuls les dommages qui résulteront d'une mise en scène devenue inutile. »

Cette tentative de pression échoua.

Mais après l'attentat de Fieschi, le Gouvernement obtint de la Chambre le vote de la loi du 9 septembre 1835 qui instituait l'autorisation préalable. Cette autorisation accordée, le Gouvernement n'était aucunement lié, et il pouvait toujours, pour motifs d'ordre public, suspendre la représentation d'une pièce. Mais le rapporteur, soucieux de montrer que la loi nouvelle ne contrarie aucunement l'art. 7 de la charte, dit dans l'exposé des motifs : « Quand la charte a déclaré que la censure ne pourrait jamais être rétablie, elle a pris soin d'expliquer que ce grand principe s'appliquait à la presse. En effet, ce n'est pas d'une manière vague, indéfinie, que la charte parle de la censure ; elle ne s'en explique que par rapport au droit de publier et de faire imprimer ses opinions, ce qui laisse en dehors toute autre manifestation, tout autre acte qu'une opinion qui, par son importance, par ses conséquences sur la vie publique ou privée, sur les mœurs générales du pays, peut exiger des précautions et des garanties. La charte serait évidemment allée au-delà de son but si elle avait accordé la même protection aux opinions converties en actes. Qu'un auteur se contente de faire imprimer sa pièce, il ne pourra être assujéti à aucune mesure préventive. Mais lorsque les opinions

sont converties en actes par la représentation d'une pièce, il y a plus que la manifestation d'une opinion, il y a un fait, une mise en action, une vie, dont ne s'occupe pas l'article de la charte et qu'il confie par cela même à la haute direction des pouvoirs établis. »

Dès la promulgation de la loi, on nomme quatre examinateurs ; chacun recevait à tour de rôle une pièce à examiner ; ils se consultaient au cas de difficultés et discutaient avec les auteurs pour les modifications ou coupures à apporter à leurs œuvres. Le côté moral soulevait plus de difficultés que le côté politique ; les pièces politiques étaient en effet à cette époque fort rares ; le public n'y tenait guère.

L'appel de la sentence prononcée par le censeur était porté, sur la demande de l'auteur, devant le Ministre, lequel se montra parfois plus sévère que ses agents.

Un décret du 6 mars 1848 abolit la censure. Le Ministre de l'Intérieur considérait, en effet, que « si l'Etat doit au peuple le travail qui le fait vivre, il doit aussi le faire participer aux jouissances morales qui relèvent l'âme », et pour atteindre ce résultat, il fit gratuitement représenter les principaux chefs-d'œuvre.

Mais sur les instances du parti conservateur groupé autour du Prince-Président, un projet de loi sur la censure fut soumis au Conseil d'Etat qui ouvrit une enquête des plus intéressantes à laquelle prirent part des per-

sonnages connus par leur compétence en matière d'art dramatique (1).

Le résultat de cette enquête fut favorable à la censure, et la loi du 30 juillet 1850 rétablissait provisoirement l'autorisation préalable. Deux circulaires complétaient la loi. Elles rappelaient aux préfets qu'aucune pièce ne pouvait être jouée dans les départements que sur un exemplaire visé au Ministère de l'Intérieur. Quant aux directeurs de théâtres de Paris, ils devaient dans les cinq jours, à dater de la circulaire, envoyer au Ministre un exemplaire en double des ouvrages dramatiques composant le répertoire courant de leurs théâtres respectifs. Aucune autre pièce nouvelle ne pouvait être jouée sans avoir été préalablement autorisée. Quinze jours avant la représentation, deux exemplaires de l'ouvrage étaient soumis au Ministre, et des répétitions générales devaient précéder la représentation publique.

Des recommandations toutes spéciales étaient adressées aux préfets au sujet des pièces jouées antérieure-

(1) A cette enquête de 1849 prirent part : 5 directeurs de théâtre, 2 sociétaires de la Comédie-Française, 1 maître de ballet, 3 acteurs, 1 agent des auteurs, 2 anciens correspondants de théâtres, 8 auteurs dramatiques, 4 critiques, 2 censeurs, 3 compositeurs.

Se prononcèrent contre la censure : 6 auteurs dramatiques, 2 directeurs, 1 maître de ballet, 1 critique, 2 acteurs, 1 agent des auteurs.

Les autres, sauf 3 qui ne se prononcèrent pas, votèrent pour le maintien de la censure avec ou sans modifications.

ment à la loi : « ... Je vous recommande la même surveillance — disait la circulaire — sur la représentation des pièces jouées antérieurement à la loi du 9 septembre 1835 et même sur celles qui ont été autorisées sous l'empire de cette loi. Une tolérance toute naturelle à cette époque avait ouvert l'accès de la scène à certains ouvrages auxquels les circonstances récentes ont donné une importance qu'ils n'avaient pas alors et dont la représentation pourrait n'être pas sans danger aujourd'hui. »

C'était exprimer d'une manière significative la volonté de mettre fin aux abus dont parle M. Hallays-Dabot.

La loi de 1850, votée à titre provisoire, fut prorogée jusqu'au 31 décembre 1852, et un décret impérial confirma le rétablissement de la censure. Son organisation ne se fit pas du premier jour, et ce n'est qu'en 1854 que les théâtres, de quelque nature qu'ils soient, sont réunis en un seul bureau. Une commission, dite d'examen, et une autre dite d'inspection sont chargées du contrôle. Et plus tard, en 1861, à la suite de changements apportés par certains directeurs au texte approuvé par la censure, un fonctionnaire spécial fut créé sous le nom de commissaire-inspecteur des théâtres et spectacles de Paris.

La censure du second Empire ne fut pas toujours heureusement inspirée dans ses décisions ; c'est ainsi que le chef-d'œuvre d'Emile Augier, *Les Lionnes pauvres*, se

vit refuser le visa ; le public ne cacha pas son mécontentement et l'Empereur leva l'interdiction portée par la Commission d'examen. Dans sa préface, l'auteur, de son côté, la prit vivement à partie : « Voilà, disait-il, une Commission chargée d'empêcher le théâtre d'offenser la pudeur de l'auditoire et de parler des affaires politiques, en un mot, de lui faire respecter la décence et l'ordre public ; ce sont là des attributions simples et nettes. Pour avoir mis le pied hors de ce cercle étroit, ils ne savent plus où s'arrêter ; comme protecteurs de la décence, ils se sont immiscés dans les questions de morale et de philosophie ; comme protecteurs de l'ordre public, ils ne veulent pas qu'on siffle dans les rangs ; ils se croient responsables de la chute des pièces, et de cette responsabilité se font un droit de collaboration, révisant le style, rayant certains mots qui ont encouru leur disgrâce, donnant des conseils dans l'intérêt de l'ouvrage, imposant des dénouements de leur crû... et quels dénouements ! N'exigeaient-ils pas que dans les *Lionnes pauvres*, Séraphine, entre le 4^e et le 5^e acte, fût victime de la petite vérole, châtiment naturel de sa perversité ? A cette condition, ils amnistiaient la pièce ; c'est là ce qu'ils appellent la moralité du théâtre, en sorte que les *Lionnes pauvres* auraient pu s'intituler : *De l'utilité de la vaccine*. »

Ce n'est qu'en 1870 que la censure disparaît, pour peu de temps il est vrai, puisque le maréchal de Mac-Mahon la rétablit le 18 mars 1871. Trois ans plus tard, un décret

confirmait l'existence de la Commission d'examen et remettait en vigueur la législation précédente.

La manière dont le gouvernement entendait alors que la censure fût appliquée se trouve indiquée par une circulaire que le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts, M. Turquet, adressait en 1879 aux inspecteurs de théâtres :

« Monsieur,

« La République a beaucoup à faire pour le théâtre ; et en vous confiant les délicates fonctions d'inspecteur, je crois devoir vous indiquer quel concours j'attends de vous dans l'œuvre de régénération si nécessaire que nous entreprenons.

« Si l'art dramatique est en décadence, c'est que, depuis trop d'années, la France, tenue en tutelle, avait vu ses libertés publiques supprimées.

« Au théâtre, les œuvres nobles et viriles étaient suspectes ; ce qui parlait à l'homme de sa dignité, de sa liberté, de ses hauts devoirs, était proscrit.

« Un art corrupteur s'était emparé de la scène ; on voyait s'y étaler effrontément la licence. L'art semblait n'avoir qu'un but, amuser ; et pour amuser, il descendait jusqu'à la grivoiserie, et plus bas encore, jusqu'à la corruption.

« Nous voudrions que l'art dramatique fût ramené à un idéal plus mâle et plus fier, que le théâtre fût une école.

« L'art que nous voulons, c'est celui qui élève, non celui qui dégrade. L'œuvre que nous aimons, c'est celle qui assainit, non celle qui corrompt. Il faut que l'influence du théâtre nous vienne en aide et seconde les efforts que nous faisons pour instruire le public, pour le fortifier, pour le faire de plus en plus digne d'exercer le pouvoir que met en ses mains la République, afin de donner à la France la grandeur morale qui convient à une démocratie.

« Pour cela, donnons, en politique, toute la liberté compatible avec le maintien de la paix publique, et gardons toute notre sévérité pour les couplets licencieux et les pièces immorales, nous souvenant que les deux principes de la République sont la dignité et la liberté.

« *Le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts,*

« TURQUET. »

De 1870 à 1905, époque à laquelle disparut la censure, nombre de pièces furent interdites quoi qu'en ait dit M. Bourgeois, ministre de l'Instruction publique, lors de l'enquête de 1894 : *Yvan le nihiliste*, *La famille Lebrenn*, *Jean Kerder*, *l'Officier bleu*, *Le Pater* et *l'Homme de Sedan* ne purent être mis en scène.

Plus près de nous, le théâtre Antoine dut arrêter les représentations de *La Fille Elisa* ; à la Comédie-Française, le drame de Victorien Sardou, *Thermidor*, d'abord autorisé

fut ensuite interdit à la suite de troubles ; repris depuis lors, il est juste de constater qu'il n'a donné lieu à aucun scandale.

Les attaques contre la censure s'élevèrent alors, et l'interdiction de *Thermidor* fut l'objet d'une interpellation à la Chambre (29 janvier 1891). Peu de temps après, un projet de loi, portant l'abolition de la censure préventive et demandant l'application du droit commun aux œuvres dramatiques, fut déposé sur les bureaux par MM. Antonin Proust et Le Senne, députés. Une Commission fut nommée, qui procéda à une enquête des plus sérieuses.

Les avis furent partagés, et la Commission conclut à l'admission de la liberté théâtrale pour une période de trois ans ; et si, au bout de ces trois années, le législateur ne votait pas la prolongation de l'essai, la législation antérieure reprendrait son cours de plein droit. Le projet de loi fut repoussé.

La censure depuis a interdit successivement *Décadence* (de M. A. Guinon) ; *Ces Messieurs* (de M. G. Ancey) ; *Les Avariés* (de M. Brieux) ; *Au temps des Croisades* (de M. Franc-Nohain),

Nous n'examinerons aucune de ces pièces, pour ne pas allonger un exposé historique suffisamment long, et nous étudierons plutôt de quelle façon fonctionnait la censure jusqu'au jour de sa suppression, suppression de fait, sinon de droit.

APPENDICE

Comment fonctionnait la censure ?

L'institution a été réglée par la loi du 24 juin 1874 et diverses circulaires de 1872, 1879, 1880 et 1887.

Le Ministre de l'Instruction publique, à qui appartenait le pouvoir supérieur en matière de censure dramatique, le déléguait à la direction des Beaux-Arts qui l'exerçait au moyen de l'inspection des théâtres.

La Commission d'examen des œuvres dramatiques se composait de quatre fonctionnaires, dits inspecteurs des théâtres.

Tout directeur, avant de donner une pièce nouvelle, devait soumettre au visa de la Commission, 15 jours avant la première représentation, deux manuscrits signés de sa main. L'autorisation pouvait, si elle était accordée, ne l'être qu'à titre provisoire, pour le cas où, dans la suite, des troubles auraient nécessité quelques changements ou corrections.

L'appel de la décision des inspecteurs pouvait être portée devant le Ministre ; et cette fois la sentence rendue par le Ministre était définitive ; elle ne pouvait donner lieu à aucun recours en Conseil d'Etat.

Le visa de la censure n'était accordé qu'après la représentation générale à laquelle assistait un inspecteur des

théâtres ; des modifications pouvaient être demandées à la suite de cette représentation d'essai.

Aucune sanction pénale n'était prévue contre celui qui aurait fait représenter une pièce interdite. Pourtant, la Cour de cassation (1) avait décidé que le décret de 1852 réunissant les caractères d'un règlement général de police, l'infraction aux dispositions de ce décret tombait sous l'application de l'art. 471 du Code pénal, d'où amende de simple police de 4 à 5 francs, et emprisonnement de 3 jours au maximum, en cas de récidive. Il est à croire que si un directeur avait voulu aller contre la décision de la Commission d'examen, ce n'est pas la perspective d'une telle condamnation qui aurait pu l'arrêter. On est loin de la pendaison ou de la guillotine de l'ancien régime !

Telle était la réglementation de la censure sous la troisième République. Il ne semble pas qu'elle ait fonctionné de manière à satisfaire l'opinion publique.

Son intervention, d'après M. Bourgeois, ministre de l'Instruction publique, devait se manifester dans trois cas : « En premier lieu, déclarait-il en 1894 à la tribune de la Chambre, lorsque l'œuvre est de nature à constituer un danger pour la sécurité nationale, en entraînant des complications extérieures ; ensuite, lorsque la pièce contient des éléments constituant un crime ou un délit, ou une provocation directe à un crime ou à un délit ; toutes

(1) Arrêt du 17 avril 1856. S. 1856, I. 477.

les fois enfin que, dans une pièce, les droits ou la dignité des particuliers peuvent souffrir de graves préjudices. »

Mais la politique ne joue plus un grand rôle dans les pièces de théâtre ; il semble bien, en revanche, que la morale soit, elle, assez souvent atteinte, et c'est là que la censure aurait dû particulièrement se montrer sévère.

Elle a prouvé simplement son inutilité et, après avoir agi, son impuissance.

« La censure n'est pas irréprochable, dit en 1902 M. Georges Leygues, alors ministre. On a parlé de chansons immorales ou injurieuses qui se chantent dans certains cafés-concerts et on en a tiré argument contre la censure. Je rappelle à la Chambre qu'aucune de ces chansons n'est autorisée par la censure. Tous les couplets qui soulèvent vos légitimes protestations ont été supprimés, mais ils sont rétablis à la 4^e ou 5^e représentation par les artistes ; à ce moment la censure n'a plus rien à faire, c'est la Préfecture de police qui intervient. »

Même langage, en 1904, de la part de M. Chaumié :

« La censure n'est pas aussi coupable qu'on peut le prétendre. Les inspecteurs de la censure ont fait leur besogne et leur devoir. Des coupures importantes ont été faites, mais le lendemain ou le surlendemain le texte primitif est subrepticement rétabli. . . Parfois, c'est dans l'intonation et dans le geste, dans la façon dont le mot

est accompagné ou souigné qu'est la signification graveleuse. » (1)

Aussi, la Chambre, après avoir cette année-là même réduit à 4.000 fr. le crédit alloué aux censeurs, a-t-elle refusé l'année suivante de le voter.

La censure se trouvait donc supprimée, en fait tout au moins, tout comme devait l'être la guillotine, s'il est permis de faire un rapprochement entre son couperet et les ciseaux de la censure.

Il n'est pas dit d'ailleurs que les crédits ne soient pas un jour rétablis et les censeurs réinstallés une fois de plus à leur poste, et, quoique la censure se soit montrée inutile et surtout impuissante, nous ne serions pas étonnés qu'un mouvement politique, ou seulement le souci de faire respecter la morale, ne la fasse apparaître à nouveau.

(1) Rapport de M. Bérenger au Congrès de Bordeaux (1905).



CHAPITRE VI

La lutte contre la pornographie.

Le développement constant qu'a pris en ces derniers temps une certaine littérature, dite pornographique, nous oblige à lui consacrer une étude spéciale pour constater l'étendue du mal et voir quels remèdes seraient propres à l'enrayer.

Il y a longtemps que déjà en France quelques hommes énergiques ont signalé les périls que fait courir à la race tout entière l'obscénité dans toutes ses manifestations ; ce n'est donc pas d'hier qu'elle date.

Sans remonter à l'antiquité, on sait que le théâtre du Moyen-Age n'était pas exempt de reproches. « L'obscénité est un de ses moyens d'expression favoris ; l'observation comique se borne à décrire ce qu'il y a de plus bas dans la vie et dans les mœurs, dans le fonds perma-

nent de l'homme et dans les habitudes particulières de son existence de ce temps-là. » (1)

Les spectacles de la Basoche sont des plus grossiers et des plus irrévérencieux, surtout envers la religion ; acceptés du public à cette époque, il n'est pas dit que nos contemporains lui feraient le même accueil ; ce n'est pas à dire cependant que le goût du public se soit amélioré — nous n'aurions pas à parler alors de la pornographie — mais il s'est tout au moins déplacé.

Depuis, la littérature, sans être essentiellement pornographique, au sens vrai du mot, fut extrêmement libre, aussi bien dans le roman que dans le théâtre, et notre ^{xviii}e siècle en particulier a atteint les limites du genre.

En 1881, la presse est affranchie de ses entraves ; ce n'est plus alors la liberté, c'est la licence. Et M. Jules Claretie a rappelé, dans une de ses chroniques du *Temps*, que l'explosion de la pornographie en 1880 fit donner à cette année le nom « d'année pornographique ».

L'*Annuaire de la Presse* de 1881 donne une liste de journaux pornographiques véritablement stupéfiante. Le dégoût public mit bientôt un terme à ces bacchanales, et il est à croire qu'il en sera de même aujourd'hui.

Que faire en présence du « flot qui monte » ? Faut-il recourir à la censure, ou user de moyens de répression plus sûrs et plus énergiques ?

(1) Larroumet. *La Comédie en France au Moyen-Age* (*Revue des Deux Mondes*), 15 septembre 1899.

La censure, nous l'avons vu, après avoir cessé d'être exercée contre la presse et le livre, tant à cause de ses rigueurs que de ses maladresses, avait également fini par perdre la majeure partie de ses partisans quant à son application à l'art dramatique. Il peut donc paraître étonnant de rechercher quel rôle elle pourrait jouer dans sa lutte contre la pornographie. Si, comme nous le croyons avec M. Hayem, secrétaire du Comité parisien de la Ligue de la moralité publique, il n'y a pas lieu de reprendre cet instrument de despotisme intellectuel, il n'en est pas moins vrai de dire justement, avec l'éminent sénateur M. Béranger, le protagoniste de la lutte contre la pornographie, que l'institution de la censure n'a pas, pendant deux siècles presque ininterrompus de son existence, donné lieu à de sérieuses critiques au point de vue des mœurs.

Fondée en 1706, elle a été temporairement supprimée, mais promptement rétablie aux époques révolutionnaires de 1791, 1830, 1848 et 1871. « Et ce fut en invoquant le déchaînement d'immoralité provoqué par la liberté que le rétablissement en fut opéré. » (Béranger.)

Devant le fléau qui menace de démoraliser notre patrie, devant « ces scandales qui menacent de souiller notre jeunesse dont ils troublent les mœurs, et de compromettre, vis-à-vis de l'étranger, jusqu'au beau renom de notre pays », une ligue composée de noms éminents s'est fondée, qui s'est proposée de rechercher par quels

moyens efficaces elle pourrait enrayer le « flot montant » de la pornographie. Il était naturel qu'elle se demandât en premier lieu s'il ne serait pas nécessaire de recourir à la censure, tant préventive que répressive.

Pour examiner cette question et voir si le rétablissement de cette institution serait utile, ou si, au contraire, il ne conviendrait pas de recourir à des moyens de répression plus sûrs et plus efficaces, et surtout moins décriés, il nous paraît utile de faire un inventaire rapide de la pornographie, et de rechercher sur quelles catégories de personnes « elle exerce ses ravages ».

§ 4. — LES PUBLICATIONS ET SPECTACLES OBSCÈNES.

Nous passerons rapidement en revue de quelle façon elle se manifeste, que ce soit par le journal ou le livre, les annonces ou la carte postale, le théâtre ou les affiches.

Et d'abord, qu'est-ce qu'un journal pornographique ? Il est assurément malaisé d'en donner une définition juridique précise. « Chaque juge, dit M. Comte, secrétaire de la Ligue française de la moralité publique, apprécie d'après son éducation, ses croyances, son âge, et surtout d'après le degré de tolérance et de scepticisme de son milieu et de son temps. Néanmoins, vingt-quatre publications sont tenues pour pornographiques par les membres du parquet de Paris, et celles-là sont particulièrement surveillées.

« Les journaux pornographiques méritent le qualificatif qu'on leur a si justement donné, par leur texte, leurs annonces et leurs images.

« Les publications qui ont la spécialité du vice contiennent peu ou pas de texte ; quelques-unes en contiennent deux pages tout au plus. Ce sont en général des albums photographiques représentant des femmes et des jeunes filles dans toutes les poses et les attitudes : « Nu académique, déshabillé élégant, mouvements de vie intime et extérieure, en un mot tout le cycle de la beauté chez la femme ou chez la jeune fille », tel est le programme annoncé par l'éditeur d'une de ces revues. Et le misérable ment, car dans son album comme dans tous les autres, on ne rencontre pas une seule ligne disant la beauté de la femme, mais des traits au contraire soulignant toutes ses laideurs, toutes ses lascivités, toutes ses déchéances... » (1)

Le texte qui accompagne ces gravures est franchement obscène ; il est évident que de tels abus sont intolérables, et l'on ne peut que souhaiter le meilleur et le plus grand succès possible aux ligues qui ont pris pour but délicat le relèvement des mœurs.

Ces journaux, non contents de débiter de la prose malsaine, se font les entremetteurs du vice en publiant dans les annonces, sous des rubriques particulières :

(1) Rapport de M. Comte au premier Congrès national contre la pornographie, à Bordeaux (mars 1905).

Appartements meublés, leçons et cours divers, mariages, offres et demandes d'emplois, tous les renseignements concernant la galanterie.

Les cartes postales ne sont pas moins obscènes, et au banquet de l'enseignement, en février 1903, M. Beurdeley signalait le danger que constitue pour la jeunesse, au sortir de l'école, l'image obscène et bête qui s'étale aux devantures des boutiques.

Pourtant quelques mesures avaient été prises ; c'est ainsi que le Ministre des finances avait, par la circulaire 228 du 1^{er} octobre 1901, fait défense aux gérants des bureaux de tabacs de vendre des cartes postales indécentes, et, à la suite de réclamations de M. Bérenger, des menaces de retrait de bureau ont été adressées à ceux qui continueraient l'étalage des cartes.

Sur les livres obscènes, M. Comte nous paraît mieux renseigné encore. Il les divise en trois catégories : la première est celle des almanachs et des petits livres à bon marché qui s'adressent à la clientèle pauvre. Dans la seconde, il range les livres soi-disant scientifiques dont la collection est vraiment copieuse. « Leur documentation est abondante et concourt à offrir au lecteur la science du mal, de la luxure, de la débauche, des vices les plus extraordinaires et des passions les plus extravagantes. » Inutile de donner ici des noms ; ce sont comme des traités de médecine légale fournis à une certaine clientèle. Enfin la troisième catégorie est celle des

livres obscènes, sales et pornographiques, dont le prix est en général assez élevé.

A lire l'excursion faite par M. Comte « dans ces abîmes de boue », pour employer sa propre expression, on serait tenté de croire le mal profondément enraciné. Certes il n'est que trop réel, mais il ne faut pas non plus l'exagérer. Toute la presse n'est pas aussi pourrie, toute la littérature n'est pas aussi malsaine, tous les écrivains et dessinateurs enfin ne sont pas animés d'idées aussi perverses.

Les rédacteurs de feuilles pornographiques et les auteurs d'ouvrages obscènes sont relativement peu nombreux. La plupart même ne sont pas des écrivains professionnels, mais « de véritables barbouilleurs de papier ». Quant aux dessinateurs, ce sont ou bien des spécialistes du genre, ou bien de jeunes étudiants, élèves des Beaux-Arts, misérables pour la plupart, attirés par la perspective de gagner 5 francs ou 10 francs en griffonnant un dessin, le plus audacieux possible. « Auteurs et dessinateurs sont donc plus ou moins des êtres faméliques qui s'adressent à une clientèle de même acabit. »

Le théâtre ne devait pas non plus échapper à la représentation licencieuse. Les spectacles les plus osés sont peu à peu mis en scène ; mais c'est surtout dans les cafés-concerts que l'immoralité règne sans partage. Les théâtres de province et les théâtres de quartier passent

presque inaperçus des autorités, mais moins du public qui se montre heureux de pouvoir, le soir, sans se déranger beaucoup, aller y chercher quelque distraction. Là surtout, la scène est souvent audacieuse. Récemment encore, une représentation des plus risquées soulevait les protestations de la presse, tandis que le nu, jeté à profusion sur les scènes des music-halls, motivait de M. Bérenger une lettre au Parquet. Nous l'examinerons plus loin.

§ 2. — DES SANCTIONS.

La loi du 29 juillet 1881, qui établissait la liberté de la presse, prévoyait dans son art. 28 des peines d'un mois à deux ans de prison, et de 16 fr. à 2.000 fr. d'amende au cas d'outrages aux bonnes mœurs commis au moyen d'écrits, d'imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans les lieux publics. « Les mêmes peines, disait le texte, seront applicables à la mise en vente, à la distribution, ou à l'exposition de dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes. »

Cette loi avait le grave inconvénient de renvoyer les coupables devant la Cour d'assises qui hésitait à condamner des actes qui lui paraissaient au fond d'importance secondaire.

Une réforme était donc nécessaire, la juridiction correctionnelle était bien suffisante ; ce fut la loi du 2 août 1882 qui l'apporta. Elle éleva en même temps l'amende

de 2.000 à 3.000 fr. Elle punit la vente, l'offre et l'exposition, l'affichage, ou la distribution gratuite sur la voie publique ou dans les lieux publics d'écrits, imprimés autres que le livre, d'affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes. Que signifie l'expression « obscène » ? Tout écrit, tout livre, tout dessin obscène est évidemment contraire aux bonnes mœurs ; mais il peut être contraire aux mœurs sans atteindre l'obscénité. Il n'y a qu'une nuance qui tient surtout à la forme, à l'apparence. Dans tous les cas, le fond est le même ; il s'agit toujours d'un appel aux instincts et aux appétits grossiers. (1)

Six ans après, cette loi était tombée en désuétude. M. Bérenger signale à ce propos l'inconcevable négligence de la police par un mot célèbre : « Est-il possible qu'une honnête femme passe devant un marchand d'estampes sans être obligée de détourner les yeux. »

Grâce à la bonne volonté du législateur, une nouvelle loi est votée le 16 mars 1898, qui élève le taux de l'amende à 5.000 fr. et vise d'une façon plus précise la vente et l'offre, *même non publique, à des mineurs*, d'imprimés, dessins et objets, leur distribution à domicile et leur remise sous bande ou sous enveloppe non fermée à la poste, le commerce des objets innomables, enfin les annonces et correspondances licencieuses qui pullulent dans certains journaux.

(1) *Traité de la presse*, Le Poitevin, II, p. 163.

Cette nouvelle loi n'eut pas encore les effets qu'on en attendait. Trop sévère, en entraînant en vertu du décret de 1852 (art. 13, § 6) la déchéance définitive de tous les droits politiques, elle n'est pas appliquée par les juges qui sont portés à trouver la peine peu en rapport avec le délit.

De plus, cette loi vise essentiellement les vendeurs qui ne sont pas les seuls coupables ; elle ne punit que la *vente publique* des livres obscènes, d'où il résulte que la vente des objets par correspondance ou au moyen de prospectus et d'offres faites sous enveloppe fermée ne constitue pas un acte délictueux.

C'est ce que M. Briand, garde des sceaux, a déclaré à la Chambre lors de la discussion du projet de loi relatif aux outrages aux bonnes mœurs : « La loi de 1882, même après les modifications qui y ont été apportées par celle de 1898, est absolument inefficace ; voici pourquoi. Jamais le fabricant, le commerçant d'objets obscènes n'est exposé à la constatation du délit, et par conséquent à la peine édictée par la loi, parce que jamais il n'offre sa marchandise dans les conditions de publicité exigées par la loi. Les fabricants de ces objets n'ont pas une boutique ouverte sur la voie publique ; ils sont installés dans des maisons particulières, à des étages... De là, ils envoient certains prospectus ou catalogues, alléchants pour leur genre de clientèle, sous enveloppe fermée... »

Ce sont les inconvénients des lois de 1882 et de 1898 que le Gouvernement se proposait de faire tomber en présentant au vote de la Chambre son projet de loi.

Ce projet fut voté, mais non sans peine. A cette séance du 20 mars dernier, un député M. Paul Meunier déclarait qu'en poursuivant la vente non publique, on s'exposait à atteindre la liberté de la pensée et de l'art, tandis que M. Jaurès voyait, là, la poursuite d'un délit d'intention. (1) Seule l'intervention de M. Briand put assurer le

(1) CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — *Séance du 20 mars 1908 :*

Les outrages aux bonnes mœurs.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet, adopté par le Sénat, ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs.

M. Paul Meunier ne voudrait pas que le projet atteignît la simple fabrication des dessins, écrits, ou objets immoraux.

M. Drelon, rapporteur. — Aux termes de la loi de 1898, seule la vente publique est prohibée. Cette tolérance facilite l'émission de toutes les productions scandaleuses. Le remède consiste à atteindre le commerce « même clandestin » de toutes les publications incriminées, et cette prohibition entraîne naturellement la défense de la fabrication destinée à alimenter ce commerce. C'est ce que la Commission demande à la Chambre de décider.

M. Meunier. — Vous vous exposez à atteindre la liberté de la pensée et de l'art. (*Mouvements divers.*)

M. Briand, garde des sceaux. — Ou bien la Chambre acceptera le moyen que lui offre la Commission de poursuivre certaines manifestations immorales, ou bien il faut renoncer totalement à agir. La loi de 1882 est en effet impuissante à assurer la répression de ce commerce.

M. Jaurès. — On poursuit un délit d'intention. Comment

vote du projet de loi déjà adopté par le Sénat, et qui devint la loi du 7 avril 1903. Nous doutons fort d'ailleurs

saura-t-on si les objets incriminés sont destinés à être mis en vente ?

M. Briand. — Leur nombre même l'indiquera.

MM. Prache et Allard critiquent le texte même du projet qui peut entraîner des abus, et demandent le renvoi à la Commission.

M. Drelon. — Dès lors que la loi de 1898 punit déjà la vente des objets de tout ordre dont il s'agit, l'interdiction de la fabrication elle-même est absolument logique. (*Très bien.*)

L'art n'a rien à faire avec ces manifestations qui, comme l'a dit notre collègue Coutant, sont un redoutable instrument de perversion de l'enfance, et surtout de l'enfance ouvrière. La Commission, pour donner satisfaction aux critiques soulevées par son texte, accepte de le modifier. Au lieu de « par la fabrication dans le but de faire le commerce par la vente... », elle propose « par le commerce... ». De la sorte on ne pourra plus dire que nous poursuivons un simple délit d'intention.

M. de Grandmaison. — Nombre de nos monuments, de nos musées, présentent des sculptures, dessins, ou objets, qui tomberaient sous le coup de la loi. Si un industriel les reproduit, sera-t-il poursuivi ?

M. Coutant. — On leur mettra des robes. (*Rires.*)

M. Jaurès. — Le maintien des mots « par le commerce » restreint plutôt la portée de la loi puisqu'on précise aussitôt après « par la vente, la mise en vente, ou l'offre même, non publiques ».

M. Drelon, au nom de la Commission, et M. Briand, au nom du Gouvernement, acceptent la suppression des mots « par la fabrication, dans le but d'en faire le commerce ».

Le texte ainsi modifié est accepté ; les 2 articles du projet modifiant la loi de 1882 et celle de 1898 sont adoptés.

(Extrait du *Petit Temps* du 21 mars 1903.)

que ces résultats soient meilleurs que ceux obtenus par les textes précédents : « *Quid leges sine moribus ?* »

Voici le texte de la loi nouvelle :

Art. 1^{er}. — Le § 2 de l'art. 1 de la loi du 6 août 1882, modifié par la loi du 16 mars 1898, est modifié comme suit : « Par la vente, la mise en vente, ou l'offre même non publique, l'exposition, l'affichage, ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, d'écrits, d'imprimés autres que le livre, d'affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images obscènes ou contraires aux bonnes mœurs. »

Le § 3 du même article est abrogé.

Art. 2. — L'art. 5 de la loi du 2 août 1882, modifié par la loi du 16 mars 1898, est complété par les dispositions suivantes :

« Les incapacités électorales édictées par l'art. 45, n° 6, du décret du 2 février 1852, ne résulteront plus d'une condamnation pour un des délits ci-dessus spécifiés qu'autant que la peine prononcée sera supérieure à six jours d'emprisonnement.

« La durée de l'incapacité sera réduite à une période de cinq ans à compter du jour où la condamnation sera devenue définitive.

« Les incapacités électorales résultant de condamnations antérieures à la présente loi pour outrages aux bonnes mœurs ne subsisteront plus que dans les limites et les conditions fixées dans le paragraphe précédent. »

Le principal grief que nous faisons à la législation précédente, de frapper le coupable de déchéance politique, se trouve ainsi supprimé ; et l'avenir nous apprendra si le juge fera maintenant une application utile de la loi sans crainte de frapper trop fort.

Les livres obscènes restant soumis à la loi de 1881, leur poursuite ne peut avoir lieu que devant la Cour d'assises, et le jury a toujours montré en cette matière, dit M. Bérenger, une déplorable faiblesse. « Aussi s'est-on le plus souvent abstenu de le saisir. Le résultat est que le livre jouit d'une complète impunité. »

Cela ne va pas sans inconvénient, dont un, et non le moindre, est de nous faire plutôt mal juger à l'étranger. Car ce sont surtout nos livres qui nous font connaître, et précisément c'est cette littérature obscène qui franchit le plus aisément nos frontières, et elle nous fait le plus grand tort. (1)

En résumé, la législation en cette matière est purement répressive.

Nous pensons que le législateur a fait fausse route en édictant des peines d'emprisonnement ou de déchéance politique — même réduite — contre les délinquants. N'aurait-il pas été plus efficace de les frapper directement

(1) M. Hugues le Roux, dans un intéressant article paru dans le *Matin* le 17 septembre 1907, a bien mis ce point en lumière : *Nos livres — s'ils ne se vendent pas, c'est la pornographie qui en est responsable.* — Aussi reproduisons-nous cet article en appendice, à la fin de cette étude.

à la bourse, en augmentant le taux des amendes. Et encore n'aurait-il pas suffi de frapper les gérants ou les imprimeurs, mais les dessinateurs, les éditeurs, et les commerçants qui, en définitive, sont les seuls vrais coupables.

C'est dire que la censure n'a plus aucun rôle à jouer ici. Le rôle qu'elle a joué au théâtre ne nous inciterait pas d'ailleurs à préconiser son action en cette matière.

« Mal pratiquée, dit M. Bérenger, elle est en effet bien moins une menace qu'une couverture. Ses soutiens les plus résolus sont, a-t-on dit, les directeurs des théâtres coutumiers de scandales et particulièrement ceux des cafés-concerts. Il y a du vrai : La chanson ou la pièce autorisée devient sacrée. Nul n'a le droit de la dénoncer. La police, le Parquet lui-même sont impuissants contre elle. Comment poursuivre ce que l'administration a couvert de son approbation. Plus de responsabilité ni pour l'auteur, ni pour le théâtre qui la joue. Aussi la sécurité dont ils jouissent est-elle enviée par la presse licencieuse, les écrivains et les artistes qui vivent de la pornographie. Combien de fois ne les avons-nous pas entendu réclamer la censure comme pour le théâtre.

« Le public lui-même est paralysé dans le droit incontestable de témoigner sa désapprobation. Le sifflet n'ose plus se produire. L'audacieux qui se le permettrait risquerait l'expulsion. La suppression de la censure aurait donc pour conséquence, en soumettant auteurs, direc-

teurs, et les acteurs eux-mêmes au droit commun, de les rendre responsables à la fois devant la loi et le public. »

Si, en 1882, le législateur ne crut pas utile de soumettre le théâtre aux mêmes mesures qu'il prenait à l'égard de la presse, c'est qu'il pensait pouvoir compter suffisamment sur l'action de la censure. Mais nous savons qu'il n'en fut rien. Dès 1896 la Société contre la licence des rues exposait ainsi le danger nouveau : « Soit que le besoin de jouissance qui suit toujours les époques d'épreuve ait, après la guerre, développé le goût des plaisirs sans frein, soit que les profits tirés de la licence de leurs écrits par certains auteurs que leur talent eût dû préserver de semblables écarts, aient exercé une influence jusque sur la littérature, les sujets licencieux, les exhibitions sans pudeur ont peu à peu envahi la plupart de nos grands théâtres. Les scènes subventionnées n'ont pas toujours su s'en défendre. On a vu à l'Opéra, comme dans les théâtres de féeries, des tableaux vivants ou des costumes de la plus rare inconvenance. Même dévergondage pour les pièces elles-mêmes : l'amour libre, l'adultère, les femmes galantes sont les sujets préférés des auteurs. C'est à qui osera le plus et présentera au public la scène la plus audacieuse. C'est surtout dans les cafés-concerts et dans les innombrables lieux de plaisir que l'immoralité règne sans gêne et sans partage. Le principal succès de 1895 a été le spectacle d'une femme ôtant ses vêtements un à un et faisant sa toilette de nuit

sur la scène. Le café-concert offre à vil prix des couplets orduriers et des exhibitions de chanteuses qui « chantent avec leurs jambes », comme on l'a dit par euphémisme sans doute. Les costumes ont souvent plus d'indécence que les pièces.

« Il existe pourtant une censure. Qui pourrait s'en douter ? Impassible devant ces excès, son inconcevable tolérance les encourage et les couvre de l'approbation officielle, loin de les réprimer, et le Parquet se déclare dans l'impossibilité de poursuivre ce qu'elle a permis. »

Allégation insuffisante de la part du Parquet. Il vient de prouver lui-même que, pas plus que la censure, il n'entendait s'arroger pour mission d'améliorer les mœurs et de réprimer toute atteinte à la morale, qu'elle se produisît par le livre ou par le théâtre. Depuis 1905 la censure a disparu, et l'immoralité a continué sa marche, « le flot qui monte », monte sans cesse ; ce n'est d'ailleurs pas la censure, nous l'avons montré, qui l'aurait arrêté. Mais il semblait que le législateur ayant fait des lois, la justice aurait dû s'en servir. Il n'en a rien été. La lettre que M. Bérenger vient d'adresser en sa qualité de président de la Société centrale de protestation contre la licence des rues, au Procureur de la République, en est la preuve :

« Monsieur le Procureur de la République,

« Dès le mois de février de l'année dernière, notre Société signalait à votre attention comme constituant le

délit d'outrage public à la pudeur, puni par le Code pénal, certaines représentations théâtrales dans lesquelles était publiquement annoncée l'exhibition de « femmes entièrement nues et sans maillot ».

« Il était facile de prévoir que si ces écarts n'étaient pas immédiatement arrêtés, ils ne tarderaient pas à se renouveler et à s'aggraver.

« C'est ce qui se produit aujourd'hui.

« Il ne s'agirait même plus, à en croire les coupures de journaux que je joins à ma lettre, de nudités immobiles et d'ailleurs recouvertes d'enduit, leur donnant l'apparence de statues de marbre ou d'or, ce qui, paraît-il, avait été considéré comme suffisant pour les préserver de toute poursuite. A l'heure actuelle, les femmes produites sur la scène prendraient part à l'action, danseraient même, et rien ne masquerait leur entière nudité.

« Je ne puis croire que la justice informée consente à couvrir de sa protection ces scènes de Bas-Empire et j'ai l'honneur de vous les dénoncer.

« Vous ne serez pas surpris, je l'espère, que le devoir de dégager la responsabilité de notre Société dans la persistance de cet abus, me mette dans l'obligation de rendre ma lettre publique.

« Veuillez agréer, ...

« Paris, le 3 avril 1908.

« *Le Président,*

« R. BÉRENGER. »

Cette fois-ci le Parquet ne resta pas inactif, une enquête fut aussitôt ouverte, et des poursuites vont être intentées contre les délinquants.

Nous ne discuterons point la question du nu au théâtre ou la prétention des imprésarii d'agir au nom de l'art en disant : Ce spectacle vous déplaît ? vous le jugez immoral ? abstenez-vous donc d'y aller. A une telle prétention nous répondrions que les pouvoirs publics ne peuvent se désintéresser de la moralité du peuple, que c'est au contraire un de leurs premiers devoirs, qu'il est des spectacles que les esprits les plus larges ne sauraient tolérer, qu'il est enfin une limite que la liberté des mœurs ne saurait dépasser.

Et il ne suffit pas que tel soit le goût du public. C'est en autorisant des spectacles licencieux qu'on le laisse se dépraver, c'est en les interdisant que l'on peut espérer le relever. Et c'est ici que nous touchons à une question importante, celle de savoir quelle clientèle attire le spectacle de cette licence, que ce soit sur la scène ou dans les journaux.

Le rapport de M. Comte va nous renseigner utilement : dans les quartiers ouvriers de Montparnasse, Belleville, Ménilmontant et Charonne il est difficile, paraît-il, de trouver des journaux pornographiques ; leur prix assez élevé, en général, est déjà sans doute une barrière suffisante. Dans les quartiers de petits rentiers et d'artistes, les marchands sont assez satisfaits de leur vente ; ils le

sont plus encore dans les quartiers riches de Paris. D'après la répartition de ces journaux, on voit déjà quels sont leurs lecteurs.

Les femmes adonnées à la basse prostitution, les femmes en carte ne lisent pas ces journaux. Elles leur préfèrent les feuilletons anodins ; elles n'ont point besoin de feuilles de luxures pour éveiller en elles des excitations ; tout ce qu'elles liraient leur paraîtrait banal.

La vraie clientèle des journaux pornographiques se recrute parmi les jeunes gens de 15 à 20 ans désireux de satisfaire la curiosité qui s'éveille en eux, et de trouver des réponses aux questions qu'ils se font. Voilà le vrai danger, celui contre lequel on ne saurait trop prendre de dispositions.

Une dernière catégorie, moins intéressante, est celle des voyageurs qui achètent aux bibliothèques des gares quelques obscénités pour se distraire, sans penser à mal et qui, rentrés chez eux, ne songent même plus à ce qu'ils ont lu.

Et voilà toute la clientèle très spéciale des journaux pornographiques. Leur lecture est donc moins répandue qu'on ne le croit ; elle ne sort guère d'un cercle assez limité, aussi plusieurs feuilles ont-elles disparu faute de lecteurs, et quelques autres ne se maintiennent-elles qu'en essayant de mélanger d'une vague littérature leurs obscénités coutumières !

Le mal est donc moins profond que certains le disent.

Il est réel cependant, mais avec quelques efforts et beaucoup de courage, le jour où le dégoût public mettra un terme au débit de ces grossièretés n'est peut-être pas très éloigné.

A notre avis, il semble qu'on doive avoir moins de doute sur les personnes qui constituent la clientèle des théâtres risqués ! L'éminent sénateur, M. Béranger, prétend qu'il n'est pas vrai que « parmi ces innombrables spectateurs qui, chaque soir et particulièrement le dimanche, remplissent les petits théâtres si multipliés partout aujourd'hui : casinos, alcazars, cafés-concerts, tavernes, etc. . . , c'est-à-dire ceux où se débitent les scènes les plus osées et les chansons les plus licencieuses, tous savent d'avance ce qu'ils y verront, ce qu'ils entendront, et qu'ils le recherchent. Pour quelques amateurs de grivoiseries, pour quelques curieux inconscients attirés par le bruit fait autour d'une représentation graveleuse, parfois par le seul désir de juger jusqu'où peut aller la licence actuellement permise, combien de familles de braves gens, employés ou artisans, entrent là sans le savoir ? »

Sans doute il y a, dans les assertions de M. Béranger, une grande part de vérité, mais le public des grandes villes auquel les directeurs cherchent à servir des spectacles alléchants et affriolants n'est pas aussi naïf qu'il paraît le croire.

Mais alors, si telle est la dépravation des mœurs contemporaines, que faire pour y remédier ? C'est préci-

sément, et cela peut paraître un cercle vicieux, de chercher à supprimer la cause initiale : le journal indécent, le spectacle licencieux, qui, tous deux, exercent peu à peu leur ravage non seulement dans les grandes villes mais jusque dans les campagnes.

§ 3. — *Ce qu'il faut faire.*

La censure, nous l'avons vu, s'est montrée assez large pour toutes les atteintes aux bonnes mœurs, et même, si elle agissait, ce qu'elle avait supprimé reparaitrait bientôt. Si, au contraire, elle donnait son visa, la police et le Parquet n'oseraient plus intervenir. Il serait donc superflu de penser que son rétablissement pourrait être ici de quelque utilité.

Reste donc l'action répressive des tribunaux. Quelques modifications aux textes existants seraient nécessaires ; certains d'entre eux sont obscurs ou incomplets.

Ainsi au théâtre, l'obscénité résultant surtout des gestes et de l'interprétation de la pièce doit relever de la police correctionnelle. L'article 330, punissant l'outrage public à la pudeur, devrait s'appliquer à un pareil délit. Les poursuites se trouveraient ainsi facilitées, parce que simplifiées. Mais la législation actuelle ne le permet pas. La loi de 1881 sur la presse ne parle pas en effet du théâtre. Une pièce, est-ce un livre, est-ce un écrit. Si c'est un livre, seule, en vertu de la loi de 1881, la Cour d'assises

est compétente ; si c'est un écrit, elle tombe alors sous le coup des lois de 1882 et de 1898 et relève alors du tribunal correctionnel.

Voici la pièce représentée, le délit est commis par l'acteur sur la scène ; il n'y a plus ici de délit commis par un écrit, mais bien un délit commis par paroles, donc Cour d'assises. Et un exemple récent qui se produisit il y a quelques années, à Autun, à propos d'une pièce assez leste, vient à l'appui de ce que nous avançons : Des coups de sifflets se firent entendre au cours de la représentation ; des troubles éclatèrent ; le rideau dut être baissé. Le procureur de la République, informé, commença des poursuites, puis les abandonna à la perspective de déférer les coupables à la Cour d'assises.

La compétence de la juridiction correctionnelle aurait facilité les poursuites, et le délit eût été puni.

La répression se trouvant ainsi confiée aux tribunaux, reste à savoir à qui incombera le soin de les mettre en mouvement.

Tout d'abord au ministère public ; mais chargé d'affaires multiples, il usera rarement de son droit. (1) Une dénonciation sera nécessaire pour le faire agir.

(1) La mise en vente de dessins obscènes donna lieu à deux poursuites seulement en 1897, douze en 1898, neuf en 1899, cinq en 1900, six en 1901. Quant aux livres obscènes, après un acquittement en 1895, le Parquet a renoncé à exercer aucune poursuite devant la Cour d'assises.

Aussi, frappée de cet inconvénient, la Société de protestation contre la licence des rues soumit au Garde des Sceaux, le 27 juin 1904, un vœu tendant à ce que « la faculté de poursuite directe fût accordée aux associations justifiant d'un but d'utilité et de moralité publiques moyennant certaines garanties à déterminer ». Ce vœu était inspiré par l'exemple de la *National vigilance*, association anglaise dont nous verrons le fonctionnement dans notre étude sur les pays étrangers.

Aux yeux des membres de la Société de protestation, l'effet de l'action ainsi accordée aux associations aurait été, non pas de porter atteinte à l'institution du ministère public, mais bien de le soulager au contraire, et de rendre son action plus efficace.

Les associations auraient le pouvoir de citer les coupables devant les juridictions répressives, y compris la Cour d'assises, seule compétente quand il s'agit de livres. Non seulement elles auraient pu mettre en mouvement l'action publique, mais encore elles l'auraient exercée en réclamant l'application d'une peine. Elles auraient eu également la faculté de se porter partie civile devant les juridictions répressives ou agir devant les tribunaux civils en dommages-intérêts.

L'autorisation spéciale pour intenter l'action publique aurait été accordée par une décision du Conseil d'Etat.

Ce système prêtait à de sérieuses objections : Actuelle-

ment, seul, le procureur de la République peut exercer l'action pénale au nom de la Société (Art. 1^{er}, instr. crim.). Il le fait en vertu d'une délégation de l'Etat accordée par le décret qui le nomme à ses fonctions. Les associations, pour pouvoir intenter l'action publique, devraient donc, elles-aussi, recevoir une délégation du pouvoir exécutif sous forme de décret signé du Président de la République. Une loi seule pourrait apporter une telle réforme à notre législation.

Quant à accorder l'autorisation d'exercer l'action pénale, par décret rendu le Conseil d'Etat entendu, c'est violer les règles essentielles de notre droit public. Là encore, puisqu'il s'agit de conférer une parcelle du pouvoir exécutif, un décret rendu par le Chef de l'Etat serait nécessaire.

L'association enfin, ayant exercé l'action pénale, ne pourrait pas se porter en même temps partie civile. Un ministère public ne se porte pas partie civile, il agit toujours et seulement dans l'intérêt de la loi.

A côté de ces inconvénients relatés au point de vue juridique, il en est d'autres d'une portée toute différente.

Si l'on accorde à une Société le droit d'exercer des poursuites au nom de la morale outragée, ne va-t-on pas être obligé d'accorder le même droit à une foule d'autres sociétés exerçant des buts différents, l'une pour des raisons religieuses, l'autre pour des raisons politiques,

celle-ci pour venir en aide à l'enfance, celle-là pour protéger les animaux ?

Il ne nous semble donc pas que le vœu de la Société de protestation contre la licence des rues eût été d'une application pratique, mais il nous montre du moins le chemin, puisque c'est à l'action des comités que nous confierons le soin de défendre la morale.

Les pouvoirs que nous leur accorderions seront beaucoup moins étendus. Il ne sera pas question ici de leur donner le droit d'intenter une action pénale. Ils agiront en se portant partie civile après avoir dénoncé les coupables au Parquet ou simplement en s'acquittant de cette dernière tâche.

Ainsi pour les théâtres, s'agit-il d'un théâtre municipal, le comité s'adressera au maire qui a le pouvoir et le devoir d'interdire une représentation à scandale dans une propriété municipale. Il interviendra même avant la représentation en provoquant l'action du Parquet pour faire lacérer les affiches que les pouvoirs du maire ne pourraient pas atteindre. Mais la plus grande prudence sera nécessaire, car de telles mesures, hâtivement prises, font aux pièces licencieuses une réclame retentissante qui va juste à l'encontre du but que l'on se proposait d'atteindre.

La surveillance des comités s'exercera non moins attentivement sur les kiosques à journaux. Ils adresseront au Procureur de la République ou au Procureur

général, quelquefois aux deux à la fois, une plainte à fin de poursuites en y joignant quelques exemplaires des journaux incriminés. Là encore, pour éviter toute réclame inopportune, il sera bon d'agir au préalable sur le vendeur en essayant, par intimidation, de faire retirer sa honteuse marchandise de l'étalage, et bien souvent cette démarche suffira.

Aux directeurs départementaux des contributions indirectes, pour empêcher l'exposition et la vente par les bureaux de tabac, de cartes postales immorales, il suffira de rappeler la circulaire suivante du Directeur général, toujours en vigueur :

« Un certain nombre de titulaires ou de gérants de débits de tabac ont été signalés comme exposant dans leurs vitrines et livrant à la vente des cartes postales à images licencieuses et des journaux offrant à la première page des dessins outrageants pour les mœurs. Il s'agit là de véritables abus qu'il importe de réprimer.

« On ne saurait tolérer, en effet, que des commerçants auxquels l'Etat confie la vente des produits monopolisés et qui, à ce titre, deviennent ses représentants, provoquent des agissements répréhensibles et des commentaires fâcheux de la part du public.

« L'Administration, quine manquerait pas d'être accusée de complicité, voit son bon renom engagé par elle-même. D'autre part, il est de mon devoir de veiller à ce que ses commettants ne se livrent à aucune opération, à aucun

trafic de nature à gêner ou même à éloigner une certaine catégorie de consommateurs. C'est à ce double titre qu'elle a le droit d'intervenir. »

Mêmes démarches, mais cette fois-ci auprès du préfet ou du sous-préfet en ce qui concerne les bibliothèques des gares ; le cahier des charges dont elles tiennent leurs pouvoirs contient une clause interdisant aux adjudicataires la vente, l'annonce et l'étalage de toute publication contraire aux bonnes mœurs. Il suffira de veiller à ce qu'elle soit exécutée.

Certes, la tâche est lourde, nous ne nous le dissimulons pas, et il paraît presque impossible de trouver des hommes assez énergiques pour la mener à bien. Il faudra mettre tout respect humain de côté, et se moquer de l'opinion publique, toujours disposée à tourner en ridicule ceux qui se posent en défenseurs de la morale.

Les comités une fois formés, tous leurs membres devront agir et non laisser, comme cela se pratique le plus souvent, toute la besogne aux cinq ou six les plus dévoués d'entre eux.

Ces comités, locaux d'abord, se grouperont par régions, puis, mieux encore, fusionneront en une vaste fédération, feront connaître au public ses devoirs et surtout ses droits qu'il ignore généralement, et nous serions bien étonnés alors que les feuilles obscènes traquées de toutes parts ne disparaissent pas peu à peu, expulsées de la ville comme de la campagne.

Le but des comités est, nous l'avons dit, de mettre le Parquet en action ; mais parfois celui-ci se montrera assez indifférent. En ce cas, une campagne de presse persévérante et habilement menée arrivera au but désiré ; elle pourra même être encouragée par l'opinion publique assez disposée à se laisser entraîner par la presse.

Elles ne sont d'ailleurs pas rares, de nos jours, les circonstances où un simple journal arrive à mettre l'appareil de la justice en mouvement, et les motifs d'agir ne sont toujours pas aussi impérieux ni d'une portée aussi générale que ceux qui nous occupent.



CHAPITRE VII

La censure à l'étranger.

I

Angleterre.

4° *Théâtre*. — La censure est exercée par le lord chambellan du roi.

Les acteurs, autrefois, en Angleterre, faisaient partie de la suite du souverain et prêtaient serment comme tous les autres serviteurs de la couronne. L'autorisation royale leur était nécessaire pour jouer quelque part.

Charles II accorda des lettres patentes à Covent Garden et à Drury Lane. Puis un certain nombre de théâtres vinrent s'ajouter à ces deux premiers. Le théâtre de Haymarket eut sa patente en 1731, et le Lyceum en 1809. (1)

(1) Cahuet, *op. cit.*, p. 311.

En 1843, la juridiction du lord chambellan fut étendue à la partie de Londres située au nord de la Tamise, à certaines autres parties de la métropole et aux villes où le souverain réside. Partout ailleurs, ce droit appartient aux magistrats locaux.

Le lord a, depuis 1737, un examinateur de pièces, adjoint à ses fonctions. C'est Robert Walpole, mis en scène par Gay dans quelques-unes de ses pièces, qui créa cette fonction.

Toutes les nouvelles pièces et les anciennes ayant reçu des modifications sont soumises à l'examineur sept jours avant la représentation. Le directeur qui fait jouer une pièce non soumise au visa, ou refusée, s'expose à une amende de 4.250 francs et au retrait de licence accordée à son théâtre.

Les auteurs restent en dehors de cet examen.

Quelques théâtres et les cafés-concerts ne sont pas soumis à la juridiction du lord chambellan, aussi deux tentatives ont été faites en 1866, l'autre en 1893 pour étendre ses pouvoirs ; elles ont échoué.

Il est actuellement question d'une nouvelle réforme : Un groupe d'auteurs dramatiques a été reçu en mars dernier par le Secrétaire d'Etat de l'Intérieur. M. Pinero lui exprima les inconvénients qu'il y avait à ce qu'un unique fonctionnaire décidât seul et sans appel du sort des pièces. Il demandait en conséquence l'abolition de la censure.

Sir W. S. Gilbert demanda la création d'un tribunal d'appel qui se prononcerait en dernier ressort à l'occasion contre les décisions du censeur. Il se composerait de trois personnes : la première, nommée par l'assemblée des auteurs dramatiques, — la seconde par le lord chancelier, — la troisième par les deux précédentes. (1)

Le ministre a promis d'étudier la question. La réforme demandée s'accomplira-t-elle ?

2^o *Presse*. — La censure de la presse a disparu en ce pays depuis fort longtemps. Elle n'a guère existé que quelques années avant la Révolution de 1688 et pendant les sept années qui la suivirent. Depuis lors, il n'y a plus ni censure ni autorisation préalable.

Sous les Tudors, la presse était soumise à un contrôle assez rigoureux qu'exerçaient l'évêque de Londres et l'archevêque de Cantorbéry.

Sous Jacques I^{er}, la répression des délits par la Chambre Etoilée fut d'une extrême rigueur. Elle appliquait l'amende, la prison, et, dans les cas les plus graves, le pilori. (2)

En 1666, aucun livre ne peut être imprimé sans l'autorisation du roi et les confiscations étaient fréquentes. La censure, supprimée en 1679, est rétablie en 1685 pour une période de sept années prorogée pour une

(1) *Le Temps*, 5 mars 1908.

(2) Bathie, *Dr. admin.*, t. II, p. 172 et suiv.

nouvelle année en 1692. Mais, en définitive, ce ne fut qu'en 1697 qu'elle disparut.

La presse n'était plus alors que soumise à la justice, et le gouvernement du roi n'a aucun pouvoir sur elle, exception faite toutefois pour les écrits obscènes et contraires aux bonnes mœurs. L'administration peut les faire saisir sans l'intervention de la justice.

Une institution, particulière à l'Angleterre et aux Etats-Unis, a rendu à la morale de très grands services : c'est la *National Vigilance Association* qui a obtenu depuis quelque temps des résultats remarquables dans sa lutte contre la pornographie. Grâce à ses agents, le commerce des livres et journaux obscènes a rencontré des obstacles considérables. Les autorités locales se trouvent stimulées par son action, l'opinion publique est entraînée. Et bien souvent, le directeur des poursuites criminelles a chargé le solicitor général de soutenir devant le jury l'accusation introduite par l'Association.

C'est en s'inspirant de cet exemple que la Société de protestation contre la licence des rues avait demandé en France que l'action pénale fût intentée en justice par des associations ; mais lorsqu'il s'agit d'une association dont le but est de protéger non l'intérêt de ses membres, mais bien la morale publique comme des associations contre la pornographie, il n'y a que le Procureur de la République — nous l'avons vu — qui puisse agir. En Angleterre, il en est tout différemment puisqu'un particulier

ou une société peut exercer ce droit, le ministère public n'existant pas.

Il fallait pourtant garantir aussi les particuliers contre les abus possibles de poursuites. Aussi la loi du 27 août 1881, applicable à l'Angleterre et à l'Irlande, a-t-elle décidé qu'aucune poursuite criminelle pour délits de presse ne pourrait avoir lieu sans le *fiat* ou autorisation écrite du directeur des poursuites publiques en Angleterre, ou de l'attorney général de Sa Majesté, en Irlande (art. 3).

Le prévenu n'est traduit devant le jury qu'après y avoir été renvoyé par une cour de juridiction sommaire. La cour peut, ou bien le retenir et le juger, ou bien décider qu'il n'y a pas lieu de suivre si les faits reprochés ne sont pas suffisamment prouvés (art. 4 et 5).

Avec de telles garanties, le droit des Associations ne risque pas d'être trop abusif.

II

Russie

1^o *Théâtre*. — La censure est confiée à un Comité analogue à notre ancienne commission d'examen préalable; mais ses attributions sont plus étendues puisqu'elles ne s'étendent pas seulement aux pièces de théâtre, mais aussi aux publications de toute nature, journaux ou livres.

L'action du Comité varie suivant qu'il s'agit des théâtres impériaux, des théâtres municipaux, ou des théâtres secondaires. Elle est surtout importante pour ces derniers qui n'existent qu'en vertu d'une tolérance de la police et dont tous les spectacles doivent être au préalable visés.

Quant au répertoire des théâtres impériaux, il est fixé par le ministère de la Cour et ne peut être modifié sans son autorisation. Le régime le plus large est celui qui concerne les théâtres municipaux, subventionnés par les villes, et dont le programme est élaboré en toute indépendance.

L'autorisation donnée à un théâtre de jouer telle pièce ne le garantit pas contre la censure répressive ; car toute pièce qui cause du scandale peut, bien qu'autorisée par le Comité, être interdite, surtout en raison de l'influence du clergé en matière dramatique.

Cette interdiction à l'égard des théâtres municipaux et des théâtres libres... sera donnée dans les grands centres par le grand maître de la police et dans les villes de moindre importance par le maître de la police.

Ce régime n'est pas aussi draconien qu'il le paraît à première vue. Le plus souvent, lorsqu'une pièce est de nature à causer du désordre, bien qu'elle ait été préalablement visée par le Comité de censure, le maître de la police obtient des intéressés quelques changements ou suppressions et la pièce continue à être jouée. Ainsi, le conflit se règle presque toujours à l'amiable par des con-

cessions réciproques. (1) Et de fait, les interdictions sont assez rares ; mais peut-être cela tient-il plutôt à l'extrême prudence des auteurs ?

2° *Presse*. — Le régime n'est pas le même pour tous les journaux.

D'après la loi du 6 avril 1863, l'autorisation préalable est nécessaire. Le ministre qui statue sur cette demande d'autorisation, décide si le journal sera ou non soumis à la censure.

Dans le premier cas, aucun cautionnement n'est exigé ; dans le second cas, les journaux doivent verser un cautionnement de 5.000 roubles pour les quotidiens, de 2.500 roubles pour les autres. De plus, on peut leur interdire de discuter certaines questions, et ils s'exposent à des peines administratives : l'interdiction de publier des annonces (6 mois au plus), la suspension (6 mois au plus), la saisie administrative et la suppression complète. Ces deux dernières mesures sont prises après le troisième avertissement.

Ce système était celui du premier Empire, et c'est en ces termes que M. Anatole Leroy-Beaulieu en a parlé : « C'est au moment où il allait être abandonné en France que le système napoléonien des avertissements aux journaux a été recueilli par les ministres du Tzar et du Sultan. Mais la même institution ne peut être jugée de la

(1) Cahuet, p. 317.

même manière dans les différents pays. Ce qui était rétrograde en France était en Russie un progrès ; la presse russe eût souhaité d'être tout entière à ce régime si peu goûté de la presse française. » (1)

Le mouvement en faveur de la liberté qui s'est nettement dessiné ces dernières années devait porter ses fruits, aussi quelques-unes des idées d'émancipation du peuple ont-elles fini par percer et même par triompher. Nous en trouvons le reflet dans un ukase impérial de 1905 qui a apporté au régime sévère de 1865 des modifications importantes. En effet, par l'ukase du 24 novembre 1905, l'Empereur, en exécution d'un manifeste du 17 octobre, s'est proposé d'assurer la liberté de la presse :

« Toute censure préalable est supprimée pour la presse périodique publiée dans les villes.

« Les dispositions relatives aux poursuites administratives et aux cautionnements de la presse périodique sont abrogées.

« Les poursuites pour délits de presse ressortiront des tribunaux, le Ministre de l'Intérieur cesse d'avoir le droit d'interdire la discussion de certaines questions politiques dans cette même presse. »

Là encore, dans ce pays de l'autocratie par excellence, la censure perd du terrain.

(1) Anatole Leroy-Beaulieu. *L'Empire des Tzars*, t. II, p. 475.

III

Italie.

1^o *Théâtre*. — L'Italie n'a pas de bureau spécial chargé d'examiner les œuvres dramatiques, comme cela se présente dans les pays où fonctionne la censure, mais cette institution y est pourtant appliquée.

Elle n'est pas centralisée mais remise dans chaque province au préfet. C'est à lui que sont soumises les pièces avant d'être jouées ; la simple lecture publique même d'une pièce ne peut avoir lieu sans son autorisation.

La représentation peut être interdite, pour cause de morale ou d'ordre public, par une ordonnance motivée contre laquelle l'intéressé peut se pourvoir auprès du Ministre de l'Intérieur qui décidera définitivement.

2^o *Presse*. — La liberté de la presse est garantie par la Constitution du Piémont du 8 mars 1848 qui régit tous les Etats de la péninsule.

Art. 28. — La presse est libre ; une loi en réprimera tous les abus.

Cette loi que prévoyait la Constitution était en effet promulguée le 28 mars suivant :

Tout imprimé doit porter le nom et le lieu de l'imprimerie, l'année et le nom de l'imprimeur. Un dépôt en double est requis ; un des exemplaires est remis au

bureau du procureur général, l'autre à la bibliothèque de l'arrondissement.

L'art. 4 vise la responsabilité pénale. — Les poursuites sont d'abord intentées contre l'auteur puis contre l'éditeur qui à juste titre apparaissent aux yeux du législateur comme les premiers coupables. L'imprimeur sera le dernier poursuivi.

L'article 5 s'occupe expressément de son cas en décidant que : « L'imprimeur ne pourra être actionné pour le seul fait de l'impression, et la plainte portée contre l'auteur ou l'éditeur ne pourra être étendue jusqu'à lui à moins qu'il n'ait agi sciemment et de façon à être considéré comme complice.

Les délits de presse sont jugés par le jury, sauf les attaques au roi, aux autorités, à la religion, et les délits de diffamation et d'injure. En aucun cas la suppression du journal ne peut être prononcée, mais seulement celle du numéro incriminé. »

IV

Etats-Unis.

1^o *Théâtre*. — Chaque Etat a été laissé libre de réglementer les spectacles. La censure préventive n'appartient pas comme ailleurs à un bureau ou à un fonctionnaire déterminé, mais à des sociétés privées. Ces sociétés

interviennent chaque fois qu'elles croient devoir le faire, c'est-à-dire quand l'ordre public ou la morale y est intéressée ; il résulte de cette grande latitude quelques abus, c'est à la justice seule qu'il appartient de les réprimer.

La censure répressive est exercée par l'administration grâce aux règlements de police des villes en vertu desquels toute représentation qui est une cause de scandale peut être interdite.

La police agit la première ; le maire décide ensuite s'il y a lieu de maintenir l'interdiction, mais généralement ces difficultés se résolvent par une transaction. (1)

2° *Presse*. — La Confédération ne possède aucun article de loi sur la liberté de la presse :

L'art. 1 des dispositions complétives de la Constitution dit seulement : « Le Congrès ne doit rendre aucune loi créant une religion d'Etat ou empêchant l'exercice d'une croyance religieuse, ou limitant la liberté de la parole ou de la presse. »

Une loi de 1798, frappant les écrits scandaleux visant le Président ou les deux Chambres, existait encore. Cette loi fut attaquée comme violant la Constitution. Elle disparut. Depuis, aucune règle pénale sur la presse n'a été établie par l'autorité fédérale.

Il est à remarquer que cette interdiction, posée par l'art. 1, laisse toute leur liberté à chacun des Etats, car

(1) Cahuet, *op. cit.*, p. 325. (Noté communiquée par l'ambassade des Etats-Unis.)

elle ne constitue pas une règle de droit public obligatoire pour tous les Etats, comme cela se produit en Suisse.

Le Congrès seul ne peut pas légiférer sur la presse pour restreindre la liberté qu'il tient de la Constitution même, et on peut donc caractériser ainsi le régime qu'il a institué : pas d'autorisation préalable, pas de timbre, pas de cautionnement.

Mais cette liberté accordée à la presse n'est pas incompatible avec la répression de ses abus, comme cela se fait d'ailleurs dans toutes les législations, même les plus libérales. C'est ainsi que récemment encore, le législateur, frappé du danger que présentait l'invasion des livres et journaux pornographiques, prenait de sévères mesures en vue d'en arrêter les effets. C'est dans ce but que fut votée la loi du 8 février 1905, modifiant une précédente loi de 1897, et intitulée : « Loi pour empêcher la circulation de la littérature obscène et des articles signalés par leur indécence et leur immoralité, d'un Etat ou d'un territoire dans un autre », de façon à empêcher le développement de cette exportation.

La loi de 1905 défend de remettre à une Compagnie de transport une publication obscène ou favorisant le dérèglement des mœurs ; elle punit l'expéditeur, et celui qui reçoit la brochure pour la vendre ou la répandre, d'une amende maxima de 5.000 dollars, et d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au moins, ou de l'une de ces deux peines seulement.

CONCLUSION

Après avoir rapidement parcouru l'histoire de la censure et défini son rôle, quel jugement convient-il de porter sur elle ?

Il semble bien que malgré les scandales récents, propres cependant à militer en faveur de son rétablissement, la censure ait parfaitement démontré son inutilité.

C'est une institution qui ne convient nullement d'ailleurs aux régimes républicains et démocratiques et dont, seuls, les gouvernements désireux d'arrêter l'élan d'expression de la pensée ont su tirer parti, et c'était aussi bien son rôle à l'origine. Sous l'ancienne monarchie, elle s'en est acquittée comme il convenait, souvent avec rigueur, toujours avec sévérité. Napoléon, en particulier, le lui a fait remplir sans faiblesse, avec une autorité telle qu'aucun gouvernement n'en a donné l'exemple ; et cela convenait au despotisme impérial qui ne voulait qu'un seul maître, qu'une seule idée, qu'une seule volonté.

C'est encore le rôle qu'elle joue dans l'Empire russe, et pourtant son application a reçu, en ces dernières années, quelques atténuations.

Mais cette censure, destinée à surveiller la pensée, source de bien des misères à travers les siècles, n'a pas réussi aussi pleinement dans les temps modernes, quand les gouvernements n'ont plus eu seulement pour but de diriger à leur gré les opinions de leurs sujets, mais encore de surveiller les idées dans toutes leurs manifestations, dans la presse comme sur la scène.

La démocratie a fini par triompher progressivement au xix^e siècle, et à mesure qu'elle gagnait du terrain, la censure perdait les avantages acquis. Nous sommes revenus alors au seul régime qui convienne à une République, celui d'une liberté absolue qui a son contre-poids dans la responsabilité de chacun.

Ce régime ne va sans doute pas sans de réels inconvénients : des abus étaient à craindre ; ils se sont produits et se produiront encore. L'important est d'en faire retomber tout le poids sur les auteurs responsables et de les punir d'une façon exemplaire. Ce sera le rôle de la police et de la justice. Il paraît impossible de confier à une autorité, si bien intentionnée soit-elle, le soin de déterminer à l'avance ce qu'un journal devra publier ou ce qu'il devra s'interdire de faire paraître, ou bien de quelles idées politiques ou religieuses un livre devra s'inspirer ; ce serait là un retour en arrière auquel l'opi-

nion publique se montrerait hostile. On s'habitue vite à la liberté, on s'accommode plus mal de toute servitude.

Faut-il en conclure que la censure ait à jamais disparu ? Nous ne le pensons pas. Son retour est sans doute très peu probable à l'heure actuelle ; mais qu'un mouvement politique se dessine, qu'une crise éclate, et le gouvernement, quelque libéral qu'il soit, songera certainement à recourir à cette vieille institution, comme cela s'est produit en France, à diverses époques, dans des circonstances semblables. Mais son maintien ne sera alors que passager ; elle cessera en même temps que disparaîtra la cause qui l'aura fait renaître.

En résumé, nous croyons plutôt à l'efficacité d'un contrôle répressif moins arbitraire et plus sûr que la censure préventive. C'est aux tribunaux que nous le confierons, mais encore faudra-t-il qu'ils agissent. Déjà, le 27 juin 1882, peu de temps avant le vote de la loi du 5 août sur les outrages aux bonnes mœurs, un député, M. Gaillard déclarait à la Chambre que la justice ne poursuivait pas les coupables. Était-ce insuffisance de moyens de répression ; on le crut, et la loi de 1882 fut votée. Depuis, des dispositions nouvelles ont été prises en 1898, puis le 8 avril dernier. Le Parquet pourra-t-il maintenant mettre son inaction sur le compte de l'insuffisance des textes ; ce serait une affirmation bien audacieuse. Et nous ne devons pas pour cela désespérer de faire disparaître les abus qu'il a pour mission de réprimer. Un tel découra-

gement est inadmissible. Il ne suffit pas de constater le mal, il faut le combattre. Les moyens de le faire, la société les possède ; qu'elle s'en serve ; modifions les textes existants si cela est nécessaire, mais ne compliquons pas la législation de lois nouvelles. Il semble bien que ce soit ici le cas de répéter avec Jules Simon : « Faire des lois et ne pas les appliquer, c'est une des traditions et l'un des malheurs de la France. »

Vu :

Le Président,

H. BERTHELEMY.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

APPENDICE AU CHAPITRE VI

Article paru dans le « *Matin* » du 17 septembre 1907 :

NOS LIVRES

S'ils ne se vendent pas c'est la pornographie qui en est responsable.

L'OPINION DES PRESIDENTS DES LETTRES

Le *Matin* vient de mener en faveur du livre français et de sa vente à l'étranger — particulièrement aux Etats-Unis — une campagne qui a éveillé des échos, non seulement dans nos journaux et nos revues, mais dans toute l'Europe et au delà de l'Océan.

Nous avons été amenés à constater que, sur ce marché des Etats-Unis, objet de toutes les convoitises, nous sommes battus tous les jours davantage, par le libraire allemand. Nous avons touché du doigt une véritable

campagne organisée par nos concurrents allemands contre l'influence française, contre la langue française elle-même, nous avons montré comment nos concurrents profitent de nos imprudences et de nos inerties pour nous discréditer.

De toutes ces inerties, la plus maladroite est sans doute d'abandonner aux Etats-Unis l'enseignement du français à des Allemands et à des étrangers qui nous ignorent, qui nous défigurent, qui s'efforcent de donner au français le caractère d'une langue morte, d'une matière d'érudition.

De toutes nos imprudences, la plus grave est de penser que l'art français, la pensée française soient représentés aux Etats-Unis par une littérature immonde, ignorée chez nous, souvent fabriquée hors de nos frontières, qui submerge toute production française et s'étale avec effronterie, soutenue de titres équivoques et de couvertures obscènes. Nous avons constaté que ces excès finissent par jeter de la défaveur sur tous les livres français, d'où qu'ils viennent, que les bibliothèques publiques se ferment devant eux, que les universités hésitent à les mettre entre les mains des jeunes gens et des jeunes filles ; enfin que les Américains d'origine française eux-mêmes, les Louisianais, demandent grâce et nous avertissent que cette marée montante de la littérature ordurière fait reculer aux Etats-Unis l'usage du français.

Appuyé sur ces indignations et sur ces tristesses, le *Matin* s'est mis en campagne. Il a dit l'effort admirable que l'Alliance française, unie en fédération, tentait aux Etats-Unis pour remonter ce courant. Nous avons interrogé ses conférenciers français, qui déjà depuis des années vont porter là-bas la bonne parole. Tous ont répondu :

— Il faut que nous imitions la tactique savante des Allemands, que nous usions des procédés qui leur ont réussi. Créons comme eux, à New-York, un comptoir de librairie française, qui écarte de sa vente toutes ces productions immondes, pour faire connaître à la République sœur notre pensée française dans toute la puissance de sa force, de sa clarté, dans toutes les formes de son rayonnement. A côté du roman français qui sera une véritable œuvre d'art, il faut que nos livres scientifiques se produisent et se poussent. Il suffirait pour atteindre ce résultat, dont l'influence française et le commerce français sous toutes les formes de son activité et de sa production retireraient un avantage considérable, il suffirait que ces éditeurs, qui en grand nombre sont un honneur pour notre pays, s'entendissent et s'unissent. Est-ce que ce ne serait pas le rôle de notre Société des gens de lettres de les inviter à cet effort ?

La Société des gens de lettres a eu successivement à sa tête des hommes qui, par l'éclat de leur caractère et de leur talent, ont marqué d'une façon supérieure dans les annales littéraires de notre temps. Tant présidents en exercice qu'anciens présidents, ils sont six vivants à l'heure actuelle, MM. Jules Claretie, Paul Hervieu, Henry Houssaye, Abel Hermant, Victor Margueritte, Marcel Prévost. Tous les six, directement interrogés sur l'opportunité de l'effort qu'il faut tenter aux Etats-Unis pour y restaurer l'honneur du livre français, nous ont répondu en ces termes :

M. Jules Claretie dit :

« J'approuve absolument votre projet et il me semble que la Société des gens de lettres doit s'en occuper et s'en préoccuper. Le livre pornographique, acheté surtout à l'étranger et par les étrangers, déshonorerait la librairie française s'il n'y avait comme contre-poids des éditions et des écrivains qui vraiment représentent la littérature de notre pays. Mais ce sont les *autres* qu'on met en montre ! C'est par les *autres* qu'on nous juge — et qu'on nous calomnie ! Je lisais dans les journaux américains une diatribe d'une *dame française*, déclarant que les écrivains de son pays lui font horreur. Quels écrivains ? Ceux qui, par leurs livres à caricatures polychromes, à titres prometteurs de scandales, passent pour représenter la littérature à la mode chez nous. Nous les ignorons. Les étrangers les affichent. Nos éditeurs ont le devoir de protester et de se protéger en protégeant les gens de lettres dignes de ce nom. Vous avez raison de jeter le cri d'alarme. »

M. Paul Hervieu dit :

« Naturellement, j'approuve de tout cœur votre projet de favoriser, aux Etats-Unis, l'expansion de la pensée et de la langue françaises.

« Je ne doute pas que nos grands éditeurs ne soient heureux de répondre à votre initiative, lorsqu'elle leur fera concevoir les réalisations pratiques de l'excellente idée. Toutefois, je crois qu'une association de *libraires* serait plus durable, parce que l'intérêt commun s'y établirait facilement, sans donner lieu à de légitimes comparaisons entre les résultats procurés à tels et tels éditeurs ou auteurs, non obtenus par d'autres. »

M. Henry Houssaye dit :

« Cela regarde les éditeurs, mais comme homme de lettres je ne puis que souhaiter le meilleur succès à votre projet. »

M. Abel Hermant dit :

« Je crois qu'en Amérique, comme ailleurs, la production des livres pornographiques prétendus français nous discrédite, nous déshonore et nous ruine. Votre idée de fonder un comptoir d'éditions françaises qui soient respectables est excellente. Il faut obtenir que nos vrais éditeurs français s'unissent et réalisent ce programme. Je ne doute pas que tous nos confrères, sans la moindre exception, ne soient du même avis. »

M. Victor Margueritte, président en exercice, dit :

« Je suis, avec un bien vif intérêt, les articles si justes et si frappants où le patriotisme éclairé lutte pour la bonne cause du livre français — des lettres françaises !

« Tous, nous devrions nous unir pour faire triompher cette idée. La France doit chercher à maintenir un renom jusqu'ici glorieux, une influence qui ne fût pas inutile au progrès de la pensée humaine.

« Et elle serait d'autant plus coupable d'y manquer, qu'elle est plus hautement capable de le faire. »

M. Marcel Prévost dit :

« L'idée d'un groupement des éditeurs pour la vente aux Etats-Unis des *vrais* livres français est excellente. Je crois que les éditeurs y trouveraient leur profit. Mais il faudra les grouper — les éditeurs — et leur persuader qu'il y a mieux à faire que de suivre le petit trantran quotidien de leurs affaires courantes ! Si vous y réussissez, vous aurez fait œuvre méritoire. Les éditeurs parisiens sont des gens charmants, dont plusieurs sont de mes amis. Mais ils ont un gros défaut : ils sont trop riches et n'ont plus besoin de faire aucun effort. Ah ! les livres qui se vendent se vendent bien tout seuls !... Je vous dis là des choses que vous savez mieux que moi. Vous qui êtes actif et éloquent, vous tirerez peut-être ces nababs de leur fructueuse indolence.

« En toute hypothèse, le projet me paraît ingénieux et pratique. Croyez qu'il serait également applicable à la Russie et à l'Angleterre. »

*
* *

Devant une telle unanimité, il n'est pas possible que les maîtres parisiens de l'édition ne s'émeuvent point et qu'ils se dérobent à l'effort que l'opinion attend d'eux. Nous songeons à leur donner rendez-vous, quelque jour

prochain, dans une occasion publique, qui aura le double caractère d'une manifestation française contre les mauvais Français qui nous trahissent aux yeux de l'étranger et d'un appel direct au patriotisme de ceux qui doivent considérer nos livres français comme les seuls émigrants que nous ayons à envoyer au-delà des mers pour nous défendre, pour nous représenter.

HUGUES LE ROUX.



BIBLIOGRAPHIE

J. ANDRIEU. — La censure et la police des livres en France sous l'ancien régime.

Annuaire de législation comparée (année 1905).

BATBIE. — Droit administratif.

CAHUET. — La liberté du théâtre.

COULON. — La liberté de la presse.

COULON. — Rapport de la loi de 1894 sur la presse.

G. DUCHAINE. — Les délits de presse.

DUCROCQ. — Droit administratif.

FONTAINE. — La censure dramatique sous l'ancien régime.

GERMAIN. — Le martyrologe de la presse.

DE GROUCHY. — La presse sous le premier Empire.

HALLAYS-DABOT. — Histoire de la censure théâtrale en France.

LE POITTEVIN. — Traité de la presse.

PACCAUD. — Le régime de la presse en Europe et aux Etats-Unis.

WELSCHINGER. — La censure sous le premier Empire.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
CHAPITRE I. — Théorie de la censure. — Son rôle. — Sa valeur.....	1
CHAPITRE II. — Partisans et adversaires de la censure.	11
§ 1 ^{er} . — Arguments de ses partisans.....	13
§ 2. — Arguments de ses adversaires....	23
§ 3. — La censure du public.....	29
CHAPITRE III. — Les origines de la censure	35
CHAPITRE IV. — Caractère et fonctionnement de la censure sous l'ancien régime	47
SECTION I. — La presse aux xvi ^e et xvii ^e siècles...	48
§ 1 ^{er} . — L'intervention des autorités.....	52
a) L'Eglise	52
b) Le Chancelier.....	57
c) Les Parlements	61
d) Le Lieutenant général de police	63
§ 2. — Les sanctions.....	64
SECTION II. — Le régime de la censure et ses atté- nuations au xviii ^e siècle.....	68
§ 1 ^{er} . — Le contrôle des autorités s'affaiblit	69
§ 2. — Les fraudes.....	73
SECTION III. — La censure théâtrale.....	77
§ 1 ^{er} . — L'action du pouvoir royal et du Parlement.	78
§ 2. — Le lieutenant général de police.....	80

CHAPITRE V. — L'Epoque moderne.....	87
SECTION I. — La Révolution et le premier Empire.	88
§ 1 ^{er} . — La presse.....	88
§ 2. — Le théâtre.....	94
SECTION II. — La censure de la presse de 1815 à 1881.	101
APPENDICE. — Le dessin.....	107
SECTION III. — La censure dramatique de 1815 à 1905.	110
APPENDICE. — Comment fonctionnait la censure...	122
CHAPITRE VI. — La lutte contre la pornographie....	127
§ 1 ^{er} . — Les publications et spectacles obscènes..	130
§ 2. — Des sanctions.....	134
§ 3. — Ce qu'il faut faire.....	148
CHAPITRE VII. — La censure à l'Etranger.....	157
I. — L'Angleterre.....	157
II. — La Russie.....	161
III. — L'Italie.....	165
IV. — Les Etats-Unis.....	166
CONCLUSION.....	169
APPENDICE. — Article du <i>Matin</i> (17 septembre 1907):	
Nos livres	173
BIBLIOGRAPHIE.....	181
TABLE DES MATIÈRES.....	183



